

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27266]

12 DECEMBRE 2014. — Décret-programme portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité (1)

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président, du Ministre des Travaux publics, du Ministre du Logement et de l'Energie, du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et du Bien-être animal, du Ministre du Budget, et du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre du Budget est chargé de déposer auprès du Parlement wallon le projet de décret-programme dont la teneur suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Mesures en matière de calamités naturelles*

Article 1^{er}. Il est créé un organisme d'intérêt public dénommé « Fonds wallon des calamités naturelles », organisé en deux divisions, l'une dénommée « Fonds wallon des calamités publiques » et l'autre dénommée « Fonds wallon des calamités agricoles ».

Cet organisme est classé dans la catégorie A des organismes visés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 2. Le Fonds wallon des calamités naturelles est soumis aux dispositions du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons.

Art. 3. Le Fonds wallon des calamités naturelles a pour mission, par l'intermédiaire de ses deux divisions, de couvrir les dépenses résultant de l'intervention financière de la Région wallonne à la suite de dommages causés par des calamités naturelles, en vertu de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par les calamités naturelles.

Le Fonds wallon des calamités publiques couvre les dépenses résultant de l'intervention financière de la Région wallonne à la suite de dommages causés par des calamités publiques.

Le Fonds wallon des calamités agricoles couvre les dépenses résultant de l'intervention financière de la Région wallonne à la suite de dommages causés par des calamités agricoles.

Art. 4. Le Fonds wallon des calamités publiques et le Fonds wallon des calamités agricoles sont alimentés par des dotations distinctes inscrites au budget de la Région wallonne.

Le Gouvernement est habilité en cours d'exercice à actualiser le budget du Fonds wallon des calamités naturelles. Il en informe le Parlement.

Art. 5. Le Fonds wallon des calamités naturelles est géré par le personnel du Service public de Wallonie et au sein des services de celui-ci.

Art. 6. Dans les titres I^{er} et III de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, modifiée en dernier lieu par la loi du 11 juillet 2013, pour les interventions financières à la suite de dommages causés par des calamités naturelles survenues après le 1^{er} juillet 2014 et à charge de la Région wallonne à partir du 1^{er} janvier 2015, à l'exception de l'article 33, les mots « Caisse nationale des Calamités », « Caisse nationale des Calamités instituée par l'article 35 » et « Caisse nationale des Calamités visée à l'article 35 » sont chaque fois remplacés par les mots « Fonds wallon des calamités naturelles ».

Art. 7. L'article 1^{er}, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public est complété comme suit :

« - Fonds wallon des calamités naturelles. ».

Art. 8. L'article 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons est complété comme suit :

« - Le Fonds wallon des calamités naturelles. ».

CHAPITRE II. — *Mesure en matière de sécurité routière*

Art. 9. Il est créé un Fonds des infractions routières régionales, ci-après nommé le Fonds, lequel constitue un fonds budgétaire au sens de l'article 4, alinéa 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon.

A l'exception de recettes pour un montant maximal de 43.950.000 euros directement versées au Budget général des recettes de la Région wallonne, sont affectées au Fonds les recettes, excédant ce montant, résultant des perceptions immédiates, transactions et amendes pénales liées aux infractions à la réglementation de la sécurité routière qui relèvent de la compétence de la Région wallonne et qui sont attribuées à celles-ci en fonction du lieu de l'infraction conformément à l'article 2bis de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions.

Sur le crédit afférent au Fonds visé à l'alinéa 1^{er}, sont seules imputées les dépenses relatives :

- 1° au financement de la sécurisation du réseau routier régional via des investissements en génie civil, en électromécanique, en achat de matériel;
- 2° au financement des actions de sensibilisation et d'éducation à la sécurité routière;
- 3° au financement de la sécurisation de points noirs sur l'ensemble du réseau routier wallon.

CHAPITRE III. — *Mesure en matière de travaux publics*

Art. 10. La convention du 15 juillet 2014 relative à l'obligation de continuité de paiement, conclue entre, d'une part, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale et, d'autre part, le Single Service Provider et le bailleur de fonds, est ici confirmée en ce qui concerne la part de la Région wallonne dans toutes les obligations découlant de l'accord DBFMO du 25 juillet 2014 dues par l'entité inter-régionale Viapass ou son ayant-cause ou son cessionnaire au Single Service Provider ou au bailleur de fonds, pour autant que ces obligations ne puissent être remplies par l'entité inter-régionale Viapass ou son ayant-cause ou son cessionnaire.

CHAPITRE IV. — *Mesures en matière d'énergie et de logement*

Section 1^{re}. — Modifications apportées au décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité

Art. 11. Dans l'article 51^{ter}, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié en dernier lieu par le décret du 11 avril 2014, la phrase « Le montant du budget global annuel de la CWaPE s'élève à 5.600.000 euros » est remplacée par la phrase « Le montant du budget global annuel de la CWaPE s'élève à 5.410.000 euros en 2015; 5.300.000 euros en 2016 et 5.230.000 euros à partir de 2017 ».

Section 2. — Modifications aux dispositions du Code des impôts sur les revenus

Art. 12. L'article 145/31 du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 27 décembre 2006 et modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 145/37 du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« La réduction est calculée :

- 1° pour les emprunts hypothécaires dont l'acte authentique est signé avant le 1^{er} janvier 2015, au taux d'imposition le plus élevé appliqué au contribuable et visé à l'article 130, avec un minimum de 30 pour cent. Dans l'éventualité où les dépenses à prendre en considération pour la réduction se rapportent à plus d'un taux d'imposition, il y a lieu de retenir le taux d'imposition applicable à chaque partie de ces sommes et cotisations;
- 2° pour les emprunts hypothécaires dont l'acte authentique est signé à partir du 1^{er} janvier 2015 ou pour les reprises d'encours effectuées à partir du 1^{er} janvier 2015 dans le cadre d'une ouverture de crédit existant avant cette date, au taux d'imposition de 40 pour cent. ».

Art. 14. L'article 178/1 du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les réductions d'impôt visées aux articles 145/21, 145/25, 145/30, 145/31, 145/36 à 145/47 qui ne peuvent être totalement ou partiellement imputées sur l'impôt des personnes physiques régional sont imputées sur l'impôt des personnes physiques fédéral. ».

Art. 15. L'article 178/1 du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les réductions d'impôt visées aux articles 145/21, 145/25, 145/30, 145/36 à 145/47 qui ne peuvent être totalement ou partiellement imputées sur l'impôt des personnes physiques régional sont imputées sur l'impôt des personnes physiques fédéral. ».

Art. 16. A l'article 253 du même Code, remplacé par la loi du 6 juillet 1994 et modifié par le décret-programme du 23 février 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans le 3^o bis, alinéa 1^{er}, les mots « et au plus tard le 31 décembre 2014 » sont insérés entre les mots « à partir du 1^{er} janvier 2005 » et les mots « et selon la distinction suivante »;
- b) le 3^o ter est complété par les mots « et au plus tard le 31 décembre 2014; »;
- c) il est inséré un 3^o quater rédigé comme suit :

« 3^o quater. § 1^{er}. Des nouveaux investissements en matériel et outillage visés à l'article 471, § 3, acquis ou constitués à l'état neuf sur le territoire de la Région wallonne, à partir du 1^{er} janvier 2015.

§ 2. L'exonération est accordée durant au maximum neuf périodes imposables successives à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de l'acquisition ou de la constitution de l'investissement, et ce, à concurrence de 100 pour cent pour chacune des cinq premières périodes imposables et, pour chacune des quatre périodes imposables suivantes, respectivement de 80, 60, 40 et 20 pour cent. »;

- d) au 4^o, les mots « et 3^o ter » sont remplacés par les mots « 3^o ter et 3^o quater ».

Art. 17. Les articles 12, 13 et l'article 15 sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2016.

L'article 14 est applicable pour l'exercice d'imposition 2015.

L'article 16 entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2015, à l'exception de l'article 16, c, alinéa 2, qui insère un 3^o quater § 2 à l'article 253 du Code des impôts sur les revenus 92 dont l'entrée en vigueur sera déterminée par le Gouvernement.

CHAPITRE V. — *Mesures en matière d'environnement*

Section 1^{re}. — Modifications apportées au Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Art. 18. L'article D.138, alinéa 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié pour la dernière fois par le décret du 10 juillet 2013, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux. ».

Art. 19. A l'article D.140, § 2, alinéa 1^{er}, du même Livre, les mots « ou de protection et de bien-être animal » sont insérés entre les mots « en matière d'environnement » et « désigne, ».

Art. 20. A l'article D.159, § 2, du même Livre, il est inséré un 8^o rédigé comme suit :

« 8^o les infractions à la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux. ».

Art. 21. A l'article D.170 du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « composé de deux sections : la section " incivilités environnementales " et la section " protection des eaux " visée à l'article D.324 du Code de l'Eau. » sont remplacés par les mots « composé de trois sections : la section "incivilités environnementales", la section "protection des eaux" , et la section "protection des sols" »;

2^o le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation, les amendes administratives infligées et les transactions conclues en cas d'infraction à la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux sont versées au Fonds budgétaire de la protection et du bien-être des animaux. »;

3^o un paragraphe 4 est inséré et est rédigé comme suit :

« § 4. Les recettes du Fonds pour la Protection de l'Environnement, section « Protection des sols », sont affectées au financement des dépenses relatives à la politique de protection et de gestion des sols. ».

Section 2. — Modifications apportées au Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Art. 22. La présente section a pour objet le financement de la politique de l'eau au travers de l'optimisation des mécanismes de récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, en ce compris les coûts pour l'environnement et les ressources en eau, en application de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

Art. 23. A l'article D.2 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, modifié en dernier lieu par le décret du 13 octobre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré un 16^o*bis* est inséré comme suit :

« 16^o*bis* « contrat de service d'assainissement industriel » : le contrat de service approuvé par le Gouvernement wallon et visant à assurer l'atteinte des objectifs fixés à l'article D.22, et conclu entre une entreprise rejetant des eaux usées industrielles dans une station d'épuration publique, l'organisme d'assainissement agréé visé aux articles D.343 à D.345 et la S.P.G.E. »;

b) il est inséré un 20^o*bis* est inséré comme suit :

« 20^o*bis* « coût assainissement industriel » : ci-après dénommé C.A.I., le coût du service presté par la S.P.G.E. au bénéfice de l'entreprise, rejetant des eaux usées industrielles dans une station d'épuration publique et qui est calculé, conformément à l'article D.260, sur base du coût d'exploitation, du coût d'investissement et des frais de gestion. »;

c) il est inséré un 36^o*bis* rédigé comme suit :

« 36^o*bis* « eaux d'exhaure » : les eaux évacuées par un moyen technique adéquat afin de permettre l'exploitation à sec d'une carrière ou d'une mine; »;

d) il est inséré un 36^o*ter* rédigé comme suit :

« 36^o*ter* « eaux géothermales » : les eaux souterraines dont la température est supérieure à 50 °C du fait d'un séjour en profondeur et qui peuvent être exploitées en vue de la production et la distribution de chaleur ou d'électricité par réseau public; »;

e) il est inséré un 36^o*quater* rédigé comme suit :

« 36^o*quater* « eaux grises ou eaux ménagères » : les eaux usées domestiques provenant d'installations sanitaires, de lave-linges et de cuisines et ne contenant pas de matières fécales, d'urines ou de papier de toilette; »;

f) il est inséré un 36^o*quinquies* rédigé comme suit :

« 36^o*quinquies* « eaux noires ou eaux vannes » : les eaux usées domestiques provenant des toilettes et constituées exclusivement de matières fécales, d'urines, de papier de toilette et d'eau de rinçage; »;

g) le 40^o est abrogé;

h) dans le 42^o, les mots "et les eaux usées agricoles" sont abrogés;

i) le 71^o est remplacé ce qui suit :

« 71^o « redevable » : toute personne y compris les intercommunales, à l'exception des missions liées au statut d'organisme d'assainissement agréé qui prélève des volumes d'eau soumis à redevance ou contribution, toute personne soumise à la taxe sur le déversement des eaux usées ainsi que toute personne soumise à la taxe sur les charges environnementales générées par les exploitations agricoles. ».

Art. 24. L'article D.2*bis* du Livre II du même Code, modifié par le décret du 17 janvier 2008, est abrogé.

Art. 25. L'article D.2*ter* du Livre II du même Code, modifié par le décret du 30 avril 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.2*ter*. § 1^{er}. Les délais mentionnés aux articles D.252 à D290 sont calculés conformément aux articles 52, alinéa 1^{er}, 53, 53*bis* et 54, du Code judiciaire.

§ 2. Lorsque les articles D.252 à D290, ainsi que la partie réglementaire du Livre II et les autres arrêtés pris pour leur exécution, mentionnent les compétences de fonctionnaires des services de la Région wallonne et des établissements publics wallons désignés par le Gouvernement wallon pour assurer le service des impôts et taxes établis par ces dispositions, ces fonctionnaires peuvent faire partie aussi bien des agents statutaires que du personnel contractuel du service ou de l'établissement en cause. ».

Art. 26. L'article D.159 du Livre II du même Code, modifié par le décret du 7 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.159. Peuvent être soumis à permis d'environnement ou à déclaration suivant les règles prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :

- 1° tout déversement d'eaux usées dans une eau de surface ordinaire, dans les égouts publics, les collecteurs d'eaux usées ou les voies artificielles d'écoulement;
- 2° tout dépôt temporaire ou permanent de polluants à un endroit d'où, par un phénomène naturel, ces matières peuvent être entraînées dans les eaux de surface ou les égouts publics;
- 3° les écoulements de marche des bateaux dans les eaux de surface ordinaires;
- 4° l'établissement de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues;
- 5° les prises d'eau de surface qui ne sont pas situées dans une zone d'eau potabilisable. ».

Art. 27. L'article D.177, alinéa 2, du Livre II du même Code, modifié par le décret du 31 mai 2007, est complété par les 3° et 4° rédigés comme suit :

- 3° agréer les laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable, en abrégé APL ou chargés de réaliser un profil azoté de sol;
- 4° définir les modalités selon lesquelles l'agriculteur démontre la conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage de son exploitation agricole aux mesures prévues par les programmes de protection visés au 2° ainsi que la procédure, les modalités et l'autorité responsable de la délivrance des attestations de conformité de stockage des effluents d'élevage. ».

Art. 28. Dans la partie III, Titre I^{er}, Chapitre I^{er}, l'intitulé de la section 2 du Livre II du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Section 2. — Conditions générales de distribution publique de l'eau destinée à la consommation humaine ».

Art. 29. Dans la partie III, Titre II, Chapitre I^{er}, l'intitulé de la section 1^{re} du Livre II du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Section 1^{re}. — Tarification et facturation de l'eau destinée à la consommation humaine ».

Art. 30. Dans la partie III, Titre II, Chapitre I^{er}, section 1^{re}, du Livre II du même Code, l'intitulé de la sous-section 1^{re} est remplacé par ce qui suit :

« Sous-section 1^{re}. — Tarification de l'eau destinée à la consommation humaine ».

Art. 31. L'article D.229 du Livre II du même Code, remplacé par le décret du 7 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.229. Le C.V.A. n'est pas appliqué, dans le cadre de la tarification prévue à l'article D.228, dans les cas suivants :

- 1° lorsque l'utilisateur bénéficie d'une exemption, en application de l'article D.270;
- 2° sur la fraction du volume total prélevé qui est déversée sous la forme d'eaux usées industrielles, lorsque l'utilisateur est soumis à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles ou contribue au coût d'assainissement industriel (CAI) prévu par l'article D.260;
- 3° sur les volumes d'eau consommés par les exploitations agricoles soumises à la taxe sur les charges environnementales, à l'exception du volume égal à la consommation présumée du ménage, soit 90 mètres cubes. ».

Art. 32. A l'article D.239 du Livre II du même Code, le chiffre "0,0125" est remplacé par le chiffre "0,025".

Art. 33. Dans la partie III, Titre II, Chapitre I^{er}, les sections 3 à 5 du Livre II du même Code comportant les articles D.252 à D.317, sont abrogées.

Art. 34. Dans la partie III, Titre II, le Chapitre II du Livre II du même Code comportant les articles D.318 à D.330, est abrogé.

Art. 35. Dans la Partie III, Titre II du Livre II du même Code, il est inséré un chapitre II intitulé :

« Chapitre II. — Mécanismes de récupération des coûts autres que la tarification ».

Art. 36. Dans le chapitre II inséré par l'article 35, il est inséré une section 1^{re} intitulée comme suit :

« Section 1^{re}. — Dispositions générales ».

Art. 37. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 36, il est inséré un article D.252 rédigé comme suit :

« Art. D.252. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par administration : le ou les services désignés par le Gouvernement. ».

Art. 38. Dans le chapitre II inséré par l'article 35, il est inséré une section 2 intitulée comme suit :

« Section 2. — Taxe et contribution sur les prises d'eau. ».

Art. 39. Dans la section 2 insérée par l'article 38, il est inséré une sous-section 1^{re} intitulée comme suit :

« Sous-section 1^{re}. — Prises d'eau potabilisable ».

Art. 40. Dans la sous-section 1^{re} insérée par l'article 39, il est inséré un article D.254 rédigé comme suit :

« Art. D.254. Les producteurs d'eau potabilisable, dont les prises d'eau sont situées en Région wallonne, contribuent au financement des mesures de protection de l'eau potabilisable proportionnellement aux volumes d'eau potabilisable produits.

Les volumes d'eau produits destinés à être distribués en Région wallonne et sur la base desquels les distributeurs assument proportionnellement l'assainissement des eaux usées sont calculés sur la base des volumes d'eau distribués et facturés aux consommateurs..

Pour l'application du présent article, on entend par "producteurs d'eau potabilisable" : les titulaires de prises d'eau potabilisable en Région wallonne ou toute personne qui acquiert l'eau, en gros, d'un autre producteur d'eau qui n'a pas contribué, sur les volumes vendus, à l'assainissement public des eaux usées. ».

Art. 41. Dans la même sous-section 1^{re}, il est inséré un article D.255 rédigé comme suit :

« Art. D.255. § 1^{er}. Les prises d'eau potabilisable sont subordonnées :

1° d'une part, soit :

a) au paiement d'une taxe de prélèvement dont le montant est fixé à 0,0756 euro le mètre cube d'eau produit au cours de l'année de prélèvement;

b) à la conclusion d'un contrat de service de protection de l'eau potabilisable avec la S.P.G.E.;

2° d'autre part, soit à :

a) la conclusion d'un contrat de service d'assainissement avec la S.P.G.E. au terme duquel le producteur d'eau loue les services de la S.P.G.E. pour réaliser, selon une planification déterminée, l'assainissement public d'un volume d'eau correspondant au volume d'eau produit, destiné à être distribué en Région wallonne par la distribution publique;

b) la réalisation de la mission d'épuration par lui-même, correspondant au volume d'eau qu'il produit.

L'obligation du titulaire de la prise d'eau potabilisable est levée lorsqu'un contrat de service d'assainissement industriel est conclu et qu'un coût assainissement industriel est versé à la S.P.G.E. pour la fraction du volume déversé sous forme d'eaux usées industrielles.

§ 2. Les prises d'eau potabilisable sont, en outre, soumises à une contribution de prélèvement annuelle dont le montant est fixé à 0,0756 euro le mètre cube d'eau produit au cours de l'année de prélèvement.

§ 3. Ne sont pas soumises à la taxe de prélèvement ou à la contribution de prélèvement visée aux paragraphes 1^{er} et 2 les prises d'eau souterraine suivantes :

1° les pompages effectués par les organismes d'assainissement dans le cadre de leur mission de démergement, à l'exception du volume d'eau qu'ils vendent ou qu'ils distribuent;

2° les pompages d'essai d'une durée n'excédant pas deux mois. ».

Art. 42. Dans la section 2 insérée par l'article 38, il est inséré une sous-section 2 intitulée comme suit :

« Sous-section 2. — Prises d'eau souterraine non potabilisable ».

Art. 43. Dans la sous-section 2 insérée par l'article 42, il est inséré un article D.256 rédigé comme suit :

« Art. D.256. § 1^{er}. Les prises d'eau d'exhaure sont soumises annuellement à une contribution de prélèvement fixée à 0,0756 euros par mètre cube d'eau d'exhaure portant sur les volumes d'eau souterraine.

§ 2. Les autres prises d'eau souterraine non potabilisable, à l'exception des prélèvements qui n'atteignent pas 3.000 mètres cubes, sont soumises à une contribution de prélèvement annuelle dont le montant est fixé comme suit :

1° sur la tranche de 0 à 20 000 mètres cubes d'eau : 0,03 euro par mètre cube d'eau prélevé;

2° sur la tranche de 20 001 à 100 000 mètres cubes d'eau : 0,06 euro par mètre cube d'eau prélevé;

3° sur la tranche supérieure à 100 000 mètres cubes d'eau : 0,09 euro par mètre cube d'eau prélevé.

§ 3. Ne sont pas soumises à une contribution de prélèvement visée au paragraphe 2 les prises d'eau souterraine suivantes :

1° les pompages effectués par les organismes d'assainissement dans le cadre de leur mission de démergement, à l'exception du volume d'eau qu'ils vendent ou qu'ils distribuent;

2° les pompages d'essai d'une durée n'excédant pas deux mois;

3° les pompages temporaires réalisés à l'occasion de travaux de génie civil publics ou privés;

4° les pompages destinés à protéger des biens, à l'exception des pompages effectués à des fins industrielles ou lucratives;

5° les pompages d'eau géothermale destinés au chauffage collectif d'habitations ou de bâtiments publics. ».

Art. 44. Dans la section 2 insérée par l'article 38, il est inséré une sous-section 3 intitulée comme suit :

« Sous-section 3. — Prises d'eau de surface non potabilisable ».

Art. 45. Dans la sous-section 3 insérée par l'article 44, il est inséré un article D.257 rédigé comme suit :

« Art. D.257. § 1^{er}. Les prises d'eau de surface non potabilisable, à l'exception des prélèvements annuels qui n'atteignent pas 100 000 mètres cubes, sont soumises à une contribution de prélèvement annuelle dont le montant est fixé comme suit :

1° sur la tranche de 0 à 999 999 mètres cubes : 0,063 euro par mètre cube d'eau prélevé;

2° sur la tranche de 1 000 000 à 9 999 999 mètres cubes : 0,037 euro par mètre cube d'eau prélevé;

3° sur la tranche de 10 000 000 à 99 999 999 mètres cubes : 0,020 euro par mètre cube d'eau prélevé;

4° sur la tranche supérieure à 99 999 999 mètres cubes : 0,004 euro par mètre cube d'eau prélevé.

Un coefficient réducteur de la contribution de prélèvement prévue à l'alinéa 1^{er} est appliqué sur les volumes prélevés et restitués dans les eaux de surface. Ce coefficient est égal à $[1 - ((\text{Volume restitué} / \text{volume total prélevé}) / 2)]$.

§ 2. Ne sont pas soumises à la contribution de prélèvement visée au paragraphe 1^{er} les prises d'eau de surface suivantes :

1° les pompages effectués par les organismes d'assainissement dans le cadre de leur mission de démergement, à l'exception du volume d'eau qu'ils vendent ou qu'ils distribuent;

2° les pompages temporaires réalisés à l'occasion de travaux de génie civil publics ou privés;

3° les pompages destinés à protéger des biens;

4° les pompages destinés au chauffage collectif d'habitations ou de bâtiments publics, à l'exception des pompages effectués à des fins industrielles ou lucratives;

5° les prélèvements destinés exclusivement à la production d'électricité verte au sens du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. ».

Art. 46. Dans le chapitre II inséré par l'article 35, il est inséré une section 3 intitulée comme suit :

« Section 3. — Taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques ».

Art. 47. Dans la section 3 insérée par l'article 46, il est inséré une sous-section 1^{re} intitulée comme suit :

« Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales ».

Art. 48. Dans la sous-section 1^{re} insérée par l'article 47, il est inséré un article D.258 rédigé comme suit :

« Art. D.258. Il est établi une taxe annuelle sur les déversements des eaux usées ».

Art. 49. Dans la même sous-section 1^{re}, il est inséré un article D.259 rédigé comme suit :

« Art. D.259. Sont soumises à la taxe :

- 1° toute personne physique ou morale, de droit public ou de droit privé, y compris les intercommunales, sauf dans le cadre de l'exercice des missions liées au statut d'organisme d'assainissement agréé, ci-après désignées "entreprises", et qui déversent des eaux usées industrielles dans les égouts publics, dans les collecteurs d'eaux usées, dans les stations d'épuration des organismes d'assainissement ou dans les eaux de surface ou dans les eaux souterraines;
- 2° toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé y compris les intercommunales, sauf dans le cadre de l'exercice des missions liées au statut d'organisme d'assainissement agréé, qui déverse, dans les récepteurs visés au 1°, des eaux usées domestiques et qui, en raison d'un approvisionnement ne provenant pas de l'alimentation publique, ne contribue pas aux coûts de l'assainissement contenu dans le coût-vérité de l'eau sauf lorsqu'elle bénéficie d'une exemption, en application de l'article D.270;
- 3° toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé y compris les intercommunales, sauf dans le cadre de l'exercice des missions liées au statut d'organisme d'assainissement agréé, qui déverse, dans les récepteurs visés au 1°, des eaux usées domestiques et qui bénéficie de l'exemption du C.V.A. visée à l'article D.229, 2°. ».

Art. 50. Dans la section 3 insérée par l'article 46, il est inséré une sous-section 2 intitulée comme suit :

Sous-section 2. — Dispositions particulières relatives aux déversements d'eaux usées industrielles ».

Art. 51. Dans la sous-section 2 insérée par l'article 50, il est inséré un article D.260 rédigé comme suit :

« Art. D.260. § 1^{er}. La taxe annuelle sur les déversements d'eaux usées industrielles est proportionnelle à la charge polluante desdites eaux calculée conformément aux formules des articles D.262 et D.265.

La charge polluante à prendre en considération est celle des eaux usées industrielles déversées au cours de l'année qui précède l'année de taxation.

§ 2. L'entreprise qui rejette des eaux usées industrielles dans une station d'épuration publique conclut un contrat de service d'assainissement industriel. Elle est redevable du coût assainissement industriel pour la fraction d'eaux usées ainsi rejetée prévu par ce contrat.

L'entreprise ayant conclu un contrat de service d'assainissement industriel est exemptée de la taxe annuelle sur les déversements d'eaux usées industrielles visée au paragraphe 1^{er} à partir de la date de signature du contrat.

§ 3. Le Gouvernement adopte le modèle de contrat de service d'assainissement industriel.

Le contrat mentionne au moins les éléments suivants :

- 1) la définition des services de collecte et d'épuration des eaux industrielles fournis par la S.P.G.E. ou par les organismes d'assainissement agréés;
- 2) la quantité estimée et la nature des eaux rejetées par l'industriel dans le réseau ou la station faisant l'objet d'un accord entre parties;
- 3) les modalités de calcul du prix du coût d'assainissement industriel visé à l'article D.2, 20°bis;
- 4) les contrôles que la S.P.G.E. ou l'organisme d'assainissement agréé sont autorisés à effectuer pour vérifier la conformité des eaux rejetées aux dispositions contractuelles, et les modalités d'exercice de ces contrôles;
- 5) les sanctions prévues en cas de non-respect par les parties de leurs obligations;
- 6) les causes qui permettent de mettre fin au contrat et les conséquences de la fin éventuelle du contrat;
- 7) les exceptions ou dérogations éventuelles au principe selon lequel le contrat est conclu pour une durée indéterminée.

Tenant compte des effets sociaux, environnementaux et économiques de la récupération des coûts des services, le coût assainissement industriel est égal au coût-vérité d'assainissement industriel ou à l'équivalent de la taxe sur les déversements d'eaux usées industrielles si ledit coût-vérité est supérieur à celle-ci.

Pour établir l'existence et le montant du C.A.I., la S.P.G.E. ou l'organisme d'assainissement agréé mandaté par la S.P.G.E. peuvent avoir recours à tous les moyens de preuve admis par le droit commun.

Lorsque l'entreprise rejetant des eaux usées industrielles reste en défaut de communiquer à la S.P.G.E., les valeurs des paramètres à prendre en compte, celle-ci peut procéder ou faire procéder à des prélèvements et analyses destinés à établir ces valeurs, les frais qui en résultent étant portés à charge de l'entreprise. A défaut d'analyses, la charge prise en compte pour le calcul du coût vérité d'assainissement industriel est estimée sur base des informations pertinentes disponibles.

La S.P.G.E. peut, sur demande du Gouvernement wallon, résilier les contrats de service par catégorie d'industriels, sans indemnité et moyennant un préavis de 12 mois.

§ 4. La S.P.G.E. ou l'exploitant de l'infrastructure publique d'assainissement peuvent interrompre ou limiter l'assainissement chaque fois que des travaux de réparation, de rénovation, de modification, de déplacement, d'entretien ou d'exploitation le justifient.

L'exploitant s'efforcera dans ces cas de limiter le nombre de coupures et leur durée à un minimum. Les entreprises déversant des eaux usées industrielles concernées sont informées des travaux au plus tard cinq jours ouvrables avant leur début.

Dans les cas d'urgences ou d'interruptions de moins d'une heure, les entreprises déversant des eaux usées industrielles concernées sont informées des travaux dans un délai raisonnable avant leur début. Des mesures conservatoires ou destinées à réduire les dommages peuvent être mises en œuvre avant leur notification aux entreprises déversant des eaux usées industrielles concernées.

Lors des suspensions ou des arrêts du service pour cause d'intérêt général, suite aux cas de force majeure ou à la mise en demeure de l'entreprise déversant des eaux usées industrielles, la S.P.G.E. ou l'exploitant ne sont pas tenus de payer un dédommagement ou une compensation.

§ 5. En vue de favoriser la bonne gestion des eaux usées industrielles, le Gouvernement wallon peut autoriser le transfert à la S.P.G.E. d'un bien immobilier situé en zone d'activité économique ou d'une partie d'un tel bien immobilier, en pleine propriété ou en sous-sol, après accord de la S.P.G.E. et sans remboursement de l'aide ou du subside octroyés par le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. L'ouvrage d'assainissement est mis aux normes par le cédant. ».

Art. 52. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article D.261 rédigé comme suit :

« Art. D.261. Le taux de base de la taxe par unité de charge polluante des eaux usées industrielles déversées, ci-après dénommée taxe unitaire, est fixé à 13 euros à partir du 1^{er} janvier 2015. ».

Art. 53. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article D.262 rédigé comme suit :

« Art. D.262. La charge polluante des eaux usées industrielles déversées est calculée selon la formule suivante :

« $N = N1 + N2 + N3 + N4 + N5$ »

Où :

1° « N » est le nombre d'unités de charge polluante;

2° « $N1 = (Q/180) * [a + (0.35 * MS/500) + (0.45 * D.C.O./525)] * (0.4 + 0.6 d)$ »

Où :

- a) « N1 » est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de matières en suspension et de matières oxydables;
- b) « Q » est le volume moyen journalier, exprimé en litres, de l'eau usée industrielle déversée par l'entreprise au cours du mois de plus grande activité de l'année, exception faite des eaux de refroidissement. Le volume moyen est obtenu en divisant le volume mensuel par le nombre de jours de déversement au cours du mois de plus grande activité;
- c) « MS » est la teneur en matières de suspension, exprimée en mg/l, de l'eau brute à laquelle se rapporte Q;
- d) « D.C.O. » est la demande chimique en oxygène, exprimée en mg/l, de l'eau à laquelle se rapporte Q après décantation de deux heures;
- e) « a » est un coefficient dont la valeur est égale à 0,2, sauf si les eaux sont directement déversées en eau de surface, auquel cas elle est égale à 0;
- f) « d » est le facteur correcteur qui résulte de la fraction qui a pour dénominateur 225 et comme numérateur le nombre de jours pendant lesquels des eaux usées sont déversées; ce facteur est pris en compte pour les activités saisonnières ou intermittentes au cours desquelles il peut être prouvé que des eaux usées sont déversées pendant moins de 225 jours civils par an; Dans les autres cas, le facteur « d » est égal à 1;

3° « $N2 = [Q1 (Xi + 0,2 Yi + 10 Zi)] / 500$ »

Où :

- a) « N2 » est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de métaux lourds;
- b) « Q1 » est le volume annuel exprimé en mètres cubes d'eau usée industrielle déversée au cours de l'année, exception faite des eaux de refroidissement;
- c) « Xi » est la somme des concentrations moyennes mesurées dans l'eau à laquelle se rapporte Q1 des éléments suivants, exprimées en mg/l : arsenic, chrome, cuivre, argent;
- d) « Yi » est la concentration moyenne en zinc mesurée dans l'eau à laquelle se rapporte Q1, exprimée en mg/l;
- e) « Zi » est la somme des concentrations moyennes mesurées dans l'eau à laquelle se rapporte Q1 des éléments suivants, exprimées en mg/l : cadmium, mercure, nickel et plomb;

4° « $N3 = (Q1 (N + P)) / 10.000$ »

Où :

- a) « N3 » est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de nutriments;
- b) « Q1 » est le volume annuel exprimé en mètres cubes d'eau usée industrielle déversée au cours de l'année, exception faite des eaux de refroidissement;
- c) « N » est la concentration moyenne en azote total mesurée dans l'eau usée à laquelle se rapporte Q1 et exprimée en mgN/l;
- d) « P » est la concentration moyenne en phosphore total mesurée dans l'eau usée à laquelle se rapporte Q1 et exprimée en mgP/l;

5° « $N4 = 0,2.Q2 dt / 10.000$ » :

Où :

- a) « N4 » est le nombre d'unités de charge polluante lié à la différence de température entre les eaux usées déversées et les eaux de surface réceptrices;
- b) « Q2 » est le volume annuel, exprimé en mètres cubes, des eaux de refroidissement déversées par l'entreprise;
- c) « dt » est l'écart moyen de température exprimé en degrés Celsius entre l'eau prélevée et l'eau déversée à laquelle se rapporte Q2;
- d) « N4 » n'est pris en compte que si $Q2 dt$ est supérieur ou égal à 1 000 000;

6° « N5 = e.(Q1.TU)/1000 » :

Où :

- a) « N5 » est le nombre d'unités de charge polluante lié au degré de toxicité;
- b) « e » est un coefficient réducteur visant à donner un caractère évolutif à l'introduction de l'écotoxicologie. A partir du 1^{er} janvier 2015, le coefficient « e » est égal à 0. A partir du 1^{er} janvier 2016, le coefficient est égal à 0,25. A partir du 1^{er} janvier 2017, le coefficient est égal à 0,50. A partir du 1^{er} janvier 2018, le coefficient est égal à 1;
- c) « Q1 » est le volume annuel, exprimé en mètres cubes de l'eau usée industrielle déversée à l'exception faite des eaux de refroidissement;
- d) « TU » sont les unités de toxicité pour 1 mètre cube, exprimées en équitox, et sont égales à

$$\frac{100}{EC50-24 \text{ h}}$$
- e) EC50-24 h est la concentration ayant un effet d'immobilisation sur la moitié de la population de « *daphnia magna* » (microcrustacé d'eau douce) après 24 h d'exposition à l'effluent, sa valeur étant exprimée en pourcentage d'effluent soumis à l'essai.

Lorsque la EC50-24 h, visée à l'alinéa 2, 6°, e) est supérieure à 100 pour cent, l'effluent est considéré comme non toxique (TU = 0).

Le Gouvernement détermine les secteurs d'activité soumis à l'application du N5, visé à l'alinéa 2, 6°, a) en fonction de la caractérisation des rejets et en arrête les modalités d'analyses. ».

Art. 54. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article D.263 rédigé comme suit :

« Art. D.263. § 1^{er}. Les valeurs des paramètres visés à l'article D.262 sont les valeurs maximales qui figurent dans le permis d'environnement du redevable, pour autant que celui-ci en comporte et que le redevable respecte les termes du permis d'environnement ou les valeurs moyennes réelles déterminées aux frais du redevable par un laboratoire agréé par le Gouvernement, en vertu de l'article D.147 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, ou par le laboratoire de référence de la Région wallonne, suivant les directives et sous le contrôle de l'Administration.

Lorsque le redevable reste en défaut de communiquer à l'Administration, les valeurs des paramètres à prendre en compte, celle-ci procède ou fait procéder à des prélèvements et analyses destinés à établir ces valeurs, les frais qui en résultent sont portés à charge du redevable.

Le Gouvernement fixe les modalités techniques de détermination des valeurs des paramètres visés à l'article D.262.

§ 2. Le redevable peut déduire des valeurs des paramètres MS, DCO, Xi, Yi, Zi, N et P mesurées sur les eaux usées déversées les valeurs correspondantes mesurées sur l'eau d'approvisionnement aux frais du redevable par un laboratoire d'analyses agréé par le Gouvernement conformément aux règles qu'il détermine, suivant les directives et sous le contrôle l'Administration.

La déduction se fait séparément pour chaque paramètre et n'a pas pour effet de rendre négatives les valeurs de certains paramètres. ».

Art. 55. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article D.264 rédigé comme suit :

« Art. D.264. Si les valeurs des paramètres repris dans la formule visée à l'article D.262 ne sont pas connues de l'Administration, et ne peuvent pas être raisonnablement évaluées par elle au départ des éléments d'appréciation dont elle dispose ou si la détermination fiable des valeurs moyennes réelles des paramètres se heurte à des difficultés d'ordre technique ou économique, l'Administration calcule la charge polluante au moyen de la formule simplifiée définie à l'article D.265. ».

Art. 56. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article D.265 rédigé comme suit :

« Art. D.265. La formule simplifiée de la charge polluante est la suivante :

« N = N1 + N2 »

Où :

1° N est le nombre total d'unités de charge polluante;

2° « N1 = A C1/B » :

Où :

a) « N1 » est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de matières en suspension et de matières oxydables;

b) « A » est l'activité annuelle exprimée selon la base utilisée;

c) « B » est la base mentionnée dans la colonne 3 du tableau figurant à l'annexe I^{re};

d) « C1 » est le coefficient de conversion mentionné dans la colonne 4 du tableau figurant à l'annexe I^{re}.

3° « N2 = (Q1. - Q2) C2 + Q2 C3 » :

Où :

a) « N2 » est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de métaux lourds, de nutriments et d'eaux de refroidissement;

b) « Q1 » est le volume annuel, exprimé en mètres cubes, de l'eau usée industrielle déversée;

c) « Q2 » est le volume annuel, exprimé en mètres cubes, de l'eau de refroidissement déversée;

d) « C2 » est 1/100 sauf si un autre coefficient de conversion est mentionné dans la colonne 5 du tableau figurant à l'annexe I^{re};

e) « C3 » est 1/10 000;

f) Le produit Q2 C3 est pris uniquement en compte que si Q2 est supérieur ou égal à 200 000 mètres cubes. ».

Art. 57. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article D.266 rédigé comme suit :

« Art. D.266. § 1^{er}. La taxe annuelle est le produit de la multiplication de la taxe unitaire visée à l'article D.261 par le nombre N d'unités de charge polluante déterminé conformément à l'article D.262 ou à l'article D.265.

§ 2. Dans le cas où plusieurs entreprises rejettent en commun leurs eaux usées ou effectuent un traitement en commun de celles-ci, la taxe est partagée en parts égales entre les entreprises.

Les entreprises visées à l'alinéa 1^{er} sont tenues, chacune, au respect des dispositions des articles D.276 à D.280.

Cependant, les entreprises qui peuvent déterminer exactement leur charge polluante peuvent être taxées séparément.

Dans un tel cas, le reliquat de la taxe est réparti par l'Administration, en parts égales entre les entreprises restantes.

Art. 58. Dans la section 3 insérée par l'article 46, il est inséré une sous-section 3 intitulée comme suit :

« Sous-section 3. — Dispositions particulières relatives aux déversements d'eaux usées domestiques ».

Art. 59. Dans la sous-section 3 insérée par l'article 58, il est inséré un article D.267 rédigé comme suit :

« Art. D.267. La taxe annuelle sur les déversements d'eaux usées domestiques est proportionnelle au volume d'eau déversé, exprimé en mètres cubes.

La taxe unitaire par mètre cube d'eau usée déversé, visée à l'article D.259, 2^o, est fixée à 1,935 euro à partir du 1^{er} janvier 2015. ».

Art. 60. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article D.268 rédigé comme suit :

« Art. D.268. § 1^{er}. Le volume d'eau auquel s'applique la taxe visée à l'article D.267 est déterminé, suivant les règles définies par la présente disposition, au moyen des dispositifs de comptage de l'eau prélevée par le redevable ou, à défaut, sur la base de sa consommation présumée ou de tout autre élément probant dont l'Administration dispose pour déterminer sa consommation.

La consommation présumée du redevable est égale au produit de la multiplication du nombre d'unités visées à l'annexe II par la consommation unitaire présumée correspondante. Le nombre d'unités à prendre en considération est le nombre maximum d'unités enregistré dans le courant de l'année de déversement.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, pour les exploitations agricoles, le volume est fixé forfaitairement à 90 mètres cubes.

§ 3. Pour les personnes qui déversent à la fois des eaux usées industrielles et des eaux usées domestiques, la taxe visée à l'article D.267 s'applique à la fraction du volume total prélevé qui est déversée sous la forme d'eau usée domestique. ».

Art. 61. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article D.269 rédigé comme suit :

« Art. D.269. La taxe annuelle est le résultat de la multiplication de la taxe unitaire visée à l'article D.267 par le volume d'eau exprimé en mètres cubes déterminé à l'article D.268. ».

Art. 62. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article D.270 rédigé comme suit :

« Art. D.270. Les personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé qui épurent les eaux usées domestiques qu'elles produisent ou qu'elles reçoivent aux fins de traitement bénéficient d'une exemption ou d'une restitution de la taxe ou du C.V.A. dans les conditions définies par le Gouvernement.

Les volumes d'eau prélevés par les personnes bénéficiant d'une exemption ou d'une restitution de la taxe ou du C.V.A. ne sont pas comptabilisés dans les volumes d'eau visés à l'article D.254, alinéa 2. ».

Art. 63. Dans le chapitre II inséré par l'article 35, il est inséré une section 4 intitulée comme suit :

« Section 4. — Taxe sur les charges environnementales générées par les exploitations agricoles ».

Art. 64. Dans la section 4 insérée par l'article 63, il est inséré un article D.271 rédigé comme suit :

« Art. D.271. Pour assurer la récupération des coûts environnementaux liés à la ressource aquatique, il est établi une taxe annuelle sur la charge environnementale générée par les exploitations agricoles. ».

Art. 65. Dans la même section 4, il est inséré un article D.272 rédigé comme suit :

« Art. D.272. La charge environnementale globale à prendre en considération pour le calcul de la taxe annuelle est la somme de la charge environnementale « cheptel » et de la charge environnementale « terres » générée par l'exploitation au cours de l'année qui précède l'année de taxation. ».

Art. 66. Dans la même section 4, il est inséré un article D.273 rédigé comme suit :

« Art. D.273. § 1^{er}. Le nombre d'unités de charge environnementale est calculé selon la formule suivante :

« $N = N1 + N2$ ».

Où :

N est le nombre d'unités de charge environnementale.

§ 2. N1 est la charge environnementale « cheptel ». La charge est déterminée en additionnant les produits résultant de la multiplication du nombre d'animaux de chaque catégorie par son coefficient azote repris dans le tableau de l'annexe III.

Le coefficient azote traduit la valeur de production annuelle d'azote par type d'animaux.

$N1 = \text{nombre animaux par catégorie} \times \text{coefficient azote de la catégorie correspondante}$.

§ 3. N2 est la charge environnementale « terres ». La charge est déterminée en additionnant la charge environnementale « azote » (A), la charge environnementale « pesticides » (B) et la charge environnementale « érosion » (C).

« $N2 = A+B+C$ »

Où :

« A » est la charge environnementale « azote » déterminée en additionnant les produits résultant de la multiplication des superficies de chaque catégorie de culture, exprimées en hectare, par son coefficient azote repris à l'annexe III.

Le coefficient azote traduit le reliquat azoté moyen dans le sol par type de culture.

$A = \text{superficies par catégorie} \times \text{coefficient azote de la catégorie correspondante}$.

« B » est la charge environnementale « pesticides » déterminée en additionnant les produits résultant de la multiplication des superficies de chaque catégorie de culture, exprimées en hectare, par son coefficient pesticides repris dans le tableau de l'annexe III.

Le coefficient « pesticides » reflète l'utilisation moyenne de pesticides par type de culture.

$B = \text{superficies par catégorie} \times \text{coefficient pesticides de la catégorie correspondante.}$

« C » est la charge environnementale « érosion » déterminée en additionnant les produits résultant de la multiplication des superficies de chaque catégorie de culture situées sur des pentes supérieures à 10 pour cent, exprimées en hectare, par son coefficient érosion moyen de la culture repris dans le tableau de l'annexe III.

Le coefficient érosion traduit le potentiel érosif lié à la culture.

$C = \text{superficies situées sur des pentes supérieures à 10 pour cent par catégorie} \times \text{coefficient érosion de la catégorie correspondante.}$

Art. 67. Dans la même section 4, il est inséré un article D.274 rédigé comme suit :

« Art. D.274. § 1^{er}. Le taux de base de la taxe par unité de charge liée à l'exploitation agricole, ci-après dénommé taxe unitaire, est fixé à 10 euros à partir du 1^{er} janvier 2015.

§ 2. La charge environnementale globale à prendre en compte est déterminée conformément à l'annexe III.

§ 3. Le nombre d'animaux à prendre en considération pour chaque catégorie est le nombre moyen d'animaux de cette catégorie gardés ou élevés au cours de l'année qui précède l'année de taxation.

§ 4. L'unité de charge environnementale « terres » moyenne d'une exploitation agricole est obtenue en divisant la charge environnementale « terres » (N2) par la superficie totale de l'exploitation exprimée en hectares.

§ 5. Les trente premiers hectares d'une exploitation sont exonérés de la taxe.

Cette exonération est calculée en multipliant l'unité de charge environnementale « terres » moyenne de l'exploitation par 30. »

Art. 68. Dans la même section 4, il est inséré un article D.275 rédigé comme suit :

« Art. D.275. § 1^{er}. Par dérogation à l'article D.273, § 2, la charge environnementale « cheptel » est nulle lorsque la personne soumise à la taxe est détentrice d'une attestation de conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage, délivrée en vertu de l'article D.177 ou que la délivrance de cette attestation est en cours d'instruction. Si cette instruction démontre le défaut de conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage, l'Administration rectifie le calcul de la taxe dans un délai de quatre ans après l'établissement de celle-ci.

Par dérogation à l'article D.273, § 2, la charge environnementale « cheptel » est nulle lorsque l'exploitation agricole de la personne soumise à la taxe n'est pas classée en vertu de la réglementation relative au permis d'environnement.

§ 2. Par dérogation à l'article D.273, § 3, pour la culture de maïs, le coefficient azote est réduit de 40 pour cent si la personne soumise à la taxe dispose d'au moins un conseil de fertilisation raisonnée basé sur un profil azoté de sol réalisé au printemps de l'année qui précède l'année de taxation, par un laboratoire agréé conformément aux règles déterminées par le Gouvernement.

Par dérogation à l'article D.273, § 3, pour la culture de pommes de terre, le coefficient azote est réduit de 40 pour cent si la personne soumise à la taxe dispose d'au moins un conseil de fertilisation raisonnée basé sur un profil azoté de sol réalisé au printemps de l'année qui précède l'année de taxation, par un laboratoire agréé conformément aux règles déterminées par le Gouvernement.

Par dérogation à l'article D.273, § 3, la charge environnementale pesticide est :

1° nulle lorsque la personne soumise à la taxe pratique l'agriculture biologique conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement wallon en vertu du Code wallon de l'agriculture;

2° réduite de 50 pour cent lorsque la personne soumise à la taxe s'est engagée dans le processus de lutte intégrée ou Integrated Pest Management, en abrégé « IPM ».

Par dérogation à l'article D.273, § 3, la charge environnementale « érosion » est nulle lorsque la personne soumise à la taxe respecte les dispositions relatives aux bandes enherbées arrêtées par le Gouvernement wallon en vertu du Code wallon de l'agriculture.

§ 3. Le Gouvernement fixe les modalités relatives aux réductions de taxes et à l'échantillonnage de sol au printemps en vue d'un profil azoté. »

Art. 69. Dans le chapitre II inséré par l'article 35, il est inséré une section 5 intitulée comme suit :

« Section 5. — Déclaration, paiement et recouvrement des contributions et des taxes ».

Art. 70. Dans la section 5 insérée par l'article 69, il est inséré un article D.276 rédigé comme suit :

« Art. D.276. Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes et s'applique aux contributions et aux taxes visées par le présent chapitre. Les dispositions spécifiques prévues par la présente section sont également d'application. ».

Art. 71. Dans la même section 5, il est inséré un article D.277 rédigé comme suit :

« Art. D.277. Tout redevable déclare, chaque année, à l'Administration, les éléments nécessaires à l'établissement du volume d'eau produite ou d'eau prélevée au cours de l'année précédente ou de sa charge générée l'année précédente. ».

Art. 72. Dans la même section 5, il est inséré un article D.278 rédigé comme suit :

« Art. D.278. § 1^{er}. La déclaration est établie sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement. La déclaration est délivrée et adressée directement aux redevables par l'Administration, avant le 31 janvier de l'année de taxation.

Les redevables qui n'ont pas reçu le formulaire réclament une déclaration au siège de l'Administration.

En cas de cessation d'activités, le redevable réclame un formulaire de déclaration à l'Administration, et la lui retourne dans les deux mois de la cessation d'activités.

§ 2. Dès lors que l'Administration a accès aux données intégrées dans le SIGEC dans le cadre du Code wallon de l'Agriculture, celles-ci valent déclaration pour l'établissement de la taxe sur les charges environnementales.

§ 3. Le Gouvernement détermine les conditions dans lesquelles le redevable peut fournir sa déclaration par voie électronique.

Le Gouvernement peut déterminer les conditions dans lesquelles cette procédure est obligatoire.

§ 4. Les données adéquates récoltées par l'Administration ou par la S.P.G.E. qui contribuent aux mesures de récupération des coûts, sont échangées entre ces deux entités.

Les données suivantes sont communiquées par l'Administration à la S.P.G.E. en vue de lui permettre d'effectuer la perception et le remboursement du CVA ou du coût assainissement industriel (CAI) en application des articles D.228, D.229 et D.260 :

- 1° le nom du redevable et ses coordonnées bancaires;
- 2° l'adresse du redevable, son siège d'exploitation, son numéro de T.V.A. et son numéro d'entreprise;
- 3° le volume d'eau prélevé par le redevable en distinguant les volumes issus et non issus de la distribution publique;
- 4° le montant du CVA, mentionné sur les factures d'eau communiquées par le redevable à l'Administration dans le cadre de sa déclaration;
- 5° le montant des taxes sur les eaux usées industrielles et domestiques;
- 6° les résultats d'auto-contrôle des entreprises reliées à une station d'épuration publique;
- 7° l'autorisation de déversement d'eaux usées industrielles comprise dans le permis d'environnement.

§ 5. Les données récoltées par l'Administration dans le cadre de l'établissement de la taxe sur les rejets d'eaux usées ou des contributions de prélèvement peuvent être communiquées à d'autres services du Service public de Wallonie en vue de leur permettre d'assurer leurs missions de recouvrement, de surveillance et de gestion des masses d'eau.

§ 6. Le Gouvernement peut autoriser l'échange de données entre les services mentionnés aux articles D.278, § 4 et D.278, § 5. Le Gouvernement en détermine les modalités. ».

Art. 73. Dans la même section 5, il est inséré un article D.279 rédigé comme suit :

« Art. D.279. La déclaration est envoyée ou remise au siège de l'Administration, avant le 31 mars de chaque année. La S.P.G.E. adresse à l'Administration les données des relevés des rejets d'eaux usées industrielles, avant le 31 mars de chaque année. ».

Art. 74. Dans la même section 5, il est inséré un article D.280 rédigé comme suit :

« Art. D.280. La déclaration est vérifiée et le montant des contributions ou des taxes est établi par l'Administration. ».

Art. 75. Dans la même section 5, il est inséré un article D.281 rédigé comme suit :

« Art. D.281. La taxe de prélèvement et la contribution sont perçues par voie de provisions trimestrielles.

Chaque provision est égale à 20 pour cent du montant de la dernière taxe de prélèvement ou contribution établie par l'Administration.

Si aucune taxe de prélèvement ou contribution n'a encore été établie, chaque provision afférente à la première année est égale à 20 pour cent du montant correspondant aux prélèvements envisagés par le redevable dans sa demande d'autorisation.

Le prélèvement entraîne la débiton des provisions.

Les provisions sont payables pour le 20 du mois qui suit chaque trimestre de l'année de prélèvement. ».

Art. 76. Dans la même section 5, il est inséré un article D.282 rédigé comme suit :

« Art. D.282. Les rôles sont arrêtés par l'inspecteur général du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie et rendus exécutoires par l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou par le fonctionnaire délégué par lui.

Le Gouvernement wallon peut modifier l'alinéa 1^{er} en cas de modification de structure du Service public de Wallonie, en vue d'adapter le fonctionnaire compétent visé à l'alinéa 1^{er} à la nouvelle structure. ».

Art. 77. Dans la même section 5, il est inséré un article D.283 rédigé comme suit :

« Art. D.283. Le Gouvernement détermine :

- 1° les modalités d'exécution de l'article D.281;
- 2° les frais administratifs, à charge du redevable, et correspondant aux prestations effectivement accomplies par la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie relativement aux actes de recouvrement des contributions et des taxes. ».

Art. 78. Dans le chapitre II inséré par l'article 35, il est inséré une section 6 intitulée comme suit :

« Section 6. — Subventions ».

Art. 79. Dans la section 6 insérée par l'article 78, il est inséré un article D.284 rédigé comme suit :

« Art. D.284. Le Gouvernement peut subventionner l'installation de systèmes d'épuration agréés.

Le Gouvernement peut associer la commune ou l'organisme d'assainissement agréé à la procédure de demande et de liquidation du subside et au contrôle de l'installation du système d'épuration agréé. Il fixe la rémunération pour le service rendu par la commune ou par l'organisme d'assainissement agréé. Il établit les modalités de l'octroi des subventions dans le cadre du règlement général visé à l'article D.218. ».

Art. 80. Dans la même section 6, il est inséré un article D.285 rédigé comme suit :

« Art. D.285. Le Gouvernement peut subventionner l'installation et le fonctionnement de dispositifs de contrôles, d'auto-surveillance portant sur les déversements d'eaux usées industrielles et assurant une optimisation des prélèvements d'eau des entreprises. Il établit les modalités d'octroi des subventions. ».

Art. 81. Dans la partie III, Titre II du Livre II du même Code, il est inséré un chapitre III intitulé :

« CHAPITRE III. — Dispositions budgétaires ».

Art. 82. Dans le chapitre III inséré par l'article 0, il est inséré un article D.286 rédigé comme suit :

« Art. D.286. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, on entend par "Fonds", le Fonds pour la protection de l'Environnement, section "protection des eaux" visé à l'article D.170 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Les recettes perçues en application des mécanismes visant à récupérer les coûts générés par les prises d'eau, par les déversements d'eaux usées industrielles et domestiques et par les activités agricoles ainsi que les intérêts de retard due par les redevables à défaut de paiement dans les délais sont affectées exclusivement au Fonds.

§ 2. Le Fonds est affecté au financement des missions définies aux articles D.288, D.289 et D.291. ».

Art. 83. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.287 rédigé comme suit :

« Art. D.287. Le Fonds est alimenté par :

- 1° le produit de la taxe de prélèvement visée à l'article D.255, § 1^{er};
- 2° le produit de la contribution de prélèvement sur l'eau potabilisable visée à l'article D.255, § 2;
- 3° le produit de la contribution de prélèvement sur l'eau souterraine non potabilisable visée à l'article D.256;
- 4° le produit de la contribution de prélèvement sur l'eau de surface non potabilisable visée à l'article D.257;
- 5° le produit de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles visée à l'article D.260;
- 6° le produit de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques visée à l'article 267;
- 7° le produit de la taxe sur la charge environnementale générée par les exploitations agricoles visée à l'article D.272;
- 8° les amendes et les intérêts de retard afférant aux procédures visées à la section 5 du chapitre II du présent titre;
- 9° les rémunérations des apports en capitaux faits par la Région wallonne à la S.W.D.E. et à la S.P.G.E.;
- 10° les libéralités et toutes autres recettes occasionnelles qui se rattachent à l'exercice des compétences de la Région en matière d'épuration des eaux de surface;
- 11° les contributions d'organismes belges, étrangers ou internationaux, à des dépenses en vue de la protection de la ressource en eau;
- 12° le remboursement des avances récupérables accordées en application de l'article D.21;
- 13° les sommes perçues en vertu de la subrogation visée à l'article D. 290, § 2;
- 14° les sommes remboursées en vertu de l'article D. 290, § 3;
- 15° les versements volontaires des personnes non soumises à la taxe de prélèvement visée à l'article D.255, § 1^{er}, 1° qui se conforment de manière inconditionnelle aux obligations nées de l'application des articles D.167, D.167bis, D.171, D.172 et D.175;
- 16° les contributions des personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public, dont les activités sont de nature à causer ou à aggraver des dommages visés par le présent chapitre.

En ce qui concerne le 16°, le Gouvernement arrête la part de chaque catégorie de ressources et les critères d'assujettissement, les modalités de contribution des entreprises en faveur du Fonds et les modalités de perception des contributions. ».

Art. 84. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.288 rédigé comme suit :

« Art. D.288. § 1^{er}. Le produit de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles visée à l'article D.260 et du produit de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques visée à l'article D. 267, sont affectées à 95 pour cent à la S.P.G.E.

§ 2. Les recettes du Fonds sont affectées à la réalisation des missions visant à assurer la protection des eaux souterraines, notamment :

- 1° les actions entreprises par les titulaires de permis dans la zone de prévention, telles que :
 - a) les études;
 - b) les travaux indispensables à la protection de la zone;
 - c) les indemnités prévues à l'article D.174;
 - d) les travaux destinés à lutter contre des pollutions accidentelles dans les zones de prévention;
- 2° les études nécessaires à la délimitation des zones de surveillance;
- 3° les indemnités de travaux faits par les particuliers en vue d'éviter la pollution des eaux;
- 4° les travaux destinés à lutter contre les pollutions accidentelles dans les zones de surveillance;
- 5° les mesures de surveillance et de contrôle des eaux destinées à la consommation humaine;
- 6° les systèmes de surveillance et de contrôle des ressources en eau souterraine;
- 7° la gestion et l'amélioration de la qualité et de la quantité de l'eau potabilisable disponible;
- 8° la gestion et l'amélioration de l'utilisation rationnelle de l'eau souterraine;
- 9° les études et la réalisation des travaux destinés à remédier à la surexploitation de certaines nappes aquifères;
- 10° le recensement des ressources aquifères de la Région et l'inventaire des prises d'eau existantes;
- 11° l'acquisition de biens immeubles au sein des zones de prévention;
- 12° les actions entreprises en vue de récupérer les eaux d'exhaure;
- 13° les travaux destinés à préserver les eaux souterraines.

Pour ce qui concerne l'application des articles D.167, D.169, D.171 à D.176, D. 255, le Fonds intervient selon les modalités suivantes :

- 1° sur la base des programmes proposés par les producteurs d'eau potabilisable et approuvés par le Gouvernement;
 - 2° sur la base du programme défini par le Gouvernement.
- § 3. Les recettes du Fonds sont affectées également aux dépenses inhérentes à la réalisation des missions suivantes :
- 1° la prise des mesures de protection destinées à assurer le respect des normes générales d'immission dans les zones d'eaux potabilisables;
 - 2° l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'actions dans les zones vulnérables;
 - 3° la perception et le recouvrement des contributions et des taxes;
 - 4° le traitement administratif des dossiers introduits, en application des articles D.3, D.13, D.167, D.169, D.171 à D.176, D.252, D.254 à D. 283, par la Région;
 - 5° les mesures de surveillance et les mesures d'urgence visées à l'article D.19;
 - 6° les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs visés à l'article D.22 touchant notamment le secteur des ménages, le secteur industriel et le secteur agricole;
 - 7° l'élaboration des programmes de surveillance et de mesures et du plan de gestion de bassin hydrographique, visés aux articles D.19, D.23 et D.24;
 - 8° les mesures destinées à lutter contre les inondations;
 - 9° le financement de prises de participation au profit de la Région wallonne dans le capital de la S.W.D.E. et dans le capital de la S.P.G.E. souscrites par la Région wallonne;
 - 10° l'établissement de statistiques, décidé en vertu de l'article D.165;
 - 11° la surveillance de l'état des eaux de surface prévue par l'article D.20;
 - 12° la recherche, à la constatation et à la poursuite des infractions, en vertu des articles D.392 à D.406;
 - 13° l'installation des systèmes d'épuration agréés et les dépenses en vue d'exercer leurs contrôles en vertu de l'article D.284;
 - 14° les subventions prévues par l'article D.178;
 - 15° la rétribution en contrepartie des missions et engagements repris par la S.P.G.E. et par la S.W.D.E en vertu du contrat de gestion;
 - 16° les frais de fonctionnement du service scientifique et technique de l'eau visé à l'article D.179;
 - 17° les avances récupérables prévues à l'article D.21;
 - 18° la rémunération des experts désignés par le Gouvernement pour l'assister dans les fonctions qu'il remplit en vertu du Code de l'Eau et en vertu de l'article 81 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles s'il s'agit de la négociation d'accords internationaux relatifs à l'un des objets du présent chapitre;
 - 19° la contribution au Fonds de solidarité internationale pour l'eau;
 - 20° les infrasts prévues à l'article D.285.;
 - 21° la rétribution en contrepartie de missions confiées aux opérateurs du secteur de l'eau.
 - 22° les subventions à la S.W.D.E. pour remplir ses missions de service public. ».

Art. 85. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.289 rédigé comme suit :

« Art. D.289. § 1^{er} Le Fonds a en outre comme mission la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine.

§ 2. Le Gouvernement wallon peut consentir, à charge du Fonds, dans les conditions et les limites des articles D.210 à D.215 et D.289 à D.291, des avances dans les cas de dommages visés à l'article D.210, ainsi que des avances pour le financement d'études et d'expertises nécessaires à la constatation et à l'évaluation des dommages.

§ 3. En outre, peuvent être imputées à charge du Fonds les dépenses relatives à l'exécution de mesures et d'études générales en vue de prévenir et de limiter les dommages visés à l'article D.210.

Les études, qui ont notamment trait à d'importantes prises d'eau souterraine projetées ou existantes, servent de base à toute expertise qui est établie lors d'une demande d'indemnisation.

§ 4. Le Gouvernement peut préciser les limites, les modalités et les conditions dans lesquelles sont exercées les missions prévues aux paragraphes 1 à 3.

§ 5. Le Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine, visé à l'article D.325 du Code de l'Eau coordonné par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au livre II du Code de l'Environnement est supprimé.

§ 6. La Région assure les obligations du Fonds national d'avances créé par l'article 7 de la loi du 10 janvier 1977 organisant la réparation des dommages causés par des prises et des pompages d'eau souterraine.

§ 7. Les hypothèques légales accordées en faveur du Fonds wallon d'avances sont transférées de plein droit à la Région wallonne.

§ 8. Le Gouvernement peut donner mainlevée des hypothèques prises en vertu du présent article pour autant que soit constituée au profit de la Région wallonne une sûreté équivalente.

§ 9. Les agents du Service public de Wallonie qui ont été désignés précédemment par le Gouvernement pour assurer le fonctionnement du Fonds wallon d'avances, sont chargés de procéder à la liquidation dudit Fonds.

§ 10. Les avoirs du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et les pompages d'eau souterraine sont transférés à la Région et affectés au Fonds pour la protection de l'Environnement, section « protection des eaux », visé à l'article D.170 .du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 86. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.290 rédigé comme suit :

« Art. D.290. § 1^{er}. Au cas où une citation en justice est introduite comme prévu à l'article D.212, une avance peut être consentie en équité lorsqu'une enquête sommaire a établi l'existence d'une relation entre le dommage, l'abaissement de la nappe aquifère souterraine et la prise ou le pompage d'eau.

§ 2. La Région wallonne est subrogée aux droits et aux actions en justice de la personne lésée jusqu'à concurrence de l'avance liquidée et procède, à charge du Fonds, au recouvrement de ses débours.

§ 3. Le bénéficiaire de l'avance débouté de son action en justice par une décision coulée en force de chose jugée est tenu de rembourser l'avance, sans intérêt. ».

Art. 87. Dans le même chapitre III, il est inséré un article D.330-1 qui est rédigé comme suit :

« Art. D.330-1. Au 1^{er} janvier de chaque année, le montant des taxes, redevances et contributions prévues par le présent Code est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation. ».

Art. 88. A l'article D.332 du Livre II du même Code, modifié par le décret du 7 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, un 7° est inséré et rédigé comme suit :

« 7° de réaliser ou faire réaliser toutes les opérations liées à la gestion des eaux usées industrielles. »;

2° les paragraphes 3 et 4 rédigés comme suit le complètent :

« § 3. Le Gouvernement peut charger la S.P.G.E. de réaliser des travaux de protection des captages déterminés lorsque ceux-ci s'avèrent nécessaires et pour autant qu'ils ne soient pas inscrits dans les programmes visés au paragraphe 2 et proposés par les producteurs.

§ 4. De même, le Gouvernement peut investir la S.P.G.E. de réaliser toute étude qui permettra d'établir :

1° un modèle de journal d'exploitation de production d'eau, à tenir par les redevables;

2° un modèle de rapport technique annuel, à transmettre par les redevables à l'Administration, et à la S.P.G.E. dans un délai fixé;

3° les règles de tenue d'une comptabilité appropriée;

4° les règles et critères permettant de limiter les coûts de production;

5° les règles visant à assurer une plus grande transparence des coûts qui composent le prix de revient de l'eau produite. ».

Art. 89. Dans la partie III, Titre III, chapitre I du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, il est inséré un article D.342*bis* rédigé comme suit :

« Art. D.342*bis*. A défaut pour les titulaires d'autorisation de prises d'eau situés en Région wallonne de remplir les obligations énoncées à l'article D.255, § 1^{er}, les autorités compétentes s'y substituent aux fins de poursuivre les missions de service public qui leur incombent et de se conformer aux obligations mentionnées à l'article D.255, § 1^{er}.

A défaut d'exécution des obligations de ces dernières, les autorités compétentes ou la Région wallonne s'y substituent aux mêmes fins. La Région wallonne récupère les montants à charge des titulaires de prises d'eau défaillants. ».

Art. 90. A l'article D.406 du même Code, remplacé par le décret du 27 octobre 2011, les mots " D.275 à D.313 et D.318" sont remplacés par les mots "D.252 à D.283".

Art. 91. Dans le même Code, il est inséré un article D.406-1 rédigé comme suit :

« Art. D.406-1. Le Gouvernement peut désigner les agents de la Société publique de gestion de l'eau (S.P.G.E.) et des organismes d'assainissement agréés chargés de contrôler le respect des dispositions en matière d'assainissement prévues par le présent Code. ».

Art. 92. Dans le même Code, il est inséré un article D.406-2 rédigé comme suit :

« Art. D.406-2. Un protocole d'inspection et de contrôle des rejets des eaux usées industrielles est établi entre l'Administration et la Société publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.). ».

Art. 93. A l'article D.407 du même Code, modifié par le décret du 5 juin 2008, le nombre " 0,0250" est remplacé par le nombre "0,050".

Art. 94. Les annexes I^{ère} à III du même Code sont remplacées par les annexes I^{er} à III jointes au présent décret.

Art. 95. L'article 17*bis*, § 2, alinéa 2, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, modifié en dernier lieu par le décret du 28 novembre 2013, est complété par ce qui suit :

« - les taxes et contributions visées à l'article D.278, § 1^{er} du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau suite à une cessation d'activités;

- les provisions trimestrielles afférentes aux taxes de prélèvements et contributions sur les prises d'eau en cas de non-paiement dans le délai fixé à l'article D.281 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau. ».

Art. 96. A l'article 23, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 10 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ainsi que les taxes et provisions visées à l'article 17*bis*, § 2, alinéa 2, septième et huitième tirets » sont insérés entre les mots « et la taxe wallonne sur l'abandon de déchets visée à l'article 17*bis*, § 2, alinéa 2, quatrième tiret » et les mots « sont exigibles à la date à laquelle le rôle a été rendu exécutoire »;

2° les mots « à l'article 17 *bis*, § 2, alinéa 2, premier et deuxième tirets » sont remplacés par les mots « à l'article 17*bis*, § 2, alinéa 2, premier, deuxième, septième et huitième tirets ».

Art. 97. A l'article 63, § 2, 1°, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 11 avril 2014, les mots « et pour les taxes et contributions de prélèvement visées au chapitre II du titre II de la partie III du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau » sont insérés entre les mots « taxes sur les déchets » et « en cas de rectification ».

Art. 98. A l'article 1^{er}, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompes d'eau souterraine » sont abrogés.

Art. 99. L'article 47 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Il est accordé en faveur mais aux frais de la Région wallonne une hypothèque légale sur les droits immobiliers aux titulaires desquels la Région wallonne a versé des avances pour ces droits en application de l'article D.289 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau. ».

Art. 100. La présente section entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Elle s'applique sur base des prélèvements et déversements effectués en 2014.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article D.260, § 2 et § 3, du Livre II du Code de l'Environnement inséré par l'article 51 entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement wallon.

L'entreprise déversant des eaux usées industrielles et ayant conclu un contrat de service avec un exploitant d'une infrastructure publique d'assainissement ou la S.P.G.E., dispose de six mois pour conclure le contrat de service adopté par le Gouvernement wallon visé par l'article D. 260, § 2, à dater de son entrée en vigueur.

Section 3. — Modifications apportées au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols

Art. 101. Dans le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, modifié en dernier lieu par le décret du 24 avril 2014, il est inséré un article 17bis rédigé comme suit :

« Art. 17bis. § 1^{er}. L'Administration délivre un extrait conforme de la banque de données de l'état des sols à toute personne qui en fait la demande, par recommandé ou par voie électronique.

L'extrait conforme est délivré, par recommandé ou par voie électronique, moyennant paiement d'un droit de dossier versé au Fonds pour la Protection de l'Environnement, section « Protection des sols », visé à l'article D.170, § 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Le Gouvernement fixe la durée de validité, les modalités de demande et de délivrance de l'extrait conforme de la banque de données de l'état des sols ainsi que les modalités de perception des droits de dossier.

Les extraits conformes seront délivrés individuellement par parcelle cadastrée ou non cadastrée.

Dans le cas où la banque de données de l'état des sols ne contient pour la parcelle concernée aucune information, l'extrait conforme de la banque de données de l'état des sols le mentionne explicitement.

§ 2. Le montant du droit de dossier pour la délivrance de l'extrait conforme est de cinquante euros par s'il est délivré par voie électronique et de soixante euros s'il est délivré par voie recommandée.

Pour les terrains sans références cadastrale, le montant du droit de dossier est fixé à deux cents euros par section cadastrale ou, à défaut, par division cadastrale, par extrait conforme de la banque de données de l'état des sols par voie électronique. Si l'extrait conforme est délivré par voie recommandée, le montant de la rétribution s'élève à deux cent cinquante euros.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la demande porte sur plus de cinq parcelles mitoyennes cadastrées ou non cadastrées, le montant du droit de dossier est forfaitairement fixé à deux cent cinquante euros.

§ 3. A partir du 1^{er} janvier 2017, le montant du droit de dossier tel que visé au paragraphe 2 est, tous les deux ans, automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation. Le montant indexé est arrondi à l'unité supérieure et est communiqué sur le site internet Portail environnement de Wallonie. ».

Art. 102. Dans le même décret, il est inséré un article 69bis rédigé comme suit :

« Art. 69bis. § 1^{er}. Un droit de dossier dont le produit est intégralement versé au Fonds pour la Protection de l'Environnement, section « Protection des sols » et couvrant les frais administratifs est levé à charge de toute personne physique ou morale en raison de l'introduction d'une étude, d'un projet ou d'un recours.

Le droit de dossier est fixé comme suit :

- 1° 500 euros pour un projet d'assainissement;
- 2° 250 euros pour une étude de caractérisation ou une étude combinant une étude d'orientation et de caractérisation;
- 3° 150 euros pour une étude d'orientation et une évaluation finale;
- 4° 50 euros pour un recours.

Le droit de dossier est dû à la date d'introduction de la demande ou du recours.

Le Gouvernement fixe les modalités de perception des droits de dossier.

§ 2. A partir du 1^{er} janvier 2017, le montant du droit de dossier tel que visé au paragraphe 1^{er} est, tous les deux ans, automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation. Le montant indexé est arrondi à l'unité supérieure et est communiqué sur le site internet Portail environnement de Wallonie. ».

Section 4. — Modifications apportées au décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes

Art. 103. L'article 5 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. § 1^{er}. Le montant de la taxe sur la mise en C.E.T. des déchets est fixé à 68,82 euros/tonne pour les déchets non dangereux et à 74,37 euros/tonne pour les déchets dangereux.

§ 2. Lorsque la mise en C.E.T. de déchets n'est pas autorisée par la réglementation ou une autorisation administrative, le montant de la taxe est fixé à 166,50 euros/tonne, avec un minimum de 166,50 euros, s'il s'agit de déchets non dangereux, et à 666 euros/tonne, avec un minimum de 666 euros, s'il s'agit de déchets dangereux. ».

Art. 104. L'article 6, § 1^{er}, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe est réduit dans les hypothèses et aux montants suivants :

- 1° 25 euros/tonne, s'agissant des résidus de traitement par incinération, des cendres volantes provenant de centrales thermiques, des sables de fonderie non inertes, et des résidus provenant du traitement des déchets issus de la production ou de la fabrication de la fonte et de l'acier;
- 2° 18 euros/tonne, s'agissant des déchets résultant d'un traitement par inertage ou stabilisation;
- 3° 16 euros/tonne, s'agissant des résidus non inertes d'unités de recyclage du verre utilisant du verre collecté sélectivement pour la production de verre neuf;
- 4° 15 euros/tonne, s'agissant des déchets provenant de la destruction d'épaves de voitures et de ferrailles;
- 5° 3 euros/tonne, s'agissant des déchets autres que ceux visés au 10°, provenant d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même lorsque, de l'avis de l'Office, les procédés d'assainissement autres que l'excavation et la mise en centre d'enfouissement technique entraîneraient des dépenses démesurées ou seraient impraticables;
- 6° 3 euros/tonne, s'agissant des résidus et des terres décontaminées issus des centres d'assainissement de sols autorisés autres que les terres visées au 10°;
- 7° 3 euros/tonne, s'agissant des déchets provenant de la fabrication de la fibre de verre, des matières enlevées du lit, des berges et des annexes des cours et plans d'eau, des déchets provenant des opérations de traitement des eaux en vue de les potabiliser, des déchets d'oxydes de fer provenant de la production de zinc, connus sous le nom de jarosite et goethite, et des gangues de minerai de manganèse issues de la production de sels et oxydes de manganèse;
- 8° 3 euros/tonne, s'agissant des déchets contenant du phosphogypse, des boues de soudière, des boues d'épuration de saumures de matières minérales et des déchets miniers;
- 9° 3 euros/tonne, s'agissant des boues ou des résidus solides résultant de la fabrication de pâte recyclée en provenance d'entreprises utilisant des déchets de papier et carton comme tout ou partie de matière première pour la production de papier et de carton neufs;
- 10° 0,25 euro/tonne, s'agissant :
 - de terres admissibles en C.E.T. de classe 3 ou de classe 5.3;
 - des déchets inertes issus des centres de recyclage y compris les fines de criblage admissible en centre d'enfouissement de classe 3 d'une granulométrie maximale de 40 millimètres pour autant qu'elles comprennent moins de :
 - a) 1 % de matériaux non pierreux tels que du plâtre, du caoutchouc, des matériaux d'isolation, des matériaux de recouvrement de toiture;
 - b) 5 % de matériaux organiques tels que bois, restes végétaux;
 - c) 15 % d'éléments pierreux non naturels dont la dimension est comprise entre 2 et 40 millimètres;
- 11° 0 euro/tonne, s'agissant :
 - des déchets contenant des fibres d'amiante;
 - des terres admissibles en C.E.T. de classe 3 ou de classe 5.3 utilisées aux fins de la couverture finale et de la remise en état des centres d'enfouissement technique;
 - des déchets valorisables utilisés en C.E.T. au titre de substituts à des produits ou équipements nécessaires à l'exploitation et à la réhabilitation du C.E.T., en conformité avec le permis d'exploiter ou le permis d'environnement. ».

Art. 105. L'article 10 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. § 1^{er}. Le montant de la taxe sur l'incinération de déchets non dangereux avec récupération de chaleur est fixé à 8,99 euros/tonne.

Lorsque l'incinération est réalisée sans récupération de chaleur, le montant visé à l'alinéa précédent est porté à 55,50 euros/tonne.

§ 2. Lorsque l'incinération des déchets n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 166,50 euros/tonne, avec un minimum de 166,50 euros. ».

Art. 106. L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. § 1^{er}. Le montant de la taxe sur l'incinération de déchets dangereux avec récupération de chaleur est fixé à 26,64 euros/tonne.

Lorsque l'incinération est réalisée sans récupération de chaleur, le montant visé à l'alinéa précédent est porté à 66,60 euros/tonne.

§ 2. Lorsque l'incinération des déchets dangereux n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 666 euros/tonne, avec un minimum de 666 euros. ».

Art. 107. L'article 12, alinéa 2, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation aux articles 10, § 1^{er}, et 11, § 1^{er}, le montant de la taxe sur l'incinération des déchets issus d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même est fixé à 2 euros/tonne en cas de récupération de chaleur et à 3 euros/tonne en l'absence de récupération de chaleur. ».

Art. 108. L'article 16 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. § 1^{er}. Le montant de la taxe sur la co-incinération de déchets dangereux est fixé à 7,49 euros/tonne.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le montant de la taxe sur la co-incinération des déchets dangereux issus d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même est fixé à 0,50 euro/tonne.

Le montant de la taxe due en application de l'alinéa 1^{er} est réduit de 30 % pour les déchets co-incinérés sur leur site de production, lorsque les conditions cumulatives suivantes sont respectées :

- 1° les déchets sont co-incinérés par le producteur, dans une installation répondant aux prescriptions environnementales en vigueur relatives à la co-incinération des déchets;
- 2° l'installation de co-incinération gère à titre principal ces déchets.

§ 2. Lorsque la co-incinération de déchets dangereux n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 666 euros/tonne, avec un minimum de 666 euros. ».

Art. 109. L'article 25 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. Le montant de la taxe est fixé à 166,50 euros/tonne de déchets. ».

Art. 110. L'article 30 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. Le montant de la taxe est fixé à 38,85 euros/tonne. ».

Art. 111. L'article 38 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 38. Le montant de la taxe est fixé à 55,50 euros/m³ pour les déchets non dangereux, à 222 euros/m³ pour les déchets dangereux et 222 euros/m³ pour les déchets dangereux et non dangereux en mélange. Le montant de la taxe est plafonné à 500.000 euros. ».

Art. 112. L'article 40 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 40. Le montant de la taxe est fixé à 166,50 euros/m³ de déchets abandonnés, avec un minimum de 166,50 euros.

Le montant de la taxe est fixé à 666 euros/m³ de déchets dangereux, avec un minimum de 666 euros. ».

Art. 113. A l'article 45, alinéa 2, du même décret, les mots « des douze mois précédant le mois de décembre » sont insérés entre les mots « indices des prix » et les mots « de l'année qui précède ».

Art. 114. A l'article 49 du même décret, modifié par le décret du 19 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le chiffre romain « V, » est inséré entre les mots « chapitres » et « VI »;

2° il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Pour ce qui concerne la taxe due en application du chapitre V, tout redevable est tenu de déposer auprès de l'Office une déclaration établissant le montant des taxes dues au cours d'un semestre civil.

Cette déclaration comporte tous les éléments nécessaires au contrôle de la perception de chacune des taxes dues dans son chef au cours de la période concernée.

La déclaration doit être envoyée ou remise au siège de l'Office, au plus tard le 20 du mois qui suit le semestre civil auquel se rapporte la déclaration. ».

Art. 115. A l'article 50 du même décret, modifié par le décret du 19 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, le chiffre romain « V, » est inséré entre les mots « chapitres » et « VI »;

2° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Pour ce qui concerne la taxe due en application du chapitre V, la taxe relative à une déclaration est payable, à l'initiative du redevable, au plus tard le 20 du mois qui suit l'échéance semestrielle. ».

Art. 116. A l'article 70 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour les redevables qui sont soumis à l'impôt des sociétés, les taxes visées par les chapitres III à V sont, pour les exercices 2008 à 2019 affectées d'un coefficient de 0.7. »;

2° à l'alinéa 2, les mots « aux montants de la taxe sur la mise en C.E.T. des déchets visés aux articles 5 et 6, § 1^{er}, » sont abrogés;

3° l'article est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le coefficient n'est pas d'application pour le calcul du montant de la taxe subsidiaire pour la partie des déchets mis en C.E.T. hors du territoire de la Région wallonne. ».

CHAPITRE VI. — Mesures apportées en matière d'aménagement du territoire

Art. 117. A l'article 183bis du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, inséré par le décret du 20 juillet 2005 et modifié par le décret du 23 février 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, les mots « et de sites de réhabilitation paysagère et environnementale » sont insérés entre les mots « sites à réaménager » et les mots « appartenant à la Région wallonne »;

2° le paragraphe 2, est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° les dépenses relatives aux actes et travaux de construction, de reconstruction, de rénovation, de réhabilitation de bâtiments, d'aménagement d'infrastructures et d'équipements en vue de la réalisation du programme des sites à réaménager et des sites de réhabilitation paysagère et environnementale, en ce compris les études relatives. ».

Art. 117/1. L'article 68 des dispositions finales du décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie et formant le Code du Développement territorial est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 68. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} octobre 2015. ».

CHAPITRE VII. — Mesures en matière de bien-être animal

Art. 118. A l'article 34 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, modifié par la loi du 4 mai 1995, par l'arrêté royal du 22 février 2001, par la loi-programme du 22 décembre 2003, par la loi du 6 mai 2009 et par la loi-programme du 27 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 2^e tiret est abrogé;
- 2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^e tiret, les mots « les autres membres du personnel du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement » sont remplacés par les mots « les agents visés aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 de l'article D.140 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;
- 3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 4^e tiret est abrogé;
- 4° au paragraphe 1^{er}, les alinéas 2 et 3 sont abrogés;
- 5° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :
« Par dérogation à l'article D.139 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, pour l'application de la partie VIII du même Livre aux infractions à la loi, on entend par « agent » l'agent statutaire ou contractuel visé au § 1^{er}. »;
- 6° les paragraphes 3, 4 et 5 sont abrogés.

Art. 119. A l'article 35 de la même loi, modifié pour la dernière fois par la loi-programme du 27 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) les mots « Sans préjudice de l'application éventuelle de peines plus sévères prévues par le Code pénal, est puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois et d'une amende de 52 euros à 2.000 euros ou d'une de ces peines seulement, » sont remplacés par les mots « Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de l'article D.151 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;
 - b) il est inséré les 10° et 11° rédigés comme suit :
« 10° enfreint les dispositions du Règlement (CE) n° 1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes et modifiant les Directives 64/432/CEE et 93/119/CE et le Règlement (CE) n° 1255/97;
11° enfreint les dispositions du Règlement (CE) n° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort. »;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « Sans préjudice de l'application éventuelle de peines plus sévères prévues par le Code pénal, est puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 52 euros à 2.000 euros ou d'une de ces peines seulement, » sont remplacés par les mots « Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de l'article D.151 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 120. A l'article 36, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 4 mai 1995, par la loi-programme du 22 décembre 2003, et par la loi-programme du 27 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « Sans préjudice de l'application éventuelle des peines plus sévères par le Code pénal, est puni d'une amende de 52 euros à 2 000 euros » sont remplacés par les mots « Commet une infraction de troisième catégorie au sens de l'article D.151 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;
- 2° les 17° et 18° sont abrogés.

Art. 121. A l'article 36bis de la même loi, inséré par la loi du 4 mai 1995, et modifié par la loi-programme du 27 décembre 2012, les mots « Sans préjudice de l'application de peines plus sévères portées par le Code pénal, est puni d'une amende de 52 euros à 2.000 euros » sont remplacés par les mots « Commet une infraction de troisième catégorie au sens de l'article D.151 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 122. L'article 39 de la même loi, modifié par la loi-programme du 27 décembre 2012, est abrogé.

Art. 123. A l'article 41 de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 2009 et par la loi-programme du 27 décembre 2012, les mots « sont punies d'une amende de 52 euros à 500 euros » sont remplacés par les mots « constituent une infraction de troisième catégorie au sens de l'article D.151 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 124. A l'article 42 de la même loi, modifié pour la dernière fois par la loi du 7 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « à l'article 40 » sont remplacés par les mots « à l'article D.157, § 2, 6°, et D.163, § 6, alinéa 2, 5°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».
- 2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé comme suit : « Dans les cas visés aux alinéas 1^{er} et 2, une copie du procès-verbal visé à l'article D.141 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est envoyée Service public de Wallonie compétent pour le bien-être animal. ».

Art. 125. Dans la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, modifiée en dernier lieu par la loi du 7 février 2014, il est inséré un chapitre XI/1 intitulé « Le fonds budgétaire de la protection et du bien-être des animaux ».

Art. 126. Dans le chapitre XI/1 inséré par l'article 125, il est inséré un article 43-1 rédigé comme suit :

« Art. 43-1. En application de l'article 4, alinéa 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et des services de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, il est institué, au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région, un fonds budgétaire de la protection et du bien-être des animaux, dénommé « le fonds » dans le présent chapitre. ».

Art. 127. Dans le même chapitre XI/1, il est inséré un article 43-2 rédigé comme suit :

« Art. 43-2. § 1^{er}. Sont affectés au fonds :

- 1° les sommes dues en vertu des taxes, contributions, et des redevances prévues par ou en vertu de la présente loi;
- 2° par dérogation à l'article D.170 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les sommes d'argent visées à l'article D.159 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, lorsqu'elles concernent des infractions à la loi;

- 3° par dérogation à l'article D.170 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le produit des amendes infligées par les fonctionnaires sanctionneurs régionaux et perçues en vertu de l'article D.165, alinéa 3 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, lorsqu'elles concernent une infraction à la loi;
- 4° le produit des confiscations ordonnées par le fonctionnaire sanctionneur suite à une infraction à la loi;
- 5° les dons et legs réalisés en faveur de la Région wallonne pour le soutien de la protection et du bien-être animal;
- 6° les sommes recouvertes par l'autorité compétente en exécution de l'article 41bis et de l'article 42;
- 7° les recettes provenant du concours de l'Union européenne aux dépenses effectuées par le fonds.

§ 2. Les moyens du fonds sont affectés au financement des dépenses relatives à la politique de la protection et du bien-être animal prévues par la loi. ».

Art. 128. Dans le même chapitre XI/1, il est inséré un article 43-3 rédigé comme suit :

« Art. 43-3. Les dépenses du fonds peuvent porter sur des indemnités, des subventions ou des prestations, en ce compris les coûts de fonctionnement, d'investissement, de constatation, de répression, de saisie et d'autres frais liés à des actions ou missions dans le cadre du fonds et exécutées par des tiers. ».

CHAPITRE VIII. — Mesures apportées en matière d'agriculture

Art. 129. L'article D.229, § 1^{er}, du décret du 27 mars 2014 relatif au Code wallon de l'Agriculture, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut prévoir les modalités d'adaptation du plan opérationnel. ».

Art. 130. A l'article D.234 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « par produit agricole ou gamme de produits agricoles » sont abrogés et les mots « leur promotion » sont remplacés par « la promotion des produits agricoles et des produits agricoles transformés »;
- 2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « , les modalités de révision » sont insérés entre les mots « l'assiette » et « , le taux »;
- 3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'Agence peut percevoir des cotisations volontaires à charge des personnes souhaitant bénéficier des services de l'Agence, selon les modalités et les procédures que le Gouvernement définit. ».

Art. 131. A l'article D. 418, 8°, du même décret, les mots « 31 décembre 2014 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2015 ».

CHAPITRE IX. — Mesures en matière fiscale

Section 1^{re}. — Introduction d'une taxe régionale additionnelle à l'impôt des personnes physiques

Art. 132. Pour l'application du Titre III/1- De la taxe additionnelle régionale sur l'impôt des personnes physiques - de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et sans préjudice de l'application de l'article 54 de la même loi, les centimes additionnels régionaux sont fixés à 35,117 % de l'impôt Etat réduit.

Les termes « impôt Etat réduit » et « centimes additionnels régionaux » ont pour l'application de la présente disposition, la signification qui leur est donnée dans le titre III/1 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 133. Cette section est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2015.

Section 2. — Modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, en ce qui concerne le délai d'imposition et d'exigibilité des taxes

Art. 134. A l'article 17bis du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, inséré par le décret du 22 mars 2007 et modifié par les décrets des 17 janvier 2008, 10 décembre 2009 et 28 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le paragraphe 2/3 est abrogé;
- 2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :
« § 3. Aucune somme de taxes ne peut faire l'objet de mesures d'exécution forcée par le receveur que si ces mesures sont précédées d'une reprise dans un rôle rendu exécutoire, document qui constitue le titre exécutoire du recouvrement. ».

Art. 135. L'article 18 du même décret, remplacé par le décret du 28 novembre 2013, est complété par ce qui suit :
« aux époques fixées par ce même fonctionnaire. ».

Art. 136. La présente section entre en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Section 3. — Abrogation du décret du 17 janvier 2008 portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO2 par les véhicules automobiles des personnes physiques

Art. 137. Le décret du 17 janvier 2008 portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO2 par les véhicules automobiles des personnes physiques est abrogé.

Toutefois, il reste applicable aux dossiers en cours de traitement, à l'entrée en vigueur du présent article, jusqu'à leur clôture.

Art. 138. La présente section entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Section 4. — Modification du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 139. L'article 97, alinéa 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par le décret du 5 mars 2008 et modifié par les décrets des 19 décembre 2012 et 19 septembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la taxe est due, pour les voitures et voitures mixtes mises en usage en Région wallonne, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1^o, en raison de deux composantes :

- la première étant basée sur la puissance du moteur exprimée soit en chevaux fiscaux, soit en kilowatts;
- la seconde, appelée "éco-malus", étant basée sur la catégorie d'émissions de CO₂ du véhicule automobile mis en usage. ».

Art. 140. Dans le Titre V, Chapitre IV, du même Code, l'intitulé de la section 1^{ère}, insérée par le décret du 5 mars 2008, est remplacé par ce qui suit :

"Section 1^{re}. — Montant de la taxe pour les voitures et voitures mixtes mises en usage en Région wallonne, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1^o ».

Art. 141. L'article 97bis du même Code, inséré par le décret du 5 mars 2008 et modifié par les décrets des 19 décembre 2012 et 19 septembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 97bis. § 1^{er}. Pour les voitures et voitures mixtes mises en usage en Région wallonne, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1^o, dénommées "véhicules automobiles" dans la présente section, le montant de la taxe est formé par le montant total des deux composantes énumérées à l'article 97, alinéa 2.

§ 2. La première composante de la taxe due pour les véhicules automobiles est calculée conformément à l'article 98.

§ 3. La seconde composante de la taxe, due pour les véhicules automobiles appelée "éco-malus", est calculée conformément aux articles 97quater et 97quinquies ».

Art. 142. Dans l'article 97ter du même Code, inséré par le décret du 5 mars 2008, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 1^{er} juillet 2010 et confirmé par le décret du 10 novembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 1^o, alinéa 3, premier tiret, le nombre "195" est remplacé par le nombre "205";
- b) au 1^o, alinéa 3, second tiret, le nombre "186" est remplacé par le nombre de "196";
- c) au 2^o, alinéa 1^{er}, le nombre "150" est remplacé par le nombre "140".

Section 5. — Modification du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 143. Dans l'article 53ter, § 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par les décrets des 10 décembre 2009, 10 mai 2012 et 19 septembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o à l'alinéa 1^{er}, les montants de "200.000 EUR" et "191.000 EUR" sont respectivement remplacés par les montants de "160.000 EUR" et "150.000 EUR";
- 2^o à l'alinéa 2, l'année "2011" est remplacée par l'année "2015";
- 3^o à l'alinéa 3, l'année "2010" est remplacée par l'année "2014".

Section 6. — Dispositions relatives aux taxes sur les mâts, pylônes et antennes

Art. 144. Il est établi par la Région wallonne une taxe annuelle sur les mâts, pylônes ou antennes affectés à la réalisation, directement avec le public, d'une opération mobile de télécommunications par l'opérateur d'un réseau public de télécommunications.

Art. 145. La taxe est due par l'opérateur du mât, pylône ou antenne au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Si l'opérateur n'est pas le propriétaire du mât, pylône ou antenne, ce dernier est tenu solidairement au paiement de la taxe.

Art. 146. Le montant annuel de base de la taxe est fixé à 8.000 euros par site. Ce montant, est, à partir de l'exercice d'imposition 2015, indexé selon la formule suivante :

Montant indexé = montant de base * (indice des prix à la consommation de janvier de l'exercice d'imposition/indice des prix à la consommation de janvier 2014).

On entend par site l'ensemble, indissociable sans travaux substantiels, formé par le mât, pylône ou antenne(s) et leurs équipements connexes, qu'un ou plusieurs opérateurs ont installé.

Les opérateurs qui partagent un site visé par la présente taxe sont tenus solidairement au paiement de la taxe.

Le montant de la taxe est annulé pour un site installé, mais non exploité effectivement.

Art. 147. Tout redevable de la taxe est tenu de déposer chaque année auprès de l'organe de taxation établi par le Gouvernement wallon, une déclaration établissant le nombre de sites installés, exploités, seul ou de manière partagée, par commune.

Art. 148. La déclaration, la procédure de taxation, les délais d'imposition et d'exigibilité, le recouvrement et les voies de recours sont établis conformément au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes et à ses arrêtés d'exécution.

Art. 149. Il est fait interdiction aux communes de lever une taxe ayant le même objet.

Les règlements communaux portant sur une taxe ayant le même objet sont abrogés.

Art. 150. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 150, les communes peuvent établir une taxe additionnelle de maximum cent centimes additionnels à la taxe établie à l'article 145 frappant les mâts, pylônes ou antennes visés à l'article 145 établis principalement sur leur territoire.

§ 2. La taxe additionnelle ne peut être l'objet d'aucune réduction, exemption ou exception.

Art. 151. § 1^{er}. Un pour cent du produit de la taxe additionnelle est retenu à titre de frais administratifs avant attribution du solde aux communes.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités particulières d'attribution du produit de la taxe additionnelle aux communes.

Section 7. — Dispositions relatives aux sites d'activité économique désaffectés

Art. 152. A l'article 2 du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, modifié par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le nombre « 5 000 » est remplacé par le nombre « 1 000 »;
- 2° le nombre « 50 » est remplacé par le nombre « 25 ».

Art. 153. A l'article 5 du même décret, modifié par le décret du 30 avril 2009, les mots « ou de chaque constat annuel postérieur à celui-ci tel que visé à l'article 7, § 3, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « ou des constats postérieurs visés à l'article 7, § 3, alinéa 2, ou, à défaut de constat, à la date anniversaire du deuxième constat ».

Art. 154. A l'article 6 du même décret, modifié par le décret du 17 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :
« La période imposable est l'année au cours de laquelle est dressé un deuxième constat visé à l'article 7, § 2, alinéa 2, établissant l'existence d'un site d'activité économique désaffecté maintenu en l'état, ou les années postérieures durant lesquelles le site est maintenu en l'état au sens de l'article 2. »;
- 2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :
« La taxe peut être enrôlée jusqu'au 30 juin de l'année qui suit l'année imposable. ».

Art. 155. A l'article 7, du même décret, modifié par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 2, le mot « douze » est remplacé par le mot « neuf »;
- 2° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Ce deuxième constat est notifié conformément au § 1^{er}, alinéa 2 »;
- 3° au paragraphe 3, l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :
« A partir de la date anniversaire du deuxième constat, le site est présumé maintenu en l'état au sens de l'article 2. Toutefois, le redevable peut demander aux fonctionnaires visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, d'effectuer un contrôle. ».

Art. 156. A l'article 9 du même décret, modifié par le décret du 17 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les paragraphes 1 à 3 sont remplacés par ce qui suit :
« § 1^{er}. L'exigibilité de la taxe de même que le cours de la prescription de son recouvrement sont suspendus pour les sites visés aux § 2 et § 3.

§ 2. Les sites soumis aux dispositions du chapitre IV du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, tant que le titulaire des obligations mises à sa charge en application de ce décret respecte ses obligations.

La suspension prend cours à dater de l'année au cours de laquelle naissent ces obligations.

Elle concerne les taxes relatives aux années durant lesquelles durent ces obligations.

Les taxes sont dégrévées lorsque l'Administration délivre un certificat de contrôle du sol en application de l'article 67 dudit décret.

§ 3. Les sites à réaménager qui font l'objet de l'arrêté visé à l'article 169, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

La suspension prend cours à dater de l'année de cet arrêté.

Elle concerne les taxes dues au moment de l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er}, pour les taxes exigibles à partir de l'année de la demande.

Les taxes sont dégrévées lorsque le réaménagement du site est constaté par l'arrêté visé à l'article 169, § 7, du même Code. »;

- 2° l'article est complété par les paragraphes 6 et 7 rédigés comme suit :

« § 6. La suspension visée aux § 2 et § 3 reste acquise même si le respect des obligations découlant des deux législations visées n'a pas entraîné la suppression du caractère taxable du site au sens du présent décret.

§ 7. Le constat, par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement, du caractère désormais non taxable d'un site au sens du présent décret, entraîne le dégrèvement des taxes suspendues. ».

Art. 157. Dans le même décret, il est inséré un article *9bis* rédigé comme suit:

« Art. *9bis*. Les communes peuvent lever des centimes additionnels à la taxe régionale.

Peuvent lever ces centimes les communes qui participent annuellement au recensement et à la mise à jour de la liste des sites susceptibles d'être concernés par la présente taxe. ».

CHAPITRE X. - Entrée en vigueur

Art. 158. Sauf en ce qui concerne les dispositions dont la date d'entrée en vigueur est fixée par les articles 17, 100, 133, 136 et 138, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

ANNEXE I^{re}

Annexe I au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

1	Catégorie d'entreprises	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion	Coefficients de conversion		Remarques
			4	5	
2	3	4	5	6	
1	- Abattoirs et tueries à l'exclusion de la préparation de viandes:				
	a. porcs	1.000 kg de poids abattu	0,3		
	s'il y a une boyauderie, augmentation de		0,23		
	b. autres animaux	1.000 kg de poids abattu	0,52		
	Facteurs d'augmentation :				
	- évacuation du contenu des panes		1,18		
	- évacuation du sang des porcs		0,53		
	- évacuation du sang d'autres animaux		0,96		
2	- Abattoirs de volailles :				
	groupe I	1.000 kg de poids abattu	0,29		1
	groupe II	1.000 kg de poids abattu	0,58		1
	groupe III	1.000 kg de poids abattu	1,02		1
3	- Amidonneries et féculeries	1.000 kg de matière première	3		
4	- Amiante, amiante-ciment, béton, briques, chaux, ciment, poterie, verre (fabriques de)	100 journées de travail	0,35	0,014	
5	- Ateliers de réparation d'automobiles, de trams ou de trains, garages, installations de lavage d'automobiles	1 m ³ d'eau utilisée	0,05	0,032	
6	- Blanchisseries à l'exception des salons-lavoirs :				
	a. lavage humide	1.000 kg de linge blanc provenant uniquement d'hôpitaux et d'hôtels : paquets de draps et essuie-mains pour rouleaux automatiques	0,44		
		1.000 kg de linge blanc pour autant qu'aucun autre coefficient ne soit d'application	0,73		
		1.000 kg de linge de couleur, vêtements de travail et essuie-mains et essuie de cuisine de location	1,02		
		1.000 kg de linge amidonné	1,62		
		100 journées de travail	0,18		
	b. nettoyage à sec	100 journées de travail	0,18		
	c. teinture de vêtements	1 m ³ d'eau utilisée	0,73		
7	- Fabriques de produits d'entretien et de lubrifiants	100 journées de travail	4,5	0,011	
8	- Décapage du fer : en outre par 1.000 kg de fer bivalent déversé	100 journées de travail 100 journées de travail	0,23 3,3	0,032 0,032	
9	- Préparation de patates pré-frites	1.000 kg de pommes de terre	0,87		

1	Catégorie d'entreprises	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion	Coefficients de conversion		Remarques
			4	5	
2	3	4	5	6	
10	- Fabriques de conserves de fruits (y compris fabriques de confitures)	1.000 kg de pommes, poires, fraises 1.000 kg de cerises, groseilles et autres fruits doux	1,02 0,73		
11	- Usines de galvanisation	1 m ³ d'eau utilisée	0,04	0,032	
12	- Usines à gaz	1.000 kg de matière première	1,1		
13	- Imprimeries et autres entreprises d'arts graphiques utilisant le papier et le carton	1 m ³ d'eau utilisée	0,04	0,022	
14	- Laboratoires	100 journées de travail	1,1	0,011	
15	- Laiteries :				
	a. entreprises non assainies	1.000 kg de lait réceptionné	0,13		
		1.000 kg de lait réceptionné dans un poste de réception	0,06		
		1.000 kg de beurre et de concentré de beurre (tiré du beurre)	4,38		
		1.000 kg de beurre (préparation continue sans lavage)	1,47		
		1.000 kg de fromage	4,38		
		1.000 kg de produits en bouteille	0,35		
		1.000 kg de poudre de lait (séchage sur cylindres)	1,78		
		1.000 kg de poudre de lait (séchage en tour spray)	1,47		
		1.000 kg de lait condensé	0,44		
		préparation de crème à la glace par 1.000 kg de matière première	0,44		2
	b. entreprises assainies	1.000 kg de lait réceptionné	0,06		
		1.000 kg de beurre	2,27		
		1.000 kg de fromage	1,78		
16	- Fabriques de laques et de couleurs	100 journées de travail	11,18	0,017	
17	- Fabriques de bougies et blanchissement de la cire	100 journées de travail	0,65		
18	- Boulangeries et pâtisseries, fabriques d'aliments non désignés ailleurs	100 journées de travail	0,45		
	- Casseries d'oeufs	1.000 kg de produit fabriqué	0,5		
19	a. Brasseries	1.000 kg de bière	1,33		
	b. Idem avec rétention du houblon et de la drêche	1.000 kg de bière	0,34		
20	- Torréfaction de cacahuètes	1.000 kg de matière première	0,75		
21	- Cacao, chocolat, confiserie et miel (fabriques de)	1.000 kg de produit fini	0,29		
22	- Industrie de la céramique	100 journées de travail	0,22	0,014	
23	- Industries chimiques :				
	a. chimie minérale et activités de transformation	100 journées de travail	11,8	0,019	
	b. chimie organique	100 journées de travail	23,6	0,011	
24	Fabrique de colle	1.000 kg de colle d'os	3,7		
25	- Cuirs et peaux, fourrures :				
	a. tannage au chrome	1.000 kg de matière première	6,9	0,012	
	b. tannage végétal	1.000 kg de matière première	7	0,011	
	c. mégisseries	1.000 kg de matière première	10	0,011	
	d. pelleteries	1.000 kg de matière première	10	0,011	

1	Catégorie d'entreprises 2	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion 3	Coefficients de conversion		Remarques 6
			4	5	
	e. chamoiseries	1.000 kg de matière première	20	0,011	
26	- Entreprises de destruction	1.000 kg de poids brut de matières à détruire	1,1	0,032	
27	- Distilleries	1 m ³ d'eau utilisée	0,06		
28	- Emailleries	1 m ³ d'eau utilisée	0,04	0,032	
29	- Fabriques de conserves de légumes	1.000 kg de pommes de terre épluchées	1,75		
		1.000 kg de pommes de terre blanchies	1,9		
		1.000 kg de carottes, oignons	1,3		
		1.000 kg de betteraves rouges	2,1		
		1.000 de soupe verte julienne	0,96		
		1.000 kg d'épinards, endives, variétés de choux (sauf préparation de choucroute) et choux-raves	0,75		
		1.000 kg de poireaux, haricots verts, haricots coupés et céleris	0,58		
		1.000 kg de petits pois et pois chiches	1,02		
		1.000 kg d'autres légumes	0,5		
30	- Lavage de légumes	1.000 kg de carottes	0,13		
		1.000 kg d'échalotes	0,23		
31	- Levureries et distilleries d'alcool	1.000 kg de mélasse	9,3		
32	- Limonaderies et eaux en bouteille	1.000 l de produit fabriqué	0,12		
33	- Fabriques de margarine, graisses et huiles alimentaires si l'huile est obtenue exclusivement par pressage des grains	1.000 kg d'huile ou de graisse brute 1.000 kg de produit fabriqué	0,7		
34	- Malteries	1.000 kg d'orge	0,16		
35	- Travail du métal :				
	a. travail mécanique, transformation à froid	100 journées de travail	0,23	0,01	
	b. zingage, décapage des non-ferreux	100 journées de travail	0,23	0,032	
36	- Industrie métallurgique	100 journées de travail	0,23	0,032	
37	- Industrie du papier	1.000 kg de papier de pâte mécanique ou de cellulose	1,6		
		idem provenant d'autres matières	7,8		
38	- Fabriques de carton de paille	1.000 kg de carton	4,9		
39	- Fabriques de parfums et de cosmétiques	100 journées de travail	5,84		
40	- Fabriques de conserves de poisson	1.000 kg de poisson	2,43		
41	- Fabriques de farines de poisson	1.000 kg de poisson	3,3		
42	- Battage de pois et de pois chiches	1.000 kg de matière première	0,034		
43	- Féculerie de pommes de terre	1.000 kg de pommes de terre	1,44		
44	- Fabriques de savon	1.000 kg de savon	0,55		
	- Si le résidu du relargage est déversé		3,1		
45	- Sucreries et râperies de betteraves	1.000 kg de betteraves sucrières	0,27		
	- Si l'eau usée provient uniquement des condensateurs	1.000 kg de betteraves sucrières	0,027		

1	Catégorie d'entreprises	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion	Coefficients de conversion		Remarques
			4	5	
2	3	4	5	6	
46	- Industrie textile :				
	a. filatures	100 journées de travail	0,18		
	b. tissages	100 journées de travail	0,18		
	c. teintureries	1 m ³ d'eau utilisée	0,73		
	d. ateliers de blanchissement	1 m ³ d'eau utilisée	0,73		
	e. lavoirs de laine	1.000 kg de laine brute	7		
47	- Lavage de tonneaux et de fûts	1 m ³ d'eau utilisée	0,58	0,021	
48	- Installations de vulcanisation, fabriques de produits en caoutchouc, de câbles et similicuir	100 journées de travail	0,08	0,011	
49	- Entreprises de préparation de viande	1.000 kg de produit fabriqué : cuisson de saucisses, jambon	0,73		
		1.000 kg de produit fabriqué : autres	0,45		
50	- Industrie de transformation des matières plastiques	100 journées de travail	0,22		
51	- Centrales électriques	100 journées de travail	0,22	0,011	
52	- Piscicultures	1.000 kg d'aliment déversé	8	0	3
53	- Piscines	1 m ³ d'eau utilisée	0,008	0	
54	Hôpitaux au sens des articles 2 à 4 de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008.	- lit - lit si l'hôpital comporte une blanchisserie traitant le linge utilisé dans l'établissement	3 3,6	0 0	

Remarques:

1. Appartiennent au groupe I les entreprises dont la consommation d'eau est basse (10 m³ par 1 000 kg de poids abattu) et qui ont pris de bonnes précautions pour recueillir le sang et sans traitement ou transport humide de plumes ou de déchets.

Appartiennent au groupe II les entreprises qui pratiquent uniquement des traitements et/ou le transport humide de plumes ou de déchets.

Appartiennent au groupe III les entreprises qui pratiquent le transport humide de plumes ou de déchets, et, en outre, toutes les entreprises de cuisson de poulets ainsi que toutes les entreprises qui n'appartiennent pas aux groupes I et II.

2. Il faut entendre par laiterie assainie la laiterie dans laquelle de bonnes précautions ont été prises pour limiter le degré de pollution, telles que recueillir les égouttures de lait, retenir le dépôt de l'eau qui a servi au lavage du beurre, recueillir les résidus de pressurage, prévenir les fuites d'eau, etc.
3. En ce qui concerne les piscicultures, un pourcentage de réduction du nombre d'unités de charge polluante est appliqué lorsqu'une ou plusieurs des mesures suivantes sont mises en œuvre :
 - a) utilisation d'aliments à haute digestibilité : 30 % de réduction;
 - b) filtration du filtre rotatif à la sortie des bassins d'élevage : 75 % de réduction;
 - c) lagune de décantation de dimension adaptée au débit avec reprise périodique des boues : 50 % de réduction.

Les pourcentages de réduction sont cumulables si plusieurs de ces mesures sont mises en œuvre simultanément (avec un taux de réduction maximum de 100 %).

Annexe II

Annexe II au Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Unité	Consommation présumée
<u>Ménages</u>	
— Résidence principale : isolé	45 m ³
— Résidence principale : ménage	100 m ³
— Résidence secondaire	25 m ³
<u>Campings</u>	
— Emplacement	20 m ³
<u>Entreprises, bureaux</u>	
— Personne employée	9 m ³
<u>Etablissements d'enseignement</u>	
— Élève	5 m ³
<u>Internats, casernes, hôtels, maison de repos, établissements de soins</u>	
-- Lit	45 m ³

Annexe III

Annexe III au Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

A) Charge environnementale « cheptel »

	Catégorie d'animaux	Coefficient azote
Bovins	vache laitière	0.5538
	vache allaitante	0.4062
	vache de réforme	0.4062
	autre bovin de plus de 2 ans	0.4062
	bovin de moins de 6 mois	0.0615
	génisse de 6 à 12 mois	0.1723
	génisse de 1 à 2 ans	0.2954
	taurillon de 6 à 12 mois	0.1538
	taurillon de 1 à 2 ans	0.2462
Ovins et Caprins	ovins et caprins de moins de 1 an	0.0203
	ovins et caprins de plus de 1 an	0.0406
Equins	équin	0.3446
Porcins	truite gestante et truie avec porcelets de moins de 4 semaines	0.0923
	verrat	0.0923
	porcs à l'engrais et cochette	0.0480
	porcs à l'engrais et cochette sur litière biomaîtrisée	0.0277
	porcelets (de 4 à 10 semaines)	0.0117
Lapins	lapins mères	0.0222
	lapins à l'engrais	0.0020
Volailles	poulets de chair (40 jours)	0.0017
	poules pondeuses ou reproductrices (343 jours)	0.0037

	Catégorie d'animaux	Coefficient azote
	poulettes (127 jours)	0.0017
	coqs de reproduction	0.0026
	canards (75 jours)	0.0026
	oies (150 jours)	0.0026
	dindes et dindons (85 jours)	0.0050
	pintades (79 jours)	0.0017
	cailles	0.0002
	autruches et émeus	0.0185

B) Charge environnementale « terre »

Culture	Coefficient azote	Coefficient produits phytosanitaires	Coefficient érosion
Betteraves	0.188	0.095	0.173
Chicorée	0.278	0.080	0.173
Céréales suivies d'une CIPAN	0.262	0.040	0
Céréales non suivies d'une CIPAN	0.398	0.040	0
Maïs	0.529	0.015	0.246
Pommes de terre	0.549	0.265	0.246
Colza et navettes	0.464	0.010	0
Cultures maraîchères récoltées pour leur racine	0.188	0.092	0.146
Autres cultures maraîchères	0.638	0.092	0.146
Lin	0.554	0.002	0.262
Prairies	0.108	0.002	0
Autres cultures	0.188	0.002	0

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 12 décembre 2014.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2014-2015.

Documents du Parlement wallon, 63 (2014-2015) N^{os} 1, 1bis, 2 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 décembre 2014.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2014/27266]

12. DEZEMBER 2014 — Programmdekret zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrssicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen (1)

Die Wallonische Regierung,

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten, des Ministers für öffentliche Arbeiten, des Ministers für Wohnungswesen und Energie, des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Tierschutz, des Ministers für Haushalt und des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Der Minister für Haushalt wird beauftragt, den Entwurf des Programmdekrets mit folgendem Inhalt bei dem Wallonischen Parlament zu hinterlegen:

KAPITEL I — *Maßnahmen im Bereich der Naturkatastrophen*

Artikel 1 - Es wird eine Einrichtung öffentlichen Interesses, genannt "Fonds wallon des calamités naturelles" (Wallonischer Fonds für Naturkatastrophen) errichtet, die aus zwei Abteilungen besteht, dem "Fonds wallon des calamités publiques" (Wallonischer Fonds für allgemeine Naturkatastrophen) und dem "Fonds wallon des calamités agricoles" (Wallonischer Fonds für landwirtschaftliche Naturkatastrophen);

Diese Einrichtung fällt unter die Kategorie A der in Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses aufgeführten Einrichtungen genannten Einrichtungen.

Art. 2 - Der "Fonds wallon des calamités naturelles" unterliegt den Bestimmungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses.

Art. 3 - Der "Fonds wallon des calamités naturelles" hat zur Aufgabe, mittels seiner beiden Abteilungen die Ausgaben zu decken, die sich aus der finanziellen Beteiligung der Wallonischen Region anschließend an durch Naturkatastrophen hervorbrachte Schäden ergeben, kraft des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Ersatzleistung bei bestimmten Schäden an Privatgütern durch Naturkatastrophen.

Der "Fonds wallon des calamités publiques" deckt die Ausgaben, die sich aus der finanziellen Beteiligung der Wallonischen Region anschließend an durch allgemeine Naturkatastrophen hervorbrachte Schäden ergeben.

Der "Fonds wallon des calamités agricoles" deckt die Ausgaben, die sich aus der finanziellen Beteiligung der Wallonischen Region anschließend an durch landwirtschaftliche Naturkatastrophen hervorbrachte Schäden ergeben.

Art. 4 - Der "Fonds wallon des calamités publiques" und der "Fonds wallon des calamités agricoles" werden durch separate, im Haushaltsplan der Wallonischen Region ausgewiesene Dotationen finanziert.

Die Regierung wird im Laufe des Haushaltsjahrs dazu ermächtigt, den Haushalt des "Fonds wallon des calamités naturelles" zu aktualisieren. Sie hält das Parlament davon in Kenntnis.

Art. 5 - Der "Fonds wallon des calamités naturelles" wird durch das Personal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und innerhalb dessen Dienststellen verwaltet.

Art. 6 - In den Titeln I und III des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Ersatzleistung bei bestimmten Schäden an Privatgütern durch Naturkatastrophen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 11. Juli 2013, mit Ausnahme von Artikel 33, und hinsichtlich der finanziellen Beteiligungen anschließend an Schäden durch Naturkatastrophen, die sich nach dem 1. Juli 2014 ereignet haben und ab dem 1. Januar 2015 zu Lasten der Wallonischen Region sind, werden die Wortfolgen "Caisse nationale des Calamités", "Caisse nationale des Calamités instituée par l'article 35" und "Caisse nationale des calamités visée à l'article 35" jeweils durch "Fonds wallon des calamités naturelles" ersetzt.

Art. 7 - Artikel 1, A des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses wird durch folgende Wortfolge ergänzt:

" - "Fonds wallon des calamités naturelles". "

Art. 8 - Artikel 1, § 2, Absatz 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses wird durch folgende Wortfolge ergänzt:

" - Der "Fonds wallon des calamités naturelles". "

KAPITEL II — *Maßnahme im Bereich der Verkehrssicherheit*

Art. 9 - Es wird ein "Fonds des infractions routières régionales" (Fonds für Verstöße im Bereich des regionalen Straßenverkehrs), nachstehend der "Fonds" genannt, errichtet, der einen Haushaltsfonds im Sinne von Artikel 4, Absatz 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Region bildet.

Außer unmittelbar dem allgemeinen Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region überwiesenen Einnahmen für einen Höchstbetrag von 43.950.000 Euro werden dem Fonds die diesen Betrag überschreitenden Einnahmen zugewiesen, die sich aus den sofortigen Erhebungen, Vergleichen und strafrechtlichen Geldbußen ergeben, die mit Verstößen gegen die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Bestimmungen in Sachen Straßenverkehr verbunden sind, und Letzteren je nach dem Ort des Verstoßes unter Einhaltung von Artikel 2bis des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen zugewiesen werden.

Den Mitteln, die den in Absatz 1 erwähnten Fonds betreffen, werden ausschließlich folgende Ausgaben angerechnet:

- 1° Ausgaben in Verbindung mit der Sicherung des regionalen Verkehrsnetzes mittels Investitionen in den Bereichen Ingenieurbau, Elektromechanik oder für den Erwerb von Ausrüstungen;
- 2° Ausgaben in Verbindung mit Aktionen zur Sensibilisierung und Erziehung im Bereich der Straßensicherheit;

- 3° Ausgaben in Verbindung mit der Sicherheit der Unfallschwerpunkte auf dem gesamten Wallonischen Straßennetz.

KAPITEL III — Maßnahme im Bereich der öffentlichen Arbeiten

Art. 10 - Das zwischen der Wallonischen Region, der Flämischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt einerseits, und dem Single Service Provider und dem Geldgeber andererseits abgeschlossene Abkommen vom 15. Juli 2014 über die Weiterzahlungsverpflichtung wird hier bestätigt, was den Anteil der Wallonischen Region an allen Verpflichtungen betrifft, die sich aus dem DBFMO-Abkommen vom 25. Juli 2014 ergeben und durch das interregionale Organ Viapass oder seinen Rechtsnachfolger bzw. seinen Übernehmer gegenüber dem Single Service Provider oder dem Geldgeber zu leisten sind, insofern diese Verpflichtungen nicht durch das interregionale Organ Viapass oder seinen Rechtsnachfolger bzw. Übernehmer erfüllt werden können.

KAPITEL IV — Maßnahmen in den Bereichen Energie und Wohnungswesen

Abschnitt 1 — Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts

Art. 11 - In Artikel 51ter, § 2, Absatz 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, wird der Satz "Der Betrag des jährlichen Gesamthaushalts der CWaPE beläuft sich auf 5.600.000 Euro" durch folgenden Satz ersetzt: "Der Betrag des jährlichen Gesamthaushalts der CWaPE beläuft sich auf 5.410.000 Euro im Jahre 2015, auf 5.300.000 Euro im Jahre 2016 und auf 5.230.000 Euro ab dem Jahre 2017".

Abschnitt 2 — Abänderung von Bestimmungen des Einkommensteuergesetzbuches

Art. 12 - Artikel 145/31 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, eingefügt durch das Gesetz vom 27. Dezember 2006 und zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 8. Mai 2014, wird aufgehoben.

Art. 13 - In Artikel 145/37 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 8. Mai 2014, wird Paragraph 3 durch Folgendes ersetzt:

"Die Ermäßigung wird berechnet:

- 1° zum höchsten in Artikel 130 genannten Steuersatz, dem der Steuerpflichtige unterliegt, mit einem Mindestsatz von 30 Prozent, für die Hypothekenanleihen, deren authentische Urkunde vor dem 1. Januar 2015 unterzeichnet wurde. Falls die für die Ermäßigung zu berücksichtigenden Ausgaben sich auf mehr als einen Steuersatz beziehen, gilt der Steuersatz, der auf jeden Teil dieser Summen und Beiträge anwendbar ist;
- 2° zum Steuersatz von 40 Prozent für die Hypothekenanleihen, deren authentische Urkunde ab dem 1. Januar 2015 unterzeichnet wird, oder für die ab dem 1. Januar 2015 erfolgten Übernahmen von bestehenden Verbindlichkeiten im Rahmen einer vor diesem Datum bestehenden Krediteröffnung."

Art. 14 - Artikel 178/1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 8. Mai 2014, wird durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Die in den Artikeln 145/21, 145/25, 145/30, 145/31, 145/36 bis 145/47 genannten Steuerermäßigungen, die nicht ganz oder teilweise der regionalen Steuer der natürlichen Personen angerechnet werden können, werden der föderalen Steuer der natürlichen Personen angerechnet."

Art. 15 - Artikel 178/1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 8. Mai 2014, wird durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Die in den Artikeln 145/21, 145/25, 145/30, 145/36 bis 145/47 genannten Steuerermäßigungen, die nicht ganz oder teilweise der regionalen Steuer der natürlichen Personen angerechnet werden können, werden der föderalen Steuer der natürlichen Personen angerechnet."

Art. 16 - Artikel 253 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juli 1994 und abgeändert durch das Programmdekret vom 23. Februar 2006, wird wie folgt abgeändert:

- a) in Ziffer 3^{bis}, Absatz 1, wird die Wortfolge "ab dem 1. Januar 2005" durch "ab dem 1. Januar 2005 und spätestens am 31. Dezember 2014" ersetzt;
- b) Ziffer 3^{ter} wird durch Folgendes ersetzt: "der neuen, in Artikel 471, § 3 erwähnten Investitionen für Material und Werkzeuge, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region in neuwertigem Zustand erworben bzw. gebildet wurden, ab dem 1. Januar 2006 und spätestens am 31. Dezember 2014;
- c) eine Ziffer 3^{quater} mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:
 "3^{quater}. § 1. Der neuen, in Artikel 471, § 3 erwähnten Investitionen für Material und Werkzeuge, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region in neuwertigem Zustand erworben bzw. gebildet wurden, ab dem 1. Januar 2015.
 § 2. Die Steuerbefreiung wird während höchstens neuf aufeinanderfolgenden Besteuerungszeiträumen ab dem 1. Januar des Jahres nach demjenigen des Erwerbs oder der Bildung der Investition gewährt; sie beläuft sich auf 100 Prozent für jeden der fünf ersten Besteuerungszeiträume, und auf 80, 60, 40 bzw. 20 Prozent für jeden der vier folgenden Besteuerungszeiträume."
- d) unter Ziffer 4° wird "und 3^{ter}" durch "3^{ter} und 3^{quater}" ersetzt.

Art. 17 - Die Artikel 12, 13 und 15 sind ab dem Steuerjahr 2016 anwendbar.

Artikel 14 ist für das Steuerjahr 2015 anwendbar.

Artikel 16 tritt ab dem Steuerjahr 2015 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 16, c, Absatz 2, der in Artikel 253 des Einkommensteuergesetzbuches 92 eine Ziffer 3^{quater} § 2 einfügt, und dessen Inkrafttretedatum von der Regierung bestimmt werden wird.

KAPITEL V — Maßnahmen im Bereich der Umwelt

Abschnitt 1 — Abänderungen des Buches I des Umweltgesetzbuches

Art. 18 - Artikel D.138, Absatz 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Juli 2013, wird durch einen Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“- das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere.”.

Art. 19 - In Artikel D.140, § 2, Absatz 1 desselben Buches werden die Wörter "im Umweltbereich" durch die Wörter "im Bereich der Umwelt oder des Schutzes und des Wohlbefindens der Tiere" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel D.159, § 2, desselben Buches wird eine Ziffer 8° mit folgendem Wortlaut eingefügt: "8° Verstöße gegen das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere."

Art. 21 - Artikel D.170 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2014, wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge "der aus zwei Abteilungen zusammengesetzt ist: die Abteilung kleinere Umweltsünden" und die Abteilung "Wasserschutz" nach Artikel D.324 des Wassergesetzbuches" durch folgende Wortfolge ersetzt: "der aus drei Abteilungen zusammengesetzt ist: die Abteilung "kleinere Umweltsünden", die Abteilung "Wasserschutz", und die Abteilung "Bodenschutz";";

2° der Paragraph 3 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend davon werden die auferlegten administrativen Geldbußen und die abgeschlossenen Vergleiche bei Verstößen gegen das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere in den Haushaltsfonds für den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere einbezahlt.";

3° ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 4. Die Einnahmen des Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "Bodenschutz", dienen der Finanzierung von Ausgaben in Zusammenhang mit Maßnahmen zum Schutz und Verwaltung der Böden."

Abschnitt 2 — Abänderungen des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Art. 22 - Vorliegender Abschnitt bezweckt die Finanzierung der Wasserpolitik durch die Optimierung der Systeme zur Rückforderung der Kosten für die Dienstleistungen in Zusammenhang mit der Benutzung des Wassers, einschließlich der Kosten für die Umwelt und die Wasserressourcen, in Anwendung der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik.

Art. 23 - In Artikel D.2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 13. Oktober 2011, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) eine Ziffer 16°*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"16°*bis* "Dienstleistungsvertrag für industrielle Abwasserreinigung": der von der Wallonischen Regierung genehmigte Dienstleistungsvertrag, der darauf abzielt, zu gewährleisten, dass die in Artikel D.22 festgelegten Ziele erreicht werden, und der zwischen einem Unternehmen, das Industrieabwässer in eine öffentliche Klärstation einleitet, der in den Artikeln D.343 *bis* D.345 zugelassenen Sanierungseinrichtung und der SPGE – "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) abgeschlossen wird;

b) eine Ziffer 20°*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"20°*bis* "Kostenpreis für die industrielle Abwasserreinigung": nachstehend KIAR genannt, die Kosten für die Dienstleistung der SPGE zugunsten des Unternehmens, das Industrieabwässer in eine öffentliche Klärstation einleitet, und die gemäß Artikel D.360 auf der Grundlage der Betriebs-, Investitions- und Verwaltungskosten berechnet werden."

c) eine Ziffer 36°*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"36°*bis* "Grubenwasser": das Wasser, das durch ein geeignetes technisches Mittel abgeleitet wird, um einen Steinbruch oder eine Grube trocken bewirtschaften zu können;"

d) eine Ziffer 36°*ter* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"36°*ter* "Geothermalwasser": das Grundwasser, dessen Temperatur wegen seines Aufenthalts in tiefen Schichten 50°C übertrifft, und das zwecks der Erzeugung und Verteilung von Hitze oder Strom durch ein öffentliches Netz benutzt werden kann;"

e) eine Ziffer 36°*quater* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"36°*quater* "Grauwasser oder häusliches Abwasser": das Haushaltsabwasser aus Sanitäranlagen, Waschmaschinen und Küchen, das keine Fäkalien, Urin noch Toilettenpapier enthält;"

f) eine Ziffer 36°*quinqüies* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"36°*quinqüies* "Schwarzwasser oder Abortwasser": das Haushaltsabwasser aus Toiletten, das ausschließlich aus Fäkalien, Urin, Toilettenpapier und Spülwasser besteht;"

g) die Ziffer 40° wird aufgehoben;

h) in Ziffer 42° wird die Wortfolge "und landwirtschaftliches Abwasser" gestrichen;

i) die Ziffer 71° wird durch Folgendes ersetzt:

"71°: "Gebühren- bzw. Abgabepflichtiger": jede Person, einschließlich der Interkommunalen (außer im Rahmen der Aufgaben in Zusammenhang mit dem Status als zugelassene Sanierungseinrichtung), die Wasservolumen entnimmt, die einer Gebühr oder Abgabe unterliegen; jede Person, die der Abgabe für die Einleitung von Abwasser unterliegt; jede Person, die der Abgabe für die durch landwirtschaftliche Betriebe verursachten Umweltbelastungen unterliegt."

Art. 24 - Artikel D.2*bis* des Buches II desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 17. Januar 2008, wird aufgehoben.

Art. 25 - Artikel D.2*ter* des Buches II desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.2*ter* - § 1. Die in den Artikeln D.252 bis D.290 genannten Fristen werden gemäß Artikel 52 Absatz 1, 53, 53*bis* und 54 des Gerichtsgesetzbuches berechnet.

§ 2. Wenn die Artikel D.252 bis D.290, sowie der verordnungsrechtliche Teil von Buch II und die sonstigen Erlasse zu deren Ausführung die Zuständigkeiten von Beamten der Dienststellen der Wallonischen Region und der wallonischen öffentlichen Einrichtungen erwähnen, die von der Wallonischen Regierung benannt werden, um den mit

den durch diese Bestimmungen festgelegten Steuern und Abgaben verbundenen Dienst zu leisten, können diese Beamten sowohl zu den statutarischen Beamten als zu dem Vertragspersonal der betreffenden Dienststelle oder Einrichtung gehören“.

Art. 26 - Artikel D.159 des Buches II desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 7. November 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.159 – Folgende Arbeiten können gemäß den durch das Dekret vom 11. März 1999 vorgesehenen Regeln einer Umweltgenehmigung oder Erklärung bedürfen:

- 1° jede Einleitung von Abwasser in ein gewöhnliches Oberflächenwasser, in die öffentlichen Kanalisationen, Abwassersammler oder künstlichen Ableitwege;
- 2° jede zeitweilige oder ständige Lagerung von Schadstoffen an einer Stelle, von der diese Stoffe durch einen natürlichen Vorgang in das Oberflächenwasser oder in die öffentlichen Kanalisationen abgetrieben werden können;
- 3° die Ausflüsse aus fahrenden Schiffen in gewöhnliches Oberflächenwasser;
- 4° die Einrichtung von Faulgruben und ähnlichen Klärsystemen;
- 5° die Einrichtung von Oberflächenwasserentnahmestellen, die nicht in einem Gebiet liegen, in dem das Wasser zu Trinkwasser aufbereitbar ist.“.

Art. 27 - Artikel D.177, Absatz 2 des Buches II desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wird durch die Ziffern 3° und 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

- 3° Labors zulassen, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs, abgekürzt PAS), oder mit der Durchführung eines Stickstoffprofils des Bodens beauftragt sind;
- 4° die Modalitäten bestimmen, gemäß denen der Landwirt die Übereinstimmung der Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzucht abwässern, die sich in seinem landwirtschaftlichen Betrieb befinden, mit den Maßnahmen nachweist, die in den unter Ziffer 2° genannten Schutzprogrammen vorgesehen sind, und ebenfalls das Verfahren, die Modalitäten und die Behörde bestimmen, welche für die Ausstellung der Konformitätsbescheinigung der Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzucht abwässern verantwortlich ist.“.

Art. 28 - In Teil III, Titel I, Kapitel I wird die Überschrift von Abschnitt 2 des Buches II desselben Gesetzbuches durch Folgendes ersetzt:

“Abschnitt 2 — Allgemeine Bedingungen für die öffentliche Versorgung von
für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser“

Art. 29 - In Teil III, Titel II, Kapitel I wird die Überschrift von Abschnitt 1 des Buches II desselben Gesetzbuches durch Folgendes ersetzt:

“Abschnitt 1 — Tarifierung und Rechnungsstellung des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers“.

Art. 30 - In Teil III, Titel II, Kapitel I, Abschnitt 1 des Buches II desselben Gesetzbuches wird die Überschrift von Unterabschnitt 1 durch Folgendes ersetzt:

“Unterabschnitt 1 — Tarifierung des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers“.

Art. 31 - Artikel D.229 des Buches II desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 7. November 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.229 – Im Rahmen der in Artikel D.228 vorgesehenen Tarifierung wird der TKAR in den nachstehenden Fällen nicht angewandt:

- 1° wenn der Benutzer in Anwendung von Artikel D.270 über eine Freistellung verfügt;
- 2° auf den Teil des entnommenen Gesamtvolumens, der in Form von industriellem Abwasser abgeleitet wird, wenn der Benutzer der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser unterliegt oder zu dem Kostenpreis für die industrielle Abwasserreinigung (KIAR) gemäß Artikel D.260 beiträgt;
- 3° auf die Wasservolumen, die von landwirtschaftlichen Betrieben verbraucht werden, die der Abgabe für Umweltbelastungen unterliegen, mit Ausnahme des Volumens, das dem mutmaßlichen Verbrauch des Haushalts, d.h. 90 Kubimetern, entspricht.“.

Art. 32 - In Artikel D.239 des Buches II desselben Gesetzbuches wird die Zahl “0,0125” durch “0,025” ersetzt.

Art. 33 - In Teil III, Titel II, Kapitel I werden die Abschnitte 3 bis 5 des Buches II desselben Gesetzbuches, mit den Artikeln D.252 bis D.317, aufgehoben.

Art. 34 - In Teil III, Titel II wird Kapitel II des Buches II desselben Gesetzbuches, mit den Artikeln D.318 bis D.330, aufgehoben.

Art. 35 - In Teil III, Titel II des Buches II desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel II mit folgender Überschrift eingefügt:

“Kapitel II — Systeme zur Rückforderung der Kosten außerhalb der Tarifierung“.

Art. 36 - In Kapitel II, eingefügt durch Artikel 35, wird ein Abschnitt 1 mit folgender Überschrift eingefügt:

“Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen“.

Art. 37 - In den durch Artikel 36 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel D.252 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.252 – Zwecks der Anwendung des vorliegenden Kapitels versteht man unter “Verwaltung” die von der Regierung bestimmte(n) Dienststelle(n).“.

Art. 38 - In Kapitel II, eingefügt durch Artikel 35, wird ein Abschnitt 2 mit folgender Überschrift eingefügt:

Abschnitt 2 — Steuer und Abgabe auf Wasserentnahmestellen.“.

Art. 39 - In den durch Artikel 38 eingefügten Abschnitt 2 wird ein Unterabschnitt 1 mit folgender Überschrift eingefügt:

“ Unterabschnitt 1 — Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser”.

Art. 40 - In den durch Artikel 39 eingefügten Unterabschnitt 1 wird ein Artikel D.254 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.254 – Die Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, deren Wasserentnahmestellen sich in der Wallonischen Region befinden, beteiligen sich an der Finanzierung der Schutzmaßnahmen für das Trinkwasser im Verhältnis zu den gewonnenen Volumen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser.

Die gewonnenen Wasservolumen, die zur Wasserversorgung in der Wallonischen Region bestimmt sind, und auf deren Grundlage die Wasserversorger verhältnismäßig die Abwasserreinigung übernehmen, werden aufgrund der den Verbrauchern verteilten und in Rechnung gestellten Wasservolumen berechnet.

Zur Anwendung des vorliegenden Artikels versteht man unter “ Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser” die Inhaber von Wasserentnahmestellen in der Wallonischen Region oder jede Person, die das Wasser in großen Mengen von einem anderen Wassererzeuger erwirbt, der sich für die verkauften Volumen nicht an der öffentlichen Reinigung des Haushaltsabwassers beteiligt hat.”.

Art. 41 - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel D.255 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.255 – § 1. Die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser unterliegen:

1° einerseits:

- a) entweder der Zahlung einer Entnahmesteuer, die sich auf 0,0756 Euro pro im Laufe des Entnahmejahres gewonnenen Kubikmeter Wasser beläuft;
- b) oder dem Abschluss mit der SPGE eines Dienstleistungsvertrags für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers;

2° andererseits:

- a) entweder dem Abschluss mit der SPGE eines Dienstleistungsvertrags für die Abwasserreinigung, nach dessen Bestimmungen der Erzeuger des Wassers die Dienstleistungen der SPGE in Anspruch nimmt, um nach einer bestimmten Planung die öffentliche Abwasserreinigung eines Wasservolumens durchzuführen, das dem zur Verteilung in der wallonischen Region durch die öffentliche Wasserversorgung bestimmten, erzeugten Wasservolumen entspricht;
- b) oder der Durchführung der Aufgabe der Klärung durch den Erzeuger selbst, für ein Volumen, das dem von ihm erzeugten Volumen entspricht.

Die Verpflichtung des Inhabers der Entnahmestelle von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser wird aufgehoben, wenn ein Dienstleistungsvertrag für industrielle Abwasserreinigung abgeschlossen ist und der SPGE ein Kostenpreis für die industrielle Abwasserreinigung für den Teil des in Form von industriellem Abwasser abgeleiteten Volumens überwiesen wird.

§ 2. Die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser unterliegen außerdem einer jährlichen Entnahmeabgabe, die sich auf 0,0756 Euro pro im Laufe des Entnahmejahres gewonnenen Kubikmeter Wasser beläuft.

§ 3. Die folgenden Grundwasserentnahmen unterliegen nicht der Entnahmesteuer oder der Entnahmeabgabe nach den Paragraphen 1 und 2:

- 1° das von den Sanierungseinrichtungen im Rahmen ihrer Wasserhaltungsaufgabe durchgeführte Abpumpen, mit Ausnahme desjenigen Wasservolumens, das sie verkaufen oder verteilen;
- 2° Pumpversuche, deren Dauer zwei Monate nicht übertrifft.”.

Art. 42 - In den durch Artikel 38 eingefügten Abschnitt 2 wird ein Unterabschnitt 2 mit folgender Überschrift eingefügt:

Unterabschnitt 2 – Entnahmestellen von nicht zu Trinkwasser aufbereitem Grundwasser”.

Art. 43 - In den durch Artikel 42 eingefügten Unterabschnitt 12 wird ein Artikel D.256 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.256 – § 1. Die Entnahmestellen von Grubenwasser unterliegen einer jährlichen Entnahmeabgabe, die sich auf 0,0756 Euro pro Kubikmeter Grubenwasser, das die Grundwasservolumen betrifft, beläuft.

§ 2. Die sonstigen Entnahmestellen von nicht zu Trinkwasser aufbereitem Grundwasser, mit Ausnahme der Entnahmen, die 3 000 Kubikmeter nicht erreichen, unterliegen einer jährlichen Entnahmeabgabe, deren Betrag wie folgt festgelegt wird:

- 1° für 0 bis 20 000 Kubikmeter Wasser: 0,03 Euro pro Kubikmeter entnommenen Wassers;
- 2° für 20 001 bis 100 000 Kubikmeter Wasser: 0,06 Euro pro Kubikmeter entnommenen Wassers;
- 3° für mehr als 100 000 Kubikmeter Wasser: 0,09 Euro pro Kubikmeter entnommenen Wassers.

§ 3. Die folgenden Grundwasserentnahmen unterliegen keiner in § 2 genannten Entnahmeabgabe:

- 1° das von den Sanierungseinrichtungen im Rahmen ihrer Wasserhaltungsaufgabe durchgeführte Abpumpen, mit Ausnahme desjenigen Wasservolumens, das sie verkaufen oder verteilen;
- 2° Pumpversuche, deren Dauer zwei Monate nicht übertrifft;
- 3° das anlässlich öffentlicher oder privater (Tief)bauarbeiten durchgeführte Abpumpen;
- 4° das zum Schutz von Gütern bestimmte Abpumpen, mit Ausnahme der Pumparbeiten zu industriellen oder Erwerbszwecken;
- 5° das zur kollektiven Beheizung von Wohngebäuden oder von öffentlichen Gebäuden durchgeführte Abpumpen von Geothermalwasser.”.

Art. 44 - In den durch Artikel 38 eingefügten Abschnitt 2 wird ein Unterabschnitt 3 mit folgender Überschrift eingefügt:

“Unterabschnitt 3 – Entnahmestellen von nicht zu Trinkwasser aufbereitem Oberflächenwasser”.

Art. 45 - In den durch Artikel 44 eingefügten Unterabschnitt 3 wird ein Artikel D. 257 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.257 – § 1. Die Entnahmestellen von nicht zu Trinkwasser aufbereitem Oberflächenwasser mit Ausnahme der jährlichen Entnahmen, die 100 000 Kubikmeter nicht erreichen, unterliegen einer jährlichen Entnahmeabgabe, deren Betrag folgenderweise festgesetzt wird:

- 1° für 0 bis 999 999 Kubikmeter Wasser: 0,063 Euro pro Kubikmeter entnommenen Wassers;
- 2° für 1 000 000 bis 9 999 999 Kubikmeter Wasser: 0,037 Euro pro Kubikmeter entnommenen Wassers;
- 3° für 10 000 000 bis 99 999 999 Kubikmeter Wasser: 0,020 Euro pro Kubikmeter entnommenen Wassers;
- 1° für mehr als 99 999 999 Kubikmeter Wasser: 0,004 Euro pro Kubikmeter entnommenen Wassers.

Für die in Absatz 1 genannte Entnahmeabgabe wird ein Reduktionskoeffizient auf die entnommenen und in die Oberflächengewässer zurückgeführten Volumen angewandt. Dieser Koeffizient entspricht $[1 - ((\text{zurückgeführtes Volumen} / \text{entnommenes Gesamtvolumen}) / 2)]$.

§ 2. Die folgenden Oberflächenwasserentnahmen unterliegen keiner in § 1 genannten Entnahmeabgabe:

- 1° das von den Sanierungseinrichtungen im Rahmen ihrer Wasserhaltungsaufgabe durchgeführte Abpumpen, mit Ausnahme desjenigen Wasservolumens, das sie verkaufen oder verteilen;
- 2° das anlässlich öffentlicher oder privater (Tief)bauarbeiten durchgeführte Abpumpen;
- 3° das zum Schutz von Gütern bestimmte Abpumpen;
- 4° das zur kollektiven Beheizung von Wohngebäuden oder öffentlichen Gebäuden bestimmte Abpumpen, mit Ausnahme des zu industriellen Zwecken oder zu Erwerbszwecken durchgeführten Abpumpens;
- 5° die ausschließlich zur Erzeugung von Grünstrom im Sinne des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts bestimmten Entnahmen."

Art. 46 - In den durch Artikel 35 eingefügten Kapitel II wird ein Abschnitt 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:
"Abschnitt 3 — Abgabe für die Einleitung von industriellem und Haushaltsabwasser".

Art. 47 - In den durch Artikel 46 eingefügten Abschnitt 3 wird ein Unterabschnitt 1 mit folgender Überschrift eingefügt:

"Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen".

Art. 48 - In den durch Artikel 47 eingefügten Unterabschnitt 1 wird ein Artikel D. 258 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.258 – Es wird eine jährliche Abgabe für die Einleitung von Abwasser festgesetzt".

Art. 49 - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel D.259 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.259 – Der Abgabe unterliegen:

- 1° jede natürliche oder juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, einschließlich der Interkommunalen (außer im Rahmen der Ausübung der Aufgaben in Zusammenhang mit dem Status als zugelassene Sanierungseinrichtung), nachstehend als "Unternehmen" bezeichnet, die industrielles Abwasser in die öffentlichen Kanalisationen, Abwassersammler, Klärstationen der Sanierungseinrichtungen oder in das Oberflächen- oder Grundwasser einleitet;
- 2° jede natürliche oder juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, einschließlich der Interkommunalen (außer im Rahmen der Ausübung der Aufgaben in Zusammenhang mit dem Status als zugelassene Sanierungseinrichtung), die Haushaltsabwasser in die in Ziffer 1° erwähnten Vorfluter einleitet und die aufgrund einer Wasserzufuhr, die nicht aus der öffentlichen Versorgung stammt, nicht zu den im tatsächlichen Kostenpreis des Wassers enthaltenen Reinigungskosten beiträgt, außer wenn sie in Anwendung des Artikels D.270 über eine Freistellung verfügt;
- 3° jede natürliche oder juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, einschließlich der Interkommunalen (außer im Rahmen der Ausübung der Aufgaben in Zusammenhang mit dem Status als zugelassene Sanierungseinrichtung), die Haushaltsabwasser in die in Ziffer 1° erwähnten Vorfluter einleitet und die über die in Artikel D.229, 2° erwähnte Freistellung des TKAR verfügt."

Art. 50 - In den durch Artikel 46 eingefügten Abschnitt 3 wird ein Unterabschnitt 2 mit folgender Überschrift eingefügt:

"Unterabschnitt 2 — Sonderbestimmungen bezüglich der Einleitung von industriellem Abwasser".

Art. 51 - In den durch Artikel 50 eingefügten Unterabschnitt 2 wird ein Artikel D. 260 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.260 – § 1. Die jährliche Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser steht im Verhältnis zu der gemäß den Formeln der Artikel D.262 und D.265 berechneten Schadstoffbelastung des besagten Abwassers.

Die zu berücksichtigende Schadstoffbelastung entspricht derjenigen des industriellen Abwassers, das im Laufe des Jahres, das dem Jahr der Veranschlagung vorhergeht, eingeleitet wurde.

§ 2. Das Unternehmen, das industrielles Abwasser in eine öffentliche Klärstation einleitet, schließt einen Dienstleistungsvertrag für industrielle Abwasserreinigung ab. Es hat die in diesem Vertrag vorgesehenen Kosten der industriellen Reinigung für die derart eingeleiteten Abwasservolumen zu zahlen.

Das Unternehmen, das einen Dienstleistungsvertrag für industrielle Abwasserreinigung abgeschlossen hat, wird ab dem Datum der Unterzeichnung des Vertrags von der in Paragraph 1 genannten jährlichen Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser freigestellt.

§ 3. Die Regierung verabschiedet das Muster des Dienstleistungsvertrags für industrielle Abwasserreinigung.

In dem Vertrag werden mindestens folgende Elemente angegeben:

- 1) die Definition der von der SPGE oder von den zugelassenen Sanierungseinrichtungen geleisteten Dienste zur Sammlung und Klärung des industriellen Abwassers;
- 2) die eingeschätzte Menge und Art des vom Industriellen in das Netz oder die Klärstation, die Gegenstand eines Abkommens zwischen den Parteien sind, abgeleiteten Abwassers;
- 3) die Modalitäten für die Berechnung des in Artikel D.2, 20°bis erwähnten Kostenpreises für die industrielle Abwasserreinigung;

- 4) die Kontrollen, die die SPGE oder die zugelassene Sanierungseinrichtung durchführen dürfen, um die Übereinstimmung des abgeleiteten Abwassers mit den vertraglichen Bestimmungen zu überprüfen, und die Modalitäten für die Ausübung dieser Kontrollen;
- 5) die vorgesehenen Strafmaßnahmen, wenn die Parteien ihre Verpflichtungen nicht einhalten;
- 6) die Gründe für eine eventuelle Kündigung des Vertrags und die Folgen einer solchen Kündigung;
- 7) die eventuellen Ausnahmen oder Abweichungen vom Grundsatz, aufgrund dessen der Vertrag für eine unbefristete Dauer abgeschlossen wird.

Unter Berücksichtigung der sozialen, umweltbezogenen und wirtschaftlichen Auswirkungen der Rückforderung der Kosten für die Dienstleistungen entspricht der Kostenpreis für die industrielle Abwasserreinigung dem tatsächlichen Kostenpreis für die industrielle Abwasserreinigung oder dem gleichwertigen Betrag der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser, wenn der besagte tatsächliche Kostenpreis diese übersteigt.

Um das Vorhandensein und den Betrag des Kostenpreises für die industrielle Abwasserreinigung (KIAR) festzulegen, können die SPGE oder die von der SPGE beauftragte zugelassene Sanierungseinrichtung auf alle vom allgemeinen Recht angenommenen Beweismittel zurückgreifen.

Wenn das Unternehmen, das industrielles Abwasser einleitet, es versäumt, der SPGE die Werte der zu berücksichtigenden Parameter zu übermitteln, kann Letztere Entnahmen und Analysen vornehmen oder vornehmen lassen, die zur Festlegung dieser Werte bestimmt sind, wobei die dadurch entstehenden Kosten dem Unternehmen angerechnet werden. Falls keine Analysen vorliegen, wird die für die Berechnung des tatsächlichen Kostenpreises der industriellen Abwasserreinigung auf der Grundlage der verfügbaren einschlägigen Informationen eingeschätzt.

Die SPGE kann auf Antrag der Wallonischen Regierung die Dienstleistungsverträge pro Kategorie von Industriellen ohne Entschädigung und mit einer Kündigungsfrist von 12 Monaten auflösen.

§ 4. Die SPGE oder der Betreiber der öffentlichen Sanierungsinfrastruktur können die Abwasserreinigung jedes Mal unterbrechen oder einschränken, wenn Reparatur-, Erneuerungs-, Abänderungs-, Verlegungs-, Instandhaltungs- oder Betriebsarbeiten dies erforderlich machen.

In diesen Fällen bemüht sich der Betreiber, die Anzahl der Ausfälle und deren Dauer auf ein Minimum einzuschränken. Die betroffenen Unternehmen, die industrielles Abwasser einleiten, werden von den Arbeiten in Kenntnis gesetzt, und zwar spätestens fünf Werktage vor deren Beginn.

In Dringlichkeitsfällen oder bei Ausfällen von weniger als einer Stunde werden die Unternehmen, die industrielles Abwasser einleiten, von den Arbeiten in Kenntnis gesetzt, und zwar innerhalb einer vernünftigen Frist vor deren Beginn. Es können Sicherungsmaßnahmen oder Maßnahmen zur Verringerung der Schäden vor deren Mitteilung an die betroffenen Unternehmen, die industrielles Abwasser einleiten, eingeleitet werden.

Bei Dienstaussetzungen oder -einstellungen wegen Gemeinnützigkeit infolge der höheren Gewalt oder der Ermahnung des Unternehmens, das industrielles Abwasser einleitet, sind die SPGE oder der Betreiber nicht verpflichtet, eine Entschädigung oder einen Ausgleich zu zahlen.

§ 5. Um die gute Bewirtschaftung des industriellen Abwassers zu fördern, kann die Wallonische Regierung die Übertragung an die SPGE eines in einem Gewerbegebiet befindlichen Immobilienguts oder eines Teils eines solchen Immobilienguts, in Volleigentum oder im Untergrund, nach Zustimmung der SPGE und ohne Rückerstattung der/des durch das Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten gewährten Beihilfe/Zuschusses genehmigen. Das Abwasserreinigungsbauwerk wird vom Veräußerer den Normen angepasst.“

Art. 52 - In denselben Unterabschnitt 2 wird ein Artikel D.261 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.261 – Der Ausgangssatz der Abgabe pro Belastungseinheit des eingeleiteten Industrieabwassers, nachstehend Abgabe je Einheit genannt, wird ab dem 1. Januar 2015 auf 13 Euro festgelegt.“

Art. 53 - In denselben Unterabschnitt 2 wird ein Artikel D.262 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.262 – Die Schadstoffbelastung des eingeleiteten Industrieabwassers wird nach folgender Formel berechnet:

$$N = N1 + N2 + N3 + N4 + N5$$

Wobei:

1° “N” der Anzahl Belastungseinheiten entspricht;

2° $N1 = (Q/180) * [a + (0.35 * MS/500) + (0.45 * D.C.O./525)] * (0.4 + 0.6 d)$

Wobei:

a) “N1” der Anzahl Belastungseinheiten in Verbindung mit dem Vorhandensein von Schwebstoffen und oxidierbaren Stoffen entspricht;

b) “Q” dem in Litern ausgedrückten täglichen Durchschnittsvolumen des Industrieabwassers entspricht, das von dem Unternehmen im Laufe des arbeitsreichsten Monats des Jahres eingeleitet wird, mit Ausnahme des Kühlwassers. Das Durchschnittsvolumen ergibt sich aus der Teilung des monatlichen Volumens durch die Anzahl der Einleitungstage im Laufe des arbeitsreichsten Monats.

c) “MS” dem in mg/l ausgedrückten Gehalt an Schwebstoffen des Rohwassers, auf das sich “Q” bezieht, entspricht;

d) “D.C.O.” dem in mg/l ausgedrückten chemischen Sauerstoffbedarf des Wassers, auf das sich “Q” nach zweistündiger Absetzzeit bezieht, entspricht;

e) “a” ein Koeffizient ist, dessen Wert 0,2 entspricht, außer wenn das Wasser unmittelbar in ein Oberflächengewässer eingeleitet wird; in diesem Fall ist der Wert gleich 0;

f) “d” dem Berichtigungsfaktor entspricht, der sich aus der Bruchzahl ergibt, die 225 als Nenner und die Anzahl Tage, an denen Abwasser abgeleitet worden ist, als Zähler hat; dieser Faktor wird für saisonale oder gelegentliche Tätigkeiten berücksichtigt, bei denen nachgewiesen werden kann, dass Abwässer während weniger als 225 Kalendertage im Jahr abgeleitet werden; in den anderen Fällen ist der Faktor “d” gleich 1;

3° $N2 = [Q1 (Xi + 0,2 Yi + 10 Zi)] / 500$

Wobei:

a) “N2” der Anzahl Belastungseinheiten in Verbindung mit dem Vorhandensein von Schwermetallen entspricht;

- b) "Q1" dem in Kubikmetern ausgedrückten jährlichen Volumen von industriellem Abwasser entspricht, das im Laufe des Jahres eingeleitet wird, mit Ausnahme des Kühlwassers;
 - c) "Xi" der in mg/l ausgedrückten Summe der im Wasser, auf das sich "Q1" bezieht, gemessenen durchschnittlichen Konzentrationen an folgenden Elementen entspricht: Arsen, Chrom, Kupfer, Silber;
 - d) "Yi" der in mg/l ausgedrückten durchschnittlichen Konzentration an Zink entspricht, die im Wasser, auf das sich "Q1" bezieht, gemessen wird;
 - e) "Zi" der in mg/l ausgedrückten Summe der im Wasser, auf das sich "Q1" bezieht, gemessenen durchschnittlichen Konzentrationen an folgenden Elementen entspricht: Cadmium, Quecksilber, Nickel und Blei;
- 4° $N3 = (Q1 (N + P))/10.000$

Wobei:

- a) "N3" der Anzahl Belastungseinheiten in Verbindung mit dem Vorhandensein von Nährstoffen entspricht;
 - b) "Q1" dem in Kubikmetern ausgedrückten jährlichen Volumen von industriellem Abwasser entspricht, das im Laufe des Jahres eingeleitet wird, mit Ausnahme des Kühlwassers;
 - c) "N" der in mgN/l ausgedrückten durchschnittlichen Konzentration an Gesamtstickstoff entspricht, die im Abwasser, auf das sich Q1 bezieht, gemessen wird;
 - d) "P" der in mgP/l ausgedrückten durchschnittlichen Konzentration an Gesamtphosphor entspricht, die im Abwasser, auf das sich Q1 bezieht, gemessen wird;
- 5° $N4 = 0,2.Q2 dt/10.000$:

Wobei:

- a) "N4" der Anzahl Belastungseinheiten in Verbindung mit dem Temperaturunterschied zwischen dem eingeleiteten Abwasser und dem aufnehmenden Oberflächenwasser entspricht;
 - b) "Q2" dem in Kubikmetern ausgedrückten jährlichen Volumen von dem vom Unternehmen eingeleiteten Kühlwasser entspricht;
 - c) "dt" dem in Grad Celsius ausgedrückten durchschnittlichen Temperaturunterschied zwischen dem entnommenen Wasser und dem eingeleiteten Wasser, auf das sich Q2 bezieht, entspricht;
 - d) "N4" nur dann berücksichtigt wird, wenn Q2 dt mindestens gleich 1.000.000 ist;
- 6° $N5 = e.(Q1.TU)/1000$:

Wobei:

- a) "N5" der Anzahl Belastungseinheiten in Verbindung mit dem Toxizitätsgrad entspricht;
- b) "e" ein Reduktionskoeffizient ist, durch den die Ökotoxikologie schrittweise eingeführt werden soll. Ab dem 1. Januar 2015 ist der Koeffizient "e" gleich 1. Ab dem 1. Januar 2016 ist der Koeffizient gleich 0,25. Ab dem 1. Januar 2017 ist der Koeffizient gleich 0,50. Ab dem 1. Januar 2018 ist der Koeffizient gleich 1;
- c) "Q1" dem in Kubikmetern ausgedrückten jährlichen Volumen von eingeleitetem industriellem Abwasser, mit Ausnahme des Kühlwassers entspricht;
- d) "TU" den in "Äquitox" ausgedrückten Toxizitätseinheiten für 1 Kubikmeter und 100/EC50-24h' entsprechen;
- e) EC50-24h der Konzentration entspricht, die eine Immobilisationswirkung auf die Hälfte der Population von "*daphnia magna*" (Süßwasserleinkrebs) nach 24-stündiger Aussetzung in den Abwässern hat, wobei ihr Wert in Prozent der einem Test unterworfenen Abwässer ausgedrückt wird.

Wenn die in Absatz 2, 6°, e) erwähnte EC50-24h über 100 Prozent liegt, gilt das Abwasser als ungiftig (TU = 0).

Die Regierung bestimmt die der Anwendung des in Absatz 2, 6°, a) erwähnten N5 unterliegenden Tätigkeitssektoren je nach der Charakterisierung der Ableitungen und verabschiedet die Modalitäten der Analysen."

Art. 54 - In denselben Unterabschnitt 2 wird ein Artikel D.263 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.263 – § 1. Die Werte der in Artikel D.262 erwähnten Parameter entsprechen den Höchstwerten, die in der Umweltgenehmigung des Abgabepflichtigen angegeben werden, insofern diese solche umfasst, und der Abgabepflichtige die Vorschriften der Umweltgenehmigung oder die tatsächlichen Durchschnittswerte, die von einem von der Regierung zugelassenen Laboratorium im Sinne des Artikels D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches oder von einem Referenzlaboratorium der Wallonischen Region gemäß den Richtlinien und unter Kontrolle der Verwaltung auf Kosten des Abgabepflichtigen festgelegt werden, einhält.

Wenn der Abgabepflichtige es versäumt, der Verwaltung die Werte der zu berücksichtigenden Parameter zu übermitteln, kann diese Entnahmen und Analysen vornehmen oder vornehmen lassen, die zur Festlegung dieser Werte bestimmt sind, wobei die dadurch entstehenden Kosten dem Abgabepflichtigen angerechnet werden.

Die Regierung legt die technischen Modalitäten zur Bestimmung der Werte der in Artikel D.262 erwähnten Parameter fest.

§ 2. Der Abgabepflichtige kann von den im eingeleiteten Abwasser gemessenen Werten der Parameter MS, DCO, Xi, Yi, Zi, N und P die entsprechenden Werte abziehen, die im Versorgungswasser von einem von der Regierung gemäß den von ihr bestimmten Regeln zugelassenen Analyzelaboratorium auf Kosten des Abgabepflichtigen gemäß den Richtlinien und unter Kontrolle der Verwaltung gemessen wurden.

Der Abzug erfolgt für jeden Parameter getrennt und führt nicht dazu, dass die Werte bestimmter Parameter negativ werden."

Art. 55 - In denselben Unterabschnitt 2 wird ein Artikel D.264 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.264 – Wenn die Verwaltung die Werte der in Artikel D.262 erwähnten Formel angeführten Parameter nicht kennt und sie aufgrund der zu ihrer Verfügung stehenden Bewertungselemente nicht auf angemessene Weise ermitteln kann oder wenn man für eine zuverlässige Bestimmung der tatsächlichen Durchschnittswerte dieser Parameter auf technische oder wirtschaftliche Schwierigkeiten stößt, berechnet die Verwaltung die Schadstoffbelastung anhand der in Artikel D.265 festgelegten vereinfachten Formel."

Art. 56 - In denselben Unterabschnitt 2 wird ein Artikel D.265 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.265 – Die vereinfachte Formel der Schadstoffbelastung ist Folgende:

"N = N1 + N2"

Wobei:

1° "N" der Gesamtzahl Belastungseinheiten entspricht;

2° "N1 = A C1/B":

Wobei:

a) "N1" der Anzahl Belastungseinheiten in Verbindung mit dem Vorhandensein von Schwebstoffen und oxidierbaren Stoffen entspricht;

b) "A" der je nach der benutzten Grundlage ausgedrückten jährlichen Tätigkeit entspricht;

c) "B" der Grundlage entspricht, die in der Spalte 3 der in der Anlage I angeführten Tabelle angegeben wird;

d) "C1" dem Umrechnungsfaktor entspricht, der in der Spalte 4 der in der Anlage I angeführten Tabelle angegeben wird.

3° "N2 = (Q1. - Q2) C2 + Q2 C3"

Wobei:

a) "N2" der Anzahl Belastungseinheiten in Verbindung mit dem Vorhandensein von Schwermetallen, Nährstoffen und Kühlwasser entspricht;

b) "Q1" dem in Kubikmetern ausgedrückten jährlichen Volumen von eingeleitetem industriellen Abwasser entspricht;

c) "Q2" dem in Kubikmetern ausgedrückten jährlichen Volumen von eingeleitetem Kühlwasser entspricht;

d) "C2" 1/100 entspricht, außer wenn ein anderer Umrechnungsfaktor in der Spalte 5 der in der Anlage I angeführten Tabelle angegeben wird;

e) "C3" 1/10.000 entspricht;

f) das Ergebnis Q2 C3 nur berücksichtigt wird, wenn Q2 mindestens 200 000 Kubikmeter beträgt."

Art. 57 - In denselben Unterabschnitt 2 wird ein Artikel D.266 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.266 – § 1. Die jährliche Abgabe ist das Ergebnis aus der Multiplikation der in Artikel D.261 erwähnten Abgabe je Einheit mit der gemäß Artikel D.262 oder Artikel D.265 festgelegten Anzahl N Belastungseinheiten.

§ 2. Falls mehrere Unternehmen ihr Abwasser gemeinsam einleiten oder dieses gemeinsam behandeln, wird die Abgabe zwischen den Unternehmen in gleiche Teile aufgeteilt.

Jedes der in Absatz 1 erwähnten Unternehmen ist verpflichtet, die Bestimmungen der Artikel D.276 bis D.280 einzuhalten.

Die Unternehmen, die ihre Schadstoffbelastung genau bestimmen können, können getrennt besteuert werden.

In diesem Fall wird der Restbetrag der Abgabe von der Verwaltung in gleiche Teile zwischen die restlichen Unternehmen aufgeteilt".

Art. 58 - In den durch Artikel 46 eingefügten Abschnitt 3 wird ein Unterabschnitt 3 mit folgender Überschrift eingefügt:

"Unterabschnitt 3 — Sonderbestimmungen bezüglich der Einleitung von Haushaltsabwasser".

Art. 59 - In den durch Artikel 58 eingefügten Unterabschnitt 3 wird ein Artikel D. 267 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.267 – Die jährliche Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser steht im Verhältnis zu dem in Kubikmetern ausgedrückten eingeleiteten Wasservolumen.

Die in Artikel D.259, 2° erwähnte Abgabe je Einheit pro Kubikmeter von eingeleitetem Abwasser wird ab dem 1. Januar 2015 auf 1,935 Euro festgelegt."

Art. 60 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel D.268 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.268 – § 1. Das Wasservolumen, auf das die in Artikel D.267 erwähnte Abgabe anwendbar ist, wird gemäß den durch die vorliegende Bestimmung festgelegten Regeln ermittelt, und zwar anhand der Zählvorrichtungen für das vom Abgabepflichtigen entnommene Wasser oder in Ermangelung dessen auf der Grundlage seines vermutlichen Verbrauchs oder jedes anderen Beweismittels, über das die Verwaltung verfügt, um seinen Verbrauch zu ermitteln.

Der vermutliche Verbrauch des Abgabepflichtigen entspricht dem Ergebnis der Multiplikation der Anzahl der in der Anlage II erwähnten Einheiten mit dem entsprechenden vermutlichen Verbrauch je Einheit. Die zu berücksichtigende Anzahl Einheiten entspricht der Höchstzahl Einheiten, die im Laufe des Einleitungsjahres registriert wurden.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 wird das Volumen für die landwirtschaftlichen Betriebe pauschal auf 90 Kubikmeter festgesetzt.

§ 3. Für die Personen, die gleichzeitig industrielles und Haushaltsabwasser einleiten, wird die in Artikel D.267 erwähnte Abgabe auf den Teil des entnommenen Volumens angewandt, das in der Form von Haushaltsabwasser eingeleitet wird."

Art. 61 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel D.269 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.269 – Die jährliche Abgabe ist das Ergebnis aus der Multiplikation der in Artikel D.267 erwähnten Abgabe je Einheit mit dem gemäß Artikel D.268 festgelegten, in Kubikmeter ausgedrückten Wasservolumen."

Art. 62 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel D.270 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.270 – Die natürlichen oder juristischen Personen öffentlichen oder privaten Rechts, die das Haushaltsabwasser klären, das sie erzeugen oder zwecks seiner Behandlung empfangen, haben Anspruch auf eine Befreiung oder Rückerstattung der Abgabe oder des tatsächlichen Kostenpreises für die Abwasserreinigung (TKAR) unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen.

Die Wasservolumen, die von den Personen entnommen werden, die Anspruch auf eine Befreiung oder Rückerstattung der Abgabe oder des TKAR haben, werden den in Artikel D.254, Absatz 2 erwähnten Wasservolumen nicht zugerechnet."

Art. 63 - In den durch Artikel 35 eingefügten Kapitel II wird ein Abschnitt 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:
 "Abschnitt 4 — Abgabe für die durch landwirtschaftliche Betriebe verursachten Umweltbelastungen".

Art. 64 - In den durch Artikel 63 eingefügten Abschnitt 4 wird ein Artikel D. 271 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.271 – Um die Rückforderung der mit der Wasserressource verbundenen Umweltkosten zu sichern, wird eine jährliche Abgabe auf die durch landwirtschaftliche Betriebe verursachte Umweltbelastung eingeführt."

Art. 65 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel D.272 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.272 – Die zur Berechnung der jährlichen Abgabe zu berücksichtigende globale Umweltbelastung entspricht der Summe der Umweltbelastung "Viehbestand" und der Umweltbelastung "Böden", die im Laufe des Jahres, das dem Veranlagungsjahr vorhergeht, im Betrieb entstanden ist.

Art. 66 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel D.273 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.273 – § 1. Die Anzahl Umweltbelastungseinheiten wird nach folgender Formel berechnet:

$$"N = N1 + N2"$$

Wobei:

"N" der Anzahl Umweltbelastungseinheiten entspricht.

§ 2. N1 entspricht der Umweltbelastung "Viehbestand". Die Belastung wird festgelegt, indem die Erzeugnisse, die sich aus der Multiplikation der Anzahl Tiere einer jeden Kategorie mit ihrem in der Tabelle der Anlage III angeführten Stickstoffkoeffizienten ergeben, addiert werden.

Der Stickstoffkoeffizient gibt den jährlichen Wert der Stickstofferzeugung pro Tierart an.

$N1 = \text{Anzahl Tiere je Kategorie} \times \text{Stickstoffkoeffizient der entsprechenden Kategorie.}$

§ 3. N2 entspricht der Umweltbelastung "Böden". Die Belastung wird festgelegt, indem die Umweltbelastung "Stickstoff" (A), die Umweltbelastung "Pestizide" (B) und die Umweltbelastung "Erosion" (C) addiert werden.

$$"N2 = A+B+C"$$

Wobei:

"A" der Umweltbelastung "Stickstoff" entspricht, die durch das Addieren der Erzeugnisse aus der Multiplikation der in Hektar ausgedrückten Flächen einer jeden Anbauart mit ihrem in der Anlage III angeführten Stickstoffkoeffizienten festgelegt wird.

Der Stickstoffkoeffizient gibt den durchschnittlichen Stickstoffrückstand im Boden je Anbauart an.

$A = \text{Flächen je Kategorie} \times \text{Stickstoffkoeffizient der entsprechenden Kategorie.}$

"B" der Umweltbelastung "Pestizide" entspricht, die durch das Addieren der Erzeugnisse aus der Multiplikation der in Hektar ausgedrückten Flächen einer jeden Anbauart mit ihrem in der Tabelle der Anlage III angeführten Koeffizienten "Pestizide" festgelegt wird.

Der Koeffizient "Pestizide" spiegelt die durchschnittliche Verwendung von Pestiziden je Anbauart wider.

$B = \text{Flächen je Kategorie} \times \text{Koeffizient "Pestizide" der entsprechenden Kategorie.}$

"C" der Umweltbelastung "Erosion" entspricht, die durch das Addieren der Erzeugnisse aus der Multiplikation der in Hektar ausgedrückten, sich auf Hängen mit einem Gefälle von mehr als 10 Prozent befindenden Flächen einer jeden Anbauart mit ihrem in der Tabelle der Anlage III angeführten Erosionskoeffizienten festgelegt wird.

Der Erosionskoeffizient gibt das mit dem Anbau verbundene Erosionspotenzial an.

$C = \text{Flächen auf Hängen mit einem Gefälle von mehr als 10 Prozent je Kategorie} \times \text{Erosionskoeffizient der entsprechenden Kategorie.}$

Art. 67 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel D.274 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.274 – § 1. Der Ausgangssatz der Abgabe pro Belastungseinheit in Verbindung mit dem landwirtschaftlichen Betrieb, nachstehend Abgabe je Einheit genannt, wird ab dem 1. Januar 2015 auf 10 Euro festgelegt.

§ 2. Die zu berücksichtigende globale Umweltbelastung wird gemäß der Anlage III festgelegt.

§ 3. Die für jede Kategorie zu berücksichtigende Anzahl Tiere entspricht der durchschnittlichen Anzahl Tiere dieser Kategorie, die im Laufe des Jahres, das dem Veranlagungsjahr vorhergeht, gehalten oder gezüchtet wurden.

§ 4. Die durchschnittliche Belastungseinheit "Böden" eines landschaftlichen Betriebs ergibt sich durch die Teilung der Umweltbelastung "Böden" (N2) durch die in Hektar ausgedrückte Gesamtfläche des Betriebs.

§ 5. Die ersten dreißig Hektar eines Betriebes sind von der Abgabe befreit.

Diese Befreiung wird berechnet, indem die durchschnittliche Belastungseinheit "Böden" des Betriebs mit 30 multipliziert wird."

Art. 68 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel D.275 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.275 – § 1. In Abweichung von Artikel D.273, § 2 beträgt der Wert der Umweltbelastung "Viehbestand" Null, wenn der Abgabepflichtige Inhaber einer kraft Artikel D.177 ausgestellten Konformitätsbescheinigung für Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzuchtabwässern ist, oder wenn die Ausstellung dieser Bescheinigung gerade Gegenstand eines Untersuchungsverfahrens ist. Falls aus dieser Untersuchung hervorgeht, dass die Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzuchtabwässern nicht konform sind, berechnet die Verwaltung den Betrag der Abgabe innerhalb einer Frist von vier Jahren nach deren Festlegung nach.

In Abweichung von Artikel D.273, § 2 beträgt der Wert der Umweltbelastung "Viehbestand" Null, wenn der landwirtschaftliche Betrieb des Abgabepflichtigen kraft der Vorschriften bezüglich der Umweltgenehmigung nicht eingestuft ist.

§ 2. In Bezug auf den Maisanbau wird der Stickstoffkoeffizient in Abweichung von Artikel D.273, § 3 um 40 Prozent verringert, wenn der Abgabepflichtige wenigstens einmal auf der Grundlage einer Analyse des Stickstoffprofils des Bodens, die im Frühling des Jahres vor dem Veranlagungsjahr von einem nach den von der Regierung festgelegten Regeln zugelassenen Labor durchzuführen ist, im Hinblick auf eine verantwortungsbewusste Düngung beraten worden ist.

In Bezug auf den Kartoffelanbau wird der Stickstoffkoeffizient in Abweichung von Artikel D.273, § 3 um 40 Prozent verringert, wenn der Abgabepflichtige wenigstens einmal auf der Grundlage einer Analyse des Stickstoffprofils des Bodens, die im Frühling des Jahres vor dem Veranlagungsjahr von einem nach den von der Regierung festgelegten Regeln zugelassenen Labor durchzuführen ist, im Hinblick auf eine verantwortungsbewusste Düngung beraten worden ist.

In Abweichung von Artikel D.273, § 3 beträgt der Wert der Umweltbelastung "Pestizide"

- 1° Null, wenn der Abgabepflichtige im Einklang mit den von der Wallonischen Regierung kraft des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erlassenen Bestimmungen einen ökologischen Landbau betreibt;
- 2° 50 Prozent des normal berechneten Werts, wenn sich der Abgabepflichtige verpflichtet, am Verfahren der integrierten Bekämpfung – auch "Integrated Pest Management" genannt, abgekürzt "IPM" – teilzunehmen.

In Abweichung von Artikel D.273, § 3 beträgt der Wert der Umweltbelastung "Erosion" Null, wenn der Abgabepflichtige die von der Wallonischen Regierung kraft des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erlassenen Bestimmungen bezüglich begraster Streifen einhält.

§ 3. Die Wallonische Regierung legt die Modalitäten für die Abgabenermäßigungen und für die Bodenbeprobung im Frühjahr zur Analyse des Stickstoffprofils fest."

Art. 69 - In das durch Artikel 35 eingefügte Kapitel II wird ein Abschnitt 5 mit folgender Überschrift eingefügt:
"Abschnitt 5 — Erklärung, Zahlung und Eintreibung der Abgaben und Steuern".

Art. 70 - In den durch Artikel 69 eingefügten Abschnitt 5 wird ein Artikel D.276 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.276 – Das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen direkten Abgaben findet auf die in diesem Kapitel genannten Abgaben und Steuern Anwendung. Die in diesem Abschnitt vorgesehenen besonderen Bestimmungen sind ebenfalls anwendbar."

Art. 71 - In denselben Abschnitt 5 wird ein Artikel D.277 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.277 – Jeder Steuer- bzw. Abgabepflichtige teilt der Verwaltung jährlich alle Angaben mit, die zur Ermittlung des während des vorangehenden Jahres erzeugten oder entnommenen Wasservolumens oder seiner im vorangehenden Jahr entstandenen Belastung erforderlich sind."

Art. 72 - In denselben Abschnitt 5 wird ein Artikel D.278 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.278 – § 1. Die Erklärung erfolgt mittels eines Formulars, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird. Jeweils vor dem 31. Januar des Veranlagungsjahres übermittelt die Verwaltung die Erklärung den Steuer- bzw. Abgabepflichtigen, die sie direkt an sie adressiert.

Steuer- bzw. Abgabepflichtige, die das Formular nicht erhalten haben, holen eine Erklärung beim Sitz der Verwaltung ein.

Im Falle einer Tätigkeitseinstellung lässt sich der Steuer- bzw. Abgabepflichtige ein Erklärungsformular von der Verwaltung geben und sendet dieser die Erklärung binnen zwei Monaten nach der Tätigkeitseinstellung zurück.

§ 2. Ab dem Zeitpunkt, wo die Verwaltung Zugang zu den im Rahmen des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in das InVeKoS eingegebenen Daten hat, gelten diese für die Festsetzung der Abgabe für die Umweltbelastungen als Erklärung.

§ 3. Die Regierung bestimmt die Voraussetzungen, unter denen der Steuer- bzw. Abgabepflichtige seine Erklärung auf elektronischem Wege abgeben kann.

Die Regierung kann die Bedingungen bestimmen, unter denen dieses Verfahren verbindlich wird.

§ 4. Die von der Verwaltung oder der SPGE zusammengetragenen zweckmäßigen Daten, die als Beitrag zu den Maßnahmen zur Rückforderung der Kosten genutzt werden, werden zwischen diesen beiden Körperschaften ausgetauscht.

Die nachstehend aufgeführten Daten werden von der Verwaltung an die SPGE weitergegeben, um ihr die Erhebung und die Rückerstattung des TKAR oder des Kostenpreises für die industrielle Abwasserreinigung (KIAR) in Anwendung der Artikel D.228, D.229 und D.260 zu ermöglichen:

- 1° der Name und die Bankverbindung des Steuer- bzw. Abgabepflichtigen;
- 2° die Anschrift, der Betriebssitz, die MwSt.- und die Unternehmensnummer des Steuer- bzw. Abgabepflichtigen;
- 3° das vom Steuer- bzw. Abgabepflichtigen entnommene Wasservolumen, wobei zwischen Volumen aus dem öffentlichen Versorgungsnetz oder nicht unterschieden wird;
- 4° der Betrag des TKAR, so wie er auf den Wasserrechnungen angegeben wird, die der Steuer- bzw. Abgabepflichtige im Rahmen seiner Erklärung der Verwaltung vorgelegt hat;
- 5° der Betrag der Abgabe auf Industrie- und Haushaltsabwässer;
- 6° die Ergebnisse der Selbstkontrollen von Unternehmen, die an eine öffentliche Klärstation angeschlossen sind;
- 7° die in der Umweltgenehmigung mit eingeschlossene Einleitungsgenehmigung für Industrieabwässer.

§ 5. Die von der Verwaltung im Rahmen der Festsetzung der Steuer auf Abwasserableitungen oder der Entnahmeabgaben gesammelten Daten können anderen Dienststellen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie weitergegeben werden, um ihnen die Erledigung ihrer Aufgaben der Eintreibung, der Überwachung und der Gewässerbewirtschaftung zu ermöglichen.

§ 6. Die Regierung kann den Datenaustausch zwischen den in Art. D.278 § 4 und D.278 § 5 genannten Diensten gestatten. Die Regierung bestimmt die Modalitäten dafür."

Art. 73 - In denselben Abschnitt 5 wird ein Artikel D.279 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.279 – Die Erklärung wird vor dem 31. März eines jeden Jahres dem Sitz der Verwaltung zugesandt oder dort eingehändigt. Die SPGE teilt der Verwaltung vor dem 31. März eines jeden Jahres die Daten Erhebungen der Ableitungen von Industrieabwasser mit."

Art. 74 - In denselben Abschnitt 5 wird ein Artikel D.280 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.280 – Die Erklärung wird überprüft, und der Betrag der Abgaben bzw. Steuern wird von der Verwaltung festgesetzt."

Art. 75 - In denselben Abschnitt 5 wird ein Artikel D.281 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.281 – Die Entnahmesteuer und die Abgabe werden in vierteljährlichen Abzahlungsraten eingezogen.

Jede Rate entspricht 20 Prozent des Betrags der zuletzt von der Verwaltung festgesetzten Entnahmesteuer oder Abgabe.

Falls noch keine Entnahmesteuer oder Abgabe festgelegt worden ist, beläuft sich jede Abzahlungsrate des ersten Jahres auf 20 Prozent des Betrags, der den vom Steuer- bzw. Abgabepflichtigen in seinem Genehmigungsantrag geschätzten Wasserentnahmemengen entspricht.

Die Wasserentnahme geht notwendigerweise mit der Pflicht einher, Raten zu zahlen.

Die Abzahlungsraten sind bis zum 20. Tag jedes auf ein Quartal des Entnahmejahres folgenden Monats zu zahlen."

Art. 76 - In denselben Abschnitt 5 wird ein Artikel D.282 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 282 – Die Heberollen werden vom Generalinspektor der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie festgelegt und vom Generaldirektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder vom Beamten, der dieses Amt ausübt, oder der von ihm beauftragt wird, für vollstreckbar erklärt.

Bei einer Strukturveränderung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie kann die Wallonische Regierung den 1. Absatz im Hinblick auf die Anpassung an die neue Struktur des zuständigen Beamten im Sinne von Absatz 1 abändern."

Art. 77 - In denselben Abschnitt 5 wird ein Artikel D.283 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.283 – Die Wallonische Regierung bestimmt

- 1° die Durchführungsmodalitäten für Artikel D.281;
- 2° die Verwaltungskosten zu Lasten des Steuer- bzw. Abgabepflichtigen, die den tatsächlich von der Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie erbrachten Leistungen im Rahmen der Beitreibungsmaßnahmen für die Steuern und Abgaben entsprechen."

Art. 78 - In das durch Artikel 35 eingefügte Kapitel II wird ein Abschnitt 6 mit folgender Überschrift eingefügt:

"Abschnitt 6 — Zuschüsse".

Art. 79 - In den durch Artikel 78 eingefügten Abschnitt 6 wird ein Artikel D.284 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.284 – Die Regierung kann die Installation von zugelassenen Klärsystemen bezuschussen.

Die Regierung kann die Gemeinde oder die zugelassene Sanierungseinrichtung am Antrags- und am Auszahlungsverfahren des Zuschusses sowie an der Überprüfung der Installation des zugelassenen Klärsystems teilhaben lassen. Sie legt die Entlohnung für den von der Gemeinde oder der zugelassenen Sanierungseinrichtung geleisteten Dienst fest. Im Rahmen der in Artikel D.218 genannten allgemeinen Regelung bestimmt sie die Einzelheiten zu der Zuschussgewährung."

Art. 80 - In denselben Abschnitt 6 wird ein Artikel D.285 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.285 – Die Regierung kann Zuschüsse für die Installation und das Funktionieren von Kontrollvorrichtungen und Eigenüberwachungsschaltungen gewähren, die sich auf die Einleitungen von Industrieabwasser beziehen und optimale Wasserentnahmen seitens der Unternehmen sicherstellen. Sie legt die Einzelheiten zu der Zuschussgewährung fest."

Art. 81 - In Teil III, Titel II des Buches II desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel III mit folgender Überschrift eingefügt:

"KAPITEL III — Haushaltsbestimmungen".

Art. 82 - In das durch Artikel 81 eingefügte Kapitel III wird ein Artikel D.286 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.286 – § 1. Für die Anwendung dieses Kapitels ist unter dem Begriff "Fonds" der Fonds für den Umweltschutz, Abteilung Wasserschutz im Sinne von Artikel D.170 von Buch I des Umweltgesetzbuches zu verstehen.

Die Einnahmen, die unter Anwendung der Mechanismen zur Rückforderung der infolge von Wasserentnahmen, von Einleitungen von Industrie- und Haushaltsabwasser und von landwirtschaftlichen Aktivitäten anfallenden Kosten erzielt werden, und die bei Nichteinhaltung der Zahlungsfristen von den Steuer- bzw. Abgabepflichtigen geschuldeten Verzugszinsen werden ausschließlich dem Fonds zugewiesen.

§ 2. Der Fonds ist zur Finanzierung der in Art. D.288, D.289 und D.291 genannten Aufgaben bestimmt."

Art. 83 - In dasselbe Kapitel III wird ein Artikel D.287 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.287 – Der Fonds wird mit folgenden Geldzuflüssen gespeist:

- 1° dem Aufkommen der Entnahmesteuer nach Artikel D.255 § 1;
- 2° dem Aufkommen der Abgabe für die Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser nach Artikel D.255 § 2;
- 3° dem Aufkommen der Abgabe für die Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem Grundwasser nach Artikel D.256;
- 4° dem Aufkommen der Abgabe für die Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem Oberflächenwasser nach Artikel D.257;
- 5° dem Aufkommen der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser nach Artikel D.260;
- 6° dem Aufkommen der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser nach Artikel 267;
- 7° dem Aufkommen der Abgabe für die durch landwirtschaftliche Betriebe verursachten Umweltbelastungen nach Artikel D.272;

- 8° den Geldbußen und Verzugszinsen im Zusammenhang mit den Verfahren gemäß Kapitel II Abschnitt 5 dieses Titels;
- 9° den Vergütungen der Kapitaleinlagen, die die Wallonische Region in die SWDE und die SPGE geleistet hat;
- 10° den unentgeltlichen Zuwendungen und jeglichen sonstigen gelegentlichen Einnahmen, die mit der Ausübung der Zuständigkeiten der Region in Sachen Oberflächenwasserklärung verbunden sind;
- 11° den Beiträgen von belgischen, ausländischen oder internationalen Einrichtungen zu Ausgaben für den Schutz der Wasserressourcen;
- 12° der Rückzahlung der in Anwendung von Artikel D.21 geleisteten rückforderbaren Vorschusszahlungen;
- 13° den kraft des Eintritts in die Rechte und Rechtshandlungen gemäß Artikel D.290, § 2 eingenommenen Beträgen;
- 14° den kraft Artikel 290, § 3 zurückgezahlten Beträgen;
- 15° den freiwilligen Einzahlungen von Personen, denen die Entnahmesteuer nach Artikel D.255 § 1 nicht auferlegt wird und die sich aus der Anwendung der Artikel D.167, D.167bis, D.171, D.172 und D.175 ergebenden Verpflichtungen bedingungslos erfüllen;
- 16° den Beiträgen der natürlichen oder juristischen Personen privaten oder öffentlichen Rechts, deren Aktivitäten Schäden im Sinne dieses Kapitels verursachen oder vergrößern könnten.

In Bezug auf Ziffer 16° legt die Regierung den Anteil jeder Kategorie von Mitteln sowie die Kriterien für die Beitragspflicht, die Einzelheiten zu dem Beitrag der Unternehmen zum Fonds und zu der Einziehung der Beiträge fest.“.

Art. 84 - In dasselbe Kapitel III wird ein Artikel D.288 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.288 – § 1. Das Aufkommen der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser nach Artikel D.260 und das Aufkommen der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser nach Artikel D.267 werden zu 95 Prozent der SPGE zugewiesen.

§ 2. Die Einnahmen des Fonds werden zur Durchführung der Aufgaben des Grundwasserschutzes verwendet, und insbesondere

- 1° der von den Genehmigungsinhabern innerhalb der Präventivzone eingeleiteten Maßnahmen wie z.B.
 - a) der Studien;
 - b) der zum Schutz der Zone unerlässlichen Arbeiten;
 - c) der in Artikel D.174 vorgesehenen Entschädigungen;
 - d) der Arbeiten zur Bekämpfung unfallbedingter Verschmutzungen in Präventivzonen;
- 2° der notwendigen Studien im Hinblick auf die Abgrenzung der Überwachungszonen;
- 3° der Entschädigung von Arbeiten zur Vermeidung der Wasserverschmutzung, die von Privatpersonen geleistet werden;
- 4° der Arbeiten zur Bekämpfung unfallbedingter Verschmutzungen in Überwachungszonen;
- 5° der Maßnahmen zur Überwachung und Kontrolle des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers;
- 6° der Systeme zur Überwachung und Kontrolle der Grundwasserressourcen;
- 7° des Managements und der Verbesserungen bei Qualität und Menge des verfügbaren zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers;
- 8° der Verwaltung und Verbesserung einer sachgemäßen Grundwassernutzung;
- 9° der Studien und Arbeiten zur Vermeidung der übermäßigen Ausbeutung bestimmter Grundwasservorkommen;
- 10° der Erfassung der Grundwasserressourcen der Region und der Bestandsaufnahme der bestehenden Wasserentnahmestellen;
- 11° der Anschaffung von Immobilien innerhalb der Präventivzonen;
- 12° der zur Rückgewinnung des Grubenwassers ergriffenen Maßnahmen;
- 13° der Arbeiten zum Schutz des Grundwassers.

In Bezug auf die Anwendung der Artikel D.167, D.169, D.171 bis D.176 und D.255 beteiligt sich der Fonds unter Beachtung folgender Modalitäten:

- 1° auf der Grundlage von Programmen, die von den Erzeugern aufbereitbaren Trinkwassers vorgeschlagen und von der Regierung gebilligt worden sind;
- 2° auf der Grundlage des von der Regierung festgelegten Programms.

§ 3. Die Einnahmen des Fonds werden auch zur Deckung der Aufwendungen für die Erfüllung folgender Aufgaben verwendet:

- 1° Ergreifung von Schutzmaßnahmen zur Gewährleistung der Einhaltung der allgemeinen Immissionsnormen in Gebieten, in denen aufbereitetes Trinkwasser vorkommt;
- 2° Entwicklung und Umsetzung von Aktionsprogrammen in gefährdeten Gebieten;
- 3° Erhebung und Eintreibung der Abgaben und Steuern;
- 4° administrative Bearbeitung der von der Region in Anwendung der Artikel D.3, D.13, D.167, D.169, D.171 bis D.176, D.252 und D.254 bis D.283 eingereichten Akten;
- 5° Überwachungs- und Notmaßnahmen im Sinne von Artikel D.19;
- 6° Maßnahmen, die zur Erreichung der in Artikel D.22 aufgeführten Ziele erforderlich sind, insbesondere was die Sektoren der Haushalte, der Industrie und der Landwirtschaft anbelangt;
- 7° Erstellung des Überwachungs- und des Maßnahmenprogramms und des Bewirtschaftungsplans, die in Artikel D.19, D.23 bzw. D.24 genannt sind;
- 8° Hochwasserschutzmaßnahmen;

- 9° Finanzierung des Erwerbs von Kapitalbeteiligungen an der SWDE und an der SPGE, die von der Wallonischen Region zu eigenen Gunsten gezeichnet werden;
- 10° Aufstellung von Statistiken, die kraft Artikel D.165 beschlossen wurde;
- 11° Überwachung des Zustands des Oberflächenwassers, wie sie in Artikel D.20 vorgesehen ist;
- 12° Ermittlung, Feststellung und Verfolgung der Verstöße kraft Artikel D.392 bis D.406;
- 13° Installation zulässiger Klärsysteme und Ausgaben für deren Überprüfungen kraft Artikel D.284;
- 14° Gewährung der in Artikel D.178 vorgesehenen Zuschüsse;
- 15° Vergütung als Gegenleistung der Aufgaben und Verpflichtungen, die die SPGE und die SWDE aufgrund des Verwaltungsvertrags übernehmen;
- 16° Deckung der Betriebskosten des in Artikel D.179 genannten wissenschaftlichen und technischen Dienstes für Wasser;
- 17° Gewährung der in Artikel D.21 vorgesehenen rückforderbaren Vorschüsse;
- 18° Entlohnung der von der Regierung benannten Sachverständigen, um sie bei den Aufgaben zu unterstützen, die sie aufgrund von Artikel 6 § 4 Ziffer 2° und von Artikel 81 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen zu erfüllen haben, wenn es sich um Verhandlungen über internationale Abkommen im Zusammenhang mit einem der Gegenstände dieses Kapitels handelt;
- 19° Beitrag zum internationalen Solidaritätsfonds für Wasser;
- 20° Infrastrukturen, die in Artikel D.285 vorgesehen sind;
- 21° Entlohnung als Gegenleistung von Aufgaben, mit denen Wirtschaftsbeteiligte des Wassersektors betraut wurden.
- 22° Gewährung von Zuschüssen an die SWDE zum Zwecke der Erfüllung ihrer Aufgaben des öffentlichen Dienstes.“.

Art. 85 - In dasselbe Kapitel III wird ein Artikel D.289 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.289 – § 1. Zu den Aufgaben des Fonds gehört außerdem die Wiedergutmachung der durch die Entnahmen und das Pumpen von Grundwasser entstandenen Schäden.

§ 2. Im Rahmen der Bedingungen und Grenzen nach Artikel D.210 bis D.215 und D.289 bis D.291 kann die Wallonische Regierung Vorschüsse zu Lasten des Fonds im Falle von Schäden im Sinne von Artikel D.210 sowie für die Finanzierung der für die Schadensfeststellung und -bewertung notwendigen Studien und Sachverständigengutachten gewähren.

§ 3. Zudem können die Ausgaben bezüglich der Durchführung von allgemeinen Maßnahmen und Studien zur Vorbeugung und Begrenzung von Schäden nach Artikel D.210 zu Lasten des Fonds gehen.

Studien, die u. a. größere geplante oder bereits bestehende Grundwasserentnahmen betreffen, dienen als Grundlage für jede Begutachtung, die im Falle eines Schadensersatzantrags vorgenommen wird.

§ 4. Die Regierung kann die Grenzen, Modalitäten und Bedingungen näher bestimmen, innerhalb bzw. unter denen die in § 1 bis § 3 vorgesehenen Aufgaben auszuführen sind.

§ 5. Der “Fonds wallon d’avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d’eau souterraine” (wallonischer Vorschussfonds für Entschädigung der durch Ableiten und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden) nach Artikel 5 des Wassergesetzbuches in der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 über das Buch II des Umweltgesetzbuches koordinierten Fassung wird aufgelöst.

§ 6. Die Region nimmt die Verpflichtungen des kraft Artikel 7 des Gesetzes vom 10. Januar 1977 zur Regelung der Wiedergutmachung der durch die Entnahme und das Abpumpen von Grundwasser verursachten Schäden gegründeten nationalen Vorschussfonds wahr.

§ 7. Die gesetzlichen Hypotheken, die zu Gunsten des wallonischen Vorschussfonds gewährt worden waren, werden von Rechts wegen auf die Wallonische Region übertragen.

§ 8. Die Regierung kann die Aufhebung der kraft dieses Artikels aufgenommenen Hypotheken gewähren, unter der Voraussetzung, dass zu Gunsten der Wallonischen Region eine gleichwertige Sicherheit geleistet wird.

§ 9. Die Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die vorher von der Regierung benannt wurden, um für die tägliche Arbeit des wallonischen Vorschussfonds zu sorgen, werden mit der Auflösung dieses Fonds beauftragt.

§ 10. Der Vermögensbestand des wallonischen Vorschussfonds für Entschädigung der durch Ableiten und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden wird auf die Region übertragen und dem Fonds für den Umweltschutz, Abteilung Wasserschutz im Sinne des Artikels D.170 von Buch I des Umweltgesetzbuches zugewiesen.“.

Art. 86 - In dasselbe Kapitel III wird ein Artikel D.290 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.290 – § 1. Im Falle einer Ladung vor Gericht, wie sie in Artikel D.212 vorgesehen ist, kann der Billigkeit gemäß ein Vorschuss gewährt werden, wenn eine schnelle Untersuchung gezeigt hat, dass zwischen dem Schaden, dem Absinken des Grundwasserspiegels und der Existenz der Wasserentnahmestelle oder der Pumpanlage ein Zusammenhang besteht.

§ 2. Die Wallonische Region tritt bis in Höhe des ausgezahlten Vorschusses in die Rechte und Rechtshandlungen der geschädigten Partei ein und nimmt zu Lasten des Fonds die Rückforderung ihrer Aufwendungen vor.

§ 3. Der Vorschussempfänger, dessen Klage durch eine rechtskräftig gewordene Entscheidung abgewiesen worden ist, ist verpflichtet, den Vorschuss ohne Zinsen zurückzuzahlen.

Art. 87 - In dasselbe Kapitel III wird ein Artikel D.330-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.330-1 – Am 1. Januar eines jeden Jahres wird der Betrag der in diesem Gesetzbuch vorgesehenen Steuern, Gebühren und Abgaben automatisch und von Rechts wegen an den Verbraucherpreisindex in seinem Stand von vor sechs Wochen vor dem Zeitpunkt der Indexierung angepasst.“.

Art. 88 - In dem durch Dekret vom 7. November 2007 abgeänderten Artikel D.332 von Buch II desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° In § 2 wird eine Ziffer 7° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”7° alle Maßnahmen im Zusammenhang mit der Bewirtschaftung von Industrieabwasser durchzuführen oder durchführen zu lassen.”;

2° dieser Artikel wird auch mit den nachstehenden § 3 und § 4 ergänzt:

”§ 3. Die Regierung kann die SPGE damit beauftragen, Arbeiten zum Schutz bestimmter Wasserentnahmestellen durchzuführen, wenn sich diese als notwendig erweisen und sofern sie nicht auf den von den Erzeugern vorgeschlagenen Programmen im Sinne von § 2 stehen.

§ 4. Ebenso kann die Regierung die SPGE damit beauftragen, jede Studie vorzunehmen, die es erlauben wird,

- 1° das Muster eines Betriebsbuchs für die Wassererzeugung festzulegen, das von den Steuer- bzw. Abgabepflichtigen zu führen ist;
- 2° das Muster eines technischen Jahresberichts festzulegen, den die Steuer- bzw. Abgabepflichtigen der Verwaltung und der SPGE innerhalb einer festgelegten Frist zukommen lassen müssen;
- 3° die Regeln für eine geeignete Buchführung zu bestimmen;
- 4° die Regeln und Kriterien zu bestimmen, die eine Eindämmung der Erzeugungskosten ermöglichen sollen;
- 5° die Regeln im Hinblick darauf zu bestimmen, dass eine größere Transparenz der Kosten, aus denen sich der Kostenpreis des erzeugten Wassers zusammensetzt, gewährleistet wird.”.

Art. 89 - In Kapitel I von Teil III Titel III des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Artikel D.342*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. D.342*bis* - Falls die in der Wallonischen Region niedergelassenen Inhaber einer Wasserentnahmegenehmigung die in Artikel D.255 § 1 genannten Verpflichtungen nicht nachkommen, treten die zuständigen Behörden an ihre Stelle, um die ihnen obliegenden Aufgaben öffentlichen Dienstes zu erledigen und den in Artikel D.255 § 1 genannten Verpflichtungen zu genügen.

Falls die Verpflichtungen Letzterer nicht erfüllt werden, treten die zuständigen Behörden oder die Wallonische Region zu demselben Zweck an ihre Stelle. Die Wallonische Region fordert die Beträge zu Lasten der säumigen Inhaber von Entnahmegenehmigungen zurück.”.

Art. 90 - In den durch Dekret vom 27. Oktober 2011 ersetzten Artikel D.406 desselben Gesetzbuches werden die Wörter ”D.275 bis D.313 und D.318” durch die Wörter ”D.252 bis D.283” ersetzt.

Art. 91 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.406-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. D.406-1 - Die Regierung kann die Bediensteten der ”Société publique de gestion de l’eau” (öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung, SPGE) und der zugelassenen Sanierungseinrichtungen benennen, die mit der Kontrolle der Einhaltung der in diesem Gesetzbuch vorgesehenen Bestimmungen in Sachen Abwasserreinigung beauftragt werden.”.

Art. 92 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.406-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. D.406-2 - Zwischen der Verwaltung und der ”Société publique de gestion de l’eau” (öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung, SPGE) wird ein Inspektions- und Kontrollprotokoll geschlossen.”.

Art. 93 - In dem durch Dekret vom 5. Juni 2008 geänderten Artikel D.407 desselben Gesetzbuches wird die Zahl ”0,0250” durch die Zahl ”0,050” ersetzt.

Art. 94 - Die Anlagen I bis III desselben Gesetzbuches werden durch die diesem Dekret beigelegten Anlagen I bis III ersetzt.

Art. 95 - Artikel 17*bis* § 2 Absatz 2 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen direkten Abgaben, zuletzt durch Dekret vom 28. November 2013 geändert, wird durch Folgendes ergänzt:

- die in Artikel D.278 § 1 von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Steuern und Abgaben infolge einer Tätigkeitseinstellung;

- die mit den Entnahmesteuern und Abgaben auf Wasserentnahmestellen verbundenen vierteljährlichen Abzahlungsraten bei Nichtzahlung innerhalb der in Artikel D.281 von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, festgesetzten Frist.”.

Art. 96 - In § 1, Absatz 1 des zuletzt durch Dekret vom 10. Dezember 2009 geänderten Artikels 23 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° Die Wörter ”sowie die Steuern und Abgaben im Sinne von Artikel 17*bis*, § 2, Absatz 2, Striche 7 und 8” werden zwischen die Wörter ”und die wallonische Abgabe für das Zurücklassen von Abfällen, die in Artikel 17*bis*, § 2, Absatz 2, vierter Strich erwähnt wird,” und die Wörter ”sind am Tag fällig, an dem die Heberolle für vollstreckbar erklärt worden ist” eingefügt;
- 2° die Wörter ”in Artikel 17*bis*, § 2, Striche 1 und 2” werden durch die Wörter ”in Artikel 17*bis*, § 2, Absatz 2, Striche 1, 2, 7 und 8” ersetzt.

Art. 97 - In § 2, Ziffer 1° des zuletzt durch Dekret vom 11. April 2014 abgeänderten Artikels 63 desselben Dekrets werden die Wörter ”und die Steuern und Entnahmeabgaben im Sinne des Kapitels II von Teil III Titel II des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet,” zwischen die Wörter ”was die Abgaben für Abfälle” und das Wort ”betrifft” eingefügt.

Art. 98 - Unter der Kategorie A von Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses wird der ”Fonds wallon d’avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d’eau souterraine” (wallonischer Vorschussfonds für Entschädigung der durch Ableiten und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden) nicht mehr aufgeführt.

Art. 99 - Artikel 47 des Hypothekengesetzes vom 16. Dezember 1851 wird mit einem Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”Es wird zugunsten, jedoch zu Lasten der Wallonischen Region eine gesetzliche Hypothek gewährt auf alle Rechte an unbeweglichem Vermögen, deren Inhabern die Wallonische Region für diese Rechte Vorschüsse überwiesen hat, in Anwendung des Artikels D.289 von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet.”.

Art. 100 - Der vorliegende Abschnitt tritt am 1. Januar 2015 in Kraft. Er ist auf Basis der Entnahmen und der Einleitungen anwendbar, die 2014 stattgefunden haben.

In Abweichung von Absatz 1 treten § 2 und § 3 des durch Artikel 51 eingefügten Artikels D.260 von Buch II des Umweltgesetzbuches an einem von der Wallonischen Regierung bestimmten Datum in Kraft.

Unternehmen, die Industrieabwasser einleiten und mit dem Betreiber einer öffentlichen Sanierungsinfrastruktur oder mit der SPGE einen Dienstleistungsvertrag abgeschlossen haben, verfügen über eine Frist von sechs Monaten ab Inkrafttreten von Artikel D.260 § 2, um den darin genannten, von der Wallonischen Regierung angenommenen Dienstleistungsvertrag abzuschließen.

Abschnitt 3 — Abänderungen des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung

Art. 101 - In das Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. April 2014, wird ein Artikel *17bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. *17bis* – § 1. Die Verwaltung stellt jeder Person, die dies beantragt, einen beglaubigten Auszug der Datenbank über den Bodenzustand per Einschreiben oder auf elektronischem Weg aus.

Der beglaubigte Auszug wird per Einschreiben oder auf elektronischem Weg vorbehaltlich der Zahlung einer Bearbeitungsgebühr, die dem in Artikel D.170, § 1 des Buchs I des Umweltgesetzbuches genannten Fonds für den Umweltschutz, Abteilung „Bodenschutz“, gezahlt wird, ausgestellt.

Die Regierung legt die Gültigkeitsdauer, die Modalitäten für die Beantragung und die Ausstellung des beglaubigten Auszugs der Datenbank über den Bodenzustand sowie die Modalitäten für die Erhebung der Bearbeitungsgebühren fest.

Die beglaubigten Auszüge werden je nach katastrierter oder nicht katastrierter Parzelle einzeln ausgestellt.

Falls die Datenbank über den Bodenzustand für die betreffende Parzelle keine Information enthält, wird dies in dem beglaubigten Auszug der Datenbank über den Bodenzustand ausdrücklich erwähnt.

§ 2. Der Betrag der Bearbeitungsgebühr für die Ausstellung des beglaubigten Auszugs beläuft sich auf fünfzig Euro, wenn er auf elektronischem Weg ausgestellt wird, und auf sechzig Euro, wenn er per Einschreiben ausgestellt wird.

Für die Grundstücke ohne Katasterreferenzen wird der Betrag der Bearbeitungsgebühr auf zweihundert Euro je Katasterflur oder, mangels dessen, je Katastergemarkung, je beglaubigten Auszug der Datenbank über den Bodenzustand auf elektronischem Weg festgelegt. Wenn der beglaubigte Auszug per Einschreiben ausgestellt wird, beläuft sich der Betrag des Entgelts auf zweihundertfünfzig Euro.

In Abweichung von Artikel 1 wird die Bearbeitungsgebühr, wenn sich der Antrag auf mehr als fünf angrenzende katastrierte oder nicht katastrierte Parzellen bezieht, pauschal auf zweihundertfünfzig Euro festgelegt.

§ 3. Ab dem 1. Januar 2017 wird der in § 2 erwähnte Betrag der Bearbeitungsgebühr alle zwei Jahre automatisch und von Rechts wegen an den Index der Verbraucherpreise gebunden, der sechs Wochen vor der Indexierung gültig ist. Der indexierte Betrag wird auf die nächste Einheit aufgerundet und auf der Internet-Umweltportalseite der Wallonie bekanntgegeben.“

Art. 102 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *69bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. *69bis* - § 1. Es wird eine Bearbeitungsgebühr zu Lasten jeder natürlichen oder juristischen Person wegen der Einreichung einer Studie, eines Projekts oder einer Beschwerde erhoben, deren Gesamtertrag dem Fonds für den Umweltschutz, Abteilung „Bodenschutz“ ganz zugeführt wird, und die die Verwaltungskosten deckt.

Die Bearbeitungsgebühr wird wie folgt festgelegt:

- 1° 500 Euro für ein Sanierungsprojekt ;
- 2° 250 Euro für eine Charakterisierungsstudie oder eine Studie, die eine Orientierungsstudie und eine Charakterisierungsstudie kombiniert;
- 3° 150 Euro für eine Orientierungsstudie und eine abschließende Bewertung;
- 4° 50 Euro für eine Beschwerde.

Die Bearbeitungsgebühr wird am Datum der Einreichung des Antrags oder der Beschwerde geschuldet.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Einziehung der Bearbeitungsgebühr fest.

§ 2. Ab dem 1. Januar 2017 wird der in § 1 erwähnte Betrag der Bearbeitungsgebühr alle zwei Jahre automatisch und von Rechts wegen an den Index der Verbraucherpreise gebunden, der sechs Wochen vor der Indexierung gültig ist. Der indexierte Betrag wird auf die nächste Einheit aufgerundet und auf dem Website des Internet-Umweltportals der Wallonie bekanntgegeben.“

Abschnitt 4 — Abänderungen des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Art. 103 - Artikel 5 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 5 – §1. Der Betrag der Abgabe für die Aufnahme von Abfällen in ein C.E.T. wird auf 68,82 Euro/Tonne für ungefährliche Abfälle und auf 74,37 Euro/Tonne für gefährliche Abfälle festgesetzt.

§ 2. Wenn die Aufnahme von Abfällen in ein C.E.T. durch die Regelung oder eine Genehmigung der Verwaltung nicht erlaubt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 166,50 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 166,50 Euro im Falle von ungefährlichen Abfällen und auf 666 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 666 Euro im Falle von gefährlichen Abfällen festgesetzt.“

Art. 104 - Artikel 6, § 1 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 1. In folgenden Fällen wird die Höhe der Abgabe auf folgende Beträge herabgesetzt:

- 1° 25 Euro/Tonne, wenn es sich um Rückstände aus der Behandlung durch Verbrennung, um aus thermischen Kraftwerken stammende Flugaschen, um nicht-inerten Sand aus Gießereien und um aus der Behandlung von Abfällen, die aus der Produktion oder der Herstellung von Gußeisen und Stahl stammen, handelt;

- 2° 18 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle aus einer Behandlung durch Inertisierung oder Stabilisierung handelt;
- 3° 16 Euro/Tonne, wenn es sich um nicht-inerte Rückstände von Glasrecyclingseinheiten handelt, die selektiv gesammeltes Glas zur Erzeugung von neuem Glas verwenden;
- 4° 15 Euro/Tonne, wenn es sich um aus der Vernichtung von Altfahrzeugen und von Schrott stammende Abfälle handelt;
- 5° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die nicht unter 10° erwähnt werden und die aus durch die von der Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Vorrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, wenn nach der Stellungnahme des „Office“ die Sanierungsverfahren, die nicht der Aushub und die Aufnahme in ein technisches Vergrabungszentrum sind, enorme Ausgaben zur Folge hätten oder nicht durchführbar wären;
- 6° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Rückstände oder dekontaminierte Erde handelt, die aus genehmigten Zentren zur Sanierung von Böden stammen, die nicht zu der unter 10° erwähnten Erde gehören;
- 7° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die aus der Herstellung von Glasfaser stammen, um aus dem Bett, den Ufern und den Nebenbauwerken der Wasserläufe und -flächen entnommene Stoffe, um aus Vorrichtungen zur Behandlung von Wasser im Hinblick auf dessen Aufbereitung zu Trinkwasser stammende Abfälle, um aus der Zinkproduktion stammende und als Jarosit und Goethit bekannte Abfälle von Eisenoxide und um aus der Produktion von Mangansalzen und -oxiden stammende Manganerz-Gangart;
- 8° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die phosphorhaltigen Gips, Sodafabrikschlamm, Klärschlamm von Salzlösungen von Mineralstoffen und Bergbauabfälle enthalten;
- 9° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um mit der Herstellung von recycelter Papiermasse verbundene Schlämme oder feste Rückstände handelt, die aus Betrieben stammen, die Papier- und Pappeabfälle ganz oder teilweise als Rohstoff bei der Herstellung von neuem Papier und neuer Pappe verwenden;
- 10° 0,25 Euro/Tonne, wenn es sich um Folgendes handelt:
- Erde, die in ein technisches Vergrabungszentrum der Klasse 3 oder der Klasse 5.3 aufgenommen werden kann;
 - inerte Abfälle aus Recyclingzentren, einschließlich des Staubs aus der Siebung, der in ein technisches Vergrabungszentrum der Klasse 3 aufgenommen werden kann, mit einer höchsten Korngröße von 40 Millimetern, vorausgesetzt, dass er weniger als:
 - a) 1% nicht steinige Materialien (Gips, Kautschuk, Isolierstoffe, Dachabdeckungsmaterialien);
 - b) 5% organische Stoffe (Holz, Pflanzenrückstände, ...);
 - c) 15% steinige nicht natürliche Elemente mit einer Größe zwischen 2 und 40 Millimetern;
- enthält;
- 11° 0 Euro/Tonne, wenn es sich um Folgendes handelt:
- asbesthaltige Abfälle;
 - Erde, die in ein technisches Vergrabungszentrum der Klasse 3 oder der Klasse 5.3 aufgenommen werden kann, die als obere Bodenbedeckung und zur Wiederinstandsetzung der technischen Vergrabungszentren verwendet wird;
 - verwertbare Abfälle, die in einem technischen Vergrabungszentrum als Ersatz für Produkte oder Ausrüstungen verwendet werden, die zum Betrieb und zur Wiederinstandsetzung des technischen Vergrabungszentrums notwendig sind, in Übereinstimmung mit der Betriebsgenehmigung oder der Umweltgenehmigung.“

Art. 105 - Artikel 10 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 10 – §1. Der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von ungefährlichen Abfällen mit Wärmerückgewinnung ist auf 8,99 Euro/Tonne festgesetzt.

Wenn die Verbrennung ohne Wärmerückgewinnung stattfindet, wird der im vorigen Absatz genannte Betrag auf 55,50 Euro/Tonne erhöht.

§ 2. Wenn die Verbrennung der Abfälle durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 166,50 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 166,50 Euro festgesetzt.“

Art. 106 - Artikel 11 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 11 – § 1. Der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von gefährlichen Abfällen mit Wärmerückgewinnung ist auf 26,64 Euro/Tonne festgesetzt.

Wenn die Verbrennung ohne Wärmerückgewinnung stattfindet, wird der im vorigen Absatz genannte Betrag auf 66,60 Euro/Tonne erhöht.

§ 2. Wenn die Verbrennung der gefährlichen Abfälle durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 666 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 666 Euro festgesetzt.“

Art. 107 - Artikel 12, Absatz 2 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“In Abweichung von den Artikeln 10, § 1 und 11, § 1 wird der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von Abfällen, die aus durch die durch die Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Vorrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, auf 2 Euro/Tonne bei Wärmerückgewinnung und auf 3 Euro/Tonne bei fehlender Wärmerückgewinnung festgesetzt.“

Art. 108 - Artikel 16 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 16 – § 1. Der Betrag der Abgabe für die Mitverbrennung von gefährlichen Abfällen ist auf 7,49 Euro/Tonne festgesetzt.

In Abweichung vom vorigen Absatz wird der Betrag der Abgabe für die Mitverbrennung der gefährlichen Abfälle, die aus durch die von der Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Vorrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, auf 0,50 Euro/Tonne festgesetzt.

Der Betrag der in Anwendung von Absatz 1 geschuldeten Abgabe wird für die am Ort deren Erzeugung mitverbrannten Abfälle um 30% verringert, wenn folgenden kumulativen Bedingungen genügt wird:

- 1° die Abfälle werden durch den Erzeuger in einer Anlage mitverbrannt, die den geltenden umweltbezogenen Bestimmungen in Sachen Mitverbrennung von Abfällen genügt;
- 2° die Mitverbrennungsanlage behandelt hauptsächlich diese Abfälle.

§ 2. Wenn die Mitverbrennung von gefährlichen Abfällen durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 666 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 666 Euro festgesetzt.“

Art. 109 - Artikel 25 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 25 – Der Betrag der Abgabe ist auf 166,50 Euro/Tonne Abfälle festgesetzt.“

Art. 110 - Artikel 30 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 30 – Der Betrag der Abgabe ist auf 38,85 Euro/Tonne festgesetzt.“

Art. 111 - Artikel 38 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 38 – Der Betrag der Abgabe wird für ungefährliche Abfälle auf 55,50 Euro/m³, auf 222 Euro/m³ für gefährliche Abfälle und auf 222 Euro/m³ für gefährliche und ungefährliche gemischte Abfälle festgesetzt. Der Betrag der Abgabe ist auf 500.000 Euro begrenzt.“

Art. 112 - Artikel 40 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 40 – Der Betrag der Abgabe ist auf 166,50 Euro/m³ zurückgelassener Abfälle, mit einem Mindestbetrag von 166,50 Euro festgesetzt.“

Der Betrag der Abgabe ist auf 666 Euro/m³ gefährlicher Abfälle, mit einem Mindestbetrag von 666 Euro festgesetzt.“

Art. 113 - In Artikel 45, Absatz 2 desselben Dekrets werden die Wörter “der zwölf Monate vor dem Monat Dezember” zwischen die Wörter “Preisindexe” und die Wörter “des Jahres vor” eingefügt.

Art. 114 - In Artikel 49 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2007 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° In § 1, Absatz 1 wird die römische Ziffer „V,“ zwischen die Wörter „Kapitel“ und “VI” eingefügt.
- 2° es wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 3. Was die in Anwendung des Kapitels V geschuldeten Abgabe betrifft, muss jeder Abgabepflichtige eine Erklärung beim “Office” hinterlegen, in der der Betrag der im Laufe eines Kalendersemesters geschuldeten Abgaben angegeben wird.

Diese Erklärung enthält alle Elemente, die zur Kontrolle der Erhebung von jeder der Abgaben, die er im Laufe des betroffenen Zeitraums schuldet, notwendig sind.

Die Erklärung muss dem Sitz des “Office” zugeschickt bzw. übergeben werden, dies spätestens am 20. des auf das Kalendersemester, das diese Erklärung betrifft, folgenden Monats.“

Art. 115 - In Artikel 50 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° in § 2 wird die römische Ziffer „V, “ zwischen die Wörter „Kapitel“ und “VI” eingefügt;
- 2° es wird ein § 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§4. Was die in Anwendung von Kapitel V geschuldete Abgabe betrifft, ist die Abgabe bezüglich einer Erklärung auf Initiative des Abgabepflichtigen spätestens am 20. des auf den halbjährlichen Fälligkeitstermin folgenden Monats zahlbar.

Art. 116 - In Artikel 70 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

- 1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

“Für die Abgabepflichtigen, die der Körperschaftsteuer unterliegen, werden die in den Kapiteln III bis V erwähnten Abgaben für die Steuerjahre 2008 bis 2019 mit einem Koeffizienten von 0.7 multipliziert.“

- 2° in Absatz 2 werden die Wörter “ auf die Beträge der Abgabe für die Aufnahme der in den Artikeln 5 und 6 § 1 erwähnten Abfälle in einem technischen Vergrabungszentrum” aufgehoben;
- 3° Der Artikel 3 wird durch einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“In Abweichung von Absatz 1 findet der Koeffizient keine Anwendung auf die Berechnung der ergänzenden Abgabe für den Teil der Abfälle, die in ein technisches Vergrabungszentrum außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region aufgenommen werden.“

KAPITEL VI — Maßnahmen in Sachen Raumordnung

Art. 117 - In Artikel 183bis des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, eingefügt durch das Dekret vom 20. Juli 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 23. Februar 2006 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

- 1° In § 1, Absatz 2, 2° werden die Wörter „und Landschafts- und Umweltsanierungsgeländen“ nach den Wörtern „der Wallonischen Region gehörenden, neuzugestaltenden Geländen“ hinzugefügt.
- 2° . Paragraph 2 wird durch einen Punkt 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“5° die Ausgaben bezüglich Handlungen und Arbeiten zum Bau, Wiederaufbau, zur Renovierung, Sanierung von Gebäuden, zur Einrichtung von Infrastrukturen und Ausrüstungen zwecks der Durchführung des Programms der neuzugestaltenden Gelände und der Landschafts- und Umweltsanierungsgelände, einschließlich der damit verbundenen Studien.“

Artikel 117/1 - Artikel 68 der Schlussbestimmungen des Dekrets vom 24. April 2014 zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129quater des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie und zur Bildung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 68. Das vorliegende Dekret tritt am 1. Oktober 2015 in Kraft.“

KAPITEL VII — *Maßnahmen im Bereich des Wohlbefindens der Tiere*

Art. 118 - In Artikel 34 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Mai 1995, durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001, durch das Programmgesetz vom 22. Dezember 2003, durch das Gesetz vom 6. Mai 2009 und das Programmgesetz vom 27. Dezember 2012, werden folgende Abänderungen vorgenommen :

- 1° in §1, Absatz 1, wird der zweite Strich aufgehoben;
- 2° in § 1, Absatz 1, dritter Strich werden die Wörter „den anderen Personalmitgliedern des Föderalen Öffentlichen Dienstes Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt“ durch die Wörter „den in den § 1, 2 und 3 des Artikels D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bediensteten“ ersetzt;
- 3° in §1, Absatz 1, wird der vierte Strich aufgehoben;
- 4° in §1 werden die Absätze 2 und 3 aufgehoben;
- 5° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

„Für die Anwendung des Teils VIII desselben Buches auf die Verstöße gegen das Gesetz versteht man in Abweichung von Artikel D.139 des Buches I des Umweltgesetzbuches unter „Bediensteten“ den in § 1 erwähnten statutarischen oder vertraglich eingestellten Bediensteten.“;

- 6° Die Paragraphen 3, 4 und 5 werden aufgehoben.

Art. 119 - In Artikel 35 desselben Gesetzes, zuletzt abgeändert durch das Programmgesetz vom 27. Dezember 2012, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

- 1° in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wörter „Unbeschadet der eventuellen Anwendung härterer im Strafgesetzbuch vorgesehener Strafen wird mit einer Gefängnisstrafe von einem bis zu drei Monaten und einer Geldbuße von 52 bis zu 2.000 EUR oder mit nur einer dieser Strafen bestraft, werden “ durch die Wörter „Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 von Buch 1 des Umweltgesetzbuches, “ ersetzt;

- b) es werden die Punkte 10° und 11° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„10 gegen die Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1/2005 des Rates vom 22. Dezember 2004 über den Schutz von Tieren beim Transport und damit zusammenhängenden Vorgängen sowie zur Änderung der Richtlinien 64/432/EWG und 93/119/EG und der Verordnung (EG) Nr. 1255/97 verstößt;

- 11° gegen die Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1099/2009 des Rates vom 24. September 2009 über den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung verstößt.“
- 2°) in Absatz 2 werden die Wörter „Unbeschadet der eventuellen Anwendung härterer im Strafgesetzbuch vorgesehener Strafen wird derjenige, der außer bei höherer Gewalt Taten begeht, die nicht durch das vorliegende Gesetz vorgesehen sind und durch die ein Tier unnötig umkommt oder ihm unnötig eine Verstümmelung, ein Schaden oder Schmerzen zugefügt werden, mit einer Gefängnisstrafe von einem bis zu sechs Monaten und mit einer Geldbuße von 52 bis zu 2.000 EUR oder mit nur einer dieser Strafen bestraft “ durch die Wörter „Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 von Buch 1 des Umweltgesetzbuches derjenige, der außer bei höherer Gewalt Taten begeht, die nicht durch das vorliegende Gesetz vorgesehen sind und durch die ein Tier unnötig umkommt oder ihm unnötig eine Verstümmelung, ein Schaden oder Schmerzen zugefügt werden.“ ersetzt;

Art. 120 - In Artikel 36, Absatz 1 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Mai 1995, durch das Programmgesetz vom 22. Dezember 2003 und durch das Programmgesetz vom 27. Dezember 2012, werden folgende Abänderungen vorgenommen :

- 1°) die Wörter „Unbeschadet der eventuellen Anwendung härterer im Strafgesetzbuch vorgesehener Strafen wird mit einer Geldbuße von 52 bis zu 2.000 EUR bestraft, “ werden durch die Wörter „Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 von Buch I des Umweltgesetzbuches,“ ersetzt;
- 2° die Punkte 17° und 18° werden aufgehoben.

Art. 121 - In Artikel 36*bis* desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 4. Mai 1995 und abgeändert durch das Programmgesetz vom 27. Dezember 2012, werden die Wörter „Unbeschadet der Anwendung härterer im Strafgesetzbuch festgelegter Strafen wird mit einer Geldbuße von 52 bis zu 2.000 EUR bestraft, “ durch die Wörter „Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 von Buch I des Umweltgesetzbuches,“ ersetzt.

Art. 122 - Artikel 39 desselben Gesetzes, zuletzt abgeändert durch das Programmgesetz vom 27. Dezember 2012, wird aufgehoben.

Art. 123 - In Artikel 41 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 6. Mai 2009 und durch das Programmgesetz vom 27. Dezember 2012, werden die Wörter „werden mit einer Geldbuße von 52 bis zu 500 EUR bestraft“ durch die Wörter „bilden einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 von Buch I des Umweltgesetzbuches“ ersetzt.

Art. 124 - In Artikel 42 desselben Gesetzes, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 7. Februar 2014, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

- 1° in §, Absatz 2 wird der Wortlaut „Artikel 40“ durch „Artikel D.157, § 2, 6° und D.163, § 6, Absatz 2, 5° von Buch I des Umweltgesetzbuches“ ersetzt.
- 2° in § 1 wird Absatz 3 durch folgende Bestimmung ersetzt: „In den in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Fällen wird eine Abschrift des in Artikel D.141 von Buch I des Umweltgesetzbuches erwähnten Protokolls dem für das Wohlbefinden des Tieres zuständigen öffentlichen Dienst der Wallonie zugeschickt.“

Art. 125 - In das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 7. Februar 2014, wird ein Kapitel XI/1 mit dem Titel „Haushaltsfonds für den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere“ eingefügt.

Art. 126 - In Kapitel XI/1, eingefügt durch Artikel wird 125, wird ein Artikel 43-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 43-1 – In Anwendung von Artikel 4, Absatz 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung wird innerhalb des Einnahmenhaushaltsplans und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region ein Haushaltsfonds für den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere eingerichtet, der in vorliegendem Kapitel der "Fonds" genannt wird.

Art. 127 - In dasselbe Kapitel XI/1 wird ein Artikel 43-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 43-2 – §1. Diesem Fonds werden zugeteilt:

- 1° die Summen, die aufgrund der durch oder aufgrund des vorliegenden Gesetzes vorgesehenen Abgaben, Beiträge und Gebühren geschuldet werden;
- 2° in Abweichung von Artikel D.170 von Buch I des Umweltgesetzbuches, die in Artikel D.159 von Buch I des Umweltgesetzbuches erwähnten Geldsummen, wenn sie Verstöße gegen das Gesetz betreffen;
- 3° in Abweichung von Artikel D.170 von Buch I des Umweltgesetzbuches, der Erlös von Geldbußen, die von den regionalen sanktionierenden Beamten aufgehängt und aufgrund von Artikel D.165, Absatz 3 von Buch I des Umweltgesetzbuches bezogen werden, wenn sie einen Verstoß gegen das Gesetz betreffen;
- 4° der Erlös der von dem sanktionierenden Beamten infolge eines Verstoßes gegen das Gesetz angeordneten Beschlagnahmen;
- 5° die zugunsten der Wallonischen Region getätigten Spenden und Vermächtnisse zur Unterstützung des Schutzes und des Wohlbefindens der Tiere;
- 6° die von der zuständigen Behörde in Ausführung von Artikel 41*bis* und Artikel 42 beigetriebenen Summen;
- 7° die Einkünfte, die sich aus den Beiträgen der Europäischen Union zu den Ausgaben des Fonds ergeben.

§ 2. Die Mittel des Fonds werden zur Finanzierung der durch das Gesetz vorgesehenen Ausgaben in Zusammenhang mit der Politik im Bereich des Schutzes und des Wohlbefindens der Tiere verwendet."

Art. 128 - In dasselbe Kapitel XI/1 wird ein Artikel 43-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 43-3 – Die Ausgaben des Fonds können sich auf Entschädigungen, Zuschüsse oder Leistungen beziehen, einschließlich derjenigen in Zusammenhang mit Betriebs-, Anlage-, Feststellungs-, Ahndungs-, Pfändungskosten oder mit sonstigen Kosten in Verbindung mit Aktionen oder Aufgaben im Rahmen des Fonds, die durch Dritte ausgeführt werden."

KAPITEL VIII – - Maßnahmen im Bereich der Landwirtschaft

Art. 129 - Artikel D.229, § 1 des Dekrets vom 27. März 2014 zur Festlegung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Regierung kann die Modalitäten für die Anpassung des operativen Plans bestimmen."

Art. 130 - Art. D.234 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

- 1° in Paragraph 1, Absatz 1 wird der Wortlaut "je landwirtschaftliches Erzeugnis oder Palette landwirtschaftlicher Erzeugnisse" aufgehoben und wird der Wortlaut "ihrer Förderung" durch den Wortlaut "der Förderung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und der verarbeiteten landwirtschaftlichen Erzeugnisse" ersetzt;
- 2° in Paragraph 1, Absatz 3 wird der Wortlaut "die Modalitäten für die Revision," zwischen den Wortlaut "die Erhebungsgrundlage," und den Wortlaut "den Satz" eingefügt;
- 3° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Die Agentur kann nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten und Verfahren freiwillige Beiträge erheben zu Lasten der Personen, die die Dienste der Agentur in Anspruch nehmen möchten."

Art. 131 - In Artikel D. 418, 8° desselben Dekrets wird der Wortlaut "31. Dezember 2014" durch den Wortlaut "31. Dezember 2015" ersetzt.

KAPITEL IX. — Maßnahmen im Bereich des Steuerwesens

Abschnitt 1 — Einführung einer regionalen Zuschlagsteuer auf die Steuer der natürlichen Personen

Art. 132 - Für die Anwendung des Titels III/I – Regionale Zuschlagsteuer auf die Steuer der natürlichen Personen – des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen und unbeschadet der Anwendung von Artikel 54 desselben Gesetzes werden die regionalen Zuschlaghundertstel auf 35,117% der ermäßigten Staatssteuer festgelegt.

Den Begriffen "reduzierte Staatssteuer" und "regionale Zuschlaghundertstel" wird für die Anwendung der vorliegenden Bestimmung die Bedeutung zuteil, die ihnen in Titel III/1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen verliehen wurde.

Art. 133 - Dieser Abschnitt ist ab dem Steuerjahr 2015 anwendbar.

Abschnitt 2 — Änderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben hinsichtlich der Veranlagungsfrist und Fälligkeit der Abgaben

Art. 134 - In dem Artikel 17*bis* des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 17. Januar 2008, 10. Dezember 2009 und 28. November 2013 werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° Paragraph 2/3 wird aufgehoben;
- 2° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Keine Summe von Abgaben darf Gegenstand von Zwangsvollstreckungsmaßnahmen durch den Einnahmer sein, es sei denn diesen Maßnahmen geht eine Eintragung in die für vollstreckbar erklärte Heberolle vorher – eine Unterlage, die die vollstreckbare Urkunde der Beitreibung bildet."

Art. 135 - Artikel 18 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 28. November 2013, wird durch Folgendes ergänzt:

"in den durch diesen Beamten festgelegten Zeiträumen."

Art. 136 - Der vorliegende Abschnitt tritt am zehnten Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Abschnitt 3 — Aufhebung des Dekrets vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen

Art. 137 - Das Dekret vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen wird aufgehoben.

Es bleibt jedoch anwendbar auf die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Artikels noch nicht abgeschlossenen Akten, und zwar bis diese abgeschlossen sind.

Art. 138 - Der vorliegende Abschnitt tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Abschnitt 4 — Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern

Art. 139 - Artikel 97, Absatz 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 19. Dezember 2012 und vom 19. Dezember 2013 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„In Abweichung von Absatz 1 ist die Steuer für die in der Wallonischen Region in Gebrauch genommenen Personenkraftwagen und Kombiwagen mit Ausnahme derjenigen, die in derselben Region durch in Artikel 94, 1° genannte Gesellschaften, autonome öffentliche Unternehmen und Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die Tätigkeiten im Bereich des Leasings haben, in Gebrauch genommen werden, aufgrund zweier Komponenten zu zahlen:

- die erste beruht auf der entweder in Steuer-PS oder in Kilowatt ausgedrückten Motorleistung;
- die zweite, „Ökomalus“ genannt, beruht auf der Kategorie der CO₂-Emissionen des in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs.“

Art. 140 - In Titel V, Kapitel IV desselben Gesetzbuches wird der Titel von Abschnitt 1, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„Abschnitt 1 — Betrag der Steuer für die in der Wallonischen Region in Gebrauch genommenen Personenkraftwagen und Kombiwagen mit Ausnahme derjenigen, die in derselben Region durch in Artikel 94, 1° genannte Gesellschaften, autonome öffentliche Unternehmen und Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die Tätigkeiten im Bereich des Leasings haben, in Gebrauch genommen werden“.

Art. 141 - Artikel 97*bis* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 19. Dezember 2012 und vom 19. Dezember 2013 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 97*bis* – § 1. Für die in vorliegendem Abschnitt „Kraftfahrzeuge“ genannten, in der Wallonischen Region in Gebrauch genommenen Personenkraftwagen und Kombiwagen, mit Ausnahme derjenigen, die in derselben Region durch in Artikel 94, 1° genannte Gesellschaften, autonome öffentliche Unternehmen und Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die Tätigkeiten im Bereich des Leasings haben, in Gebrauch genommen werden, besteht der Betrag der Steuer aus dem Gesamtbetrag der beiden in Artikel 97, Absatz 2 aufgeführten Komponenten.

§ 2. Die erste Komponente der für Kraftfahrzeuge zu zahlenden Steuer wird gemäß Artikel 98 berechnet.

§ 3. Die zweite, „Ökomalus“ genannte Komponente der für Kraftfahrzeuge zu zahlenden Steuer wird gemäß Artikel 97*quater* und 97*quinquies* berechnet.“

Art. 142 - Artikel 97*ter* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 1. Juli 2010 und bestätigt durch das Dekret vom 10. November 2010, wird wie folgt abgeändert:

- a) in Punkt 1°, Absatz 3, erster Gedankenstrich, wird die Zahl „195“ durch die Zahl „205“ ersetzt;
- b) in Punkt 1°, Absatz 3, zweiter Gedankenstrich, wird die Zahl „186“ durch die Zahl „196“ ersetzt;
- c) in Punkt 2°, Absatz 1 wird die Zahl „150“ durch die Zahl „140“ ersetzt.

Abschnitt 5 — Abänderung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches

Art. 143 - Artikel 53*ter*, § 1 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 10. Dezember 2009, 10. Mai 2012 und 19. September 2013, wird wie folgt abgeändert:

- 1° in Absatz 1 werden die Beträge „200.000 EUR“ und „191.000 EUR“ jeweils durch die Beträge „160.000 EUR“ bzw. „150.000 EUR“ ersetzt;
- 2° in Absatz 2 wird das Jahr „2011“ durch das Jahr „2015“ ersetzt;
- 3° in Absatz 3 wird das Jahr „2010“ durch das Jahr „2014“ ersetzt.

Abschnitt 6 — Bestimmungen betreffend die Steuern auf Masten, Gittermasten und Antennen

Art. 144 - Es wird von der Wallonischen Region eine jährliche Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen eingeführt, die für die Durchführung, direkt mit der Öffentlichkeit, eines mobilen Telekommunikationsvorgangs durch den Operator eines öffentlichen Telekommunikationsnetzes bestimmt sind.

Art. 145 - Die Steuer wird am 1. Januar des Steuerjahres vom Operator des Mastes, des Gittermastes oder der Antenne geschuldet.

Ist der Operator nicht der Eigentümer des Mastes, Gittermastes oder der Antenne, ist Letzterer gesamtschuldnerisch zur Zahlung der Steuer verpflichtet.

Art. 146 - Der jährliche Grundbetrag der Steuer wird auf 8.000 Euro je Standort festgesetzt. Ab dem Steuerjahr 2015 wird dieser Betrag nach folgender Formel indiziert:

Indizierter Betrag = Grundbetrag * (Verbraucherpreisindex vom Januar des Steuerjahres / Verbraucherpreisindex vom Januar 2014).

Unter Standort versteht man das ohne bedeutende Arbeiten untrennbare Ganze, das aus dem Mast, dem Gittermast oder der bzw. den Antennen mit den dazugehörigen Einrichtungen besteht, das von einem oder mehreren Operatoren installiert wurde.

Die Operatoren, die einen Standort teilen, auf den die vorliegende Steuer angewandt wird, sind gesamtschuldnerisch zur Zahlung der Steuer verpflichtet.

Für einen installierten, jedoch nicht effektiv betriebenen Standort, wird der Betrag der Steuer aufgehoben.

Art. 147 - Jeder Steuerpflichtige ist verpflichtet, jedes Jahr bei dem von der Wallonischen Regierung eingerichteten Besteuerungsorgan eine Erklärung abzugeben, in der die Anzahl installierter, allein oder geteilt betriebener Standorte je Gemeinde gemeldet wird.

Art. 148 - Die Erklärung, das Besteuerungsverfahren, die Veranlagungs- und Zahlungsfristen, die Beitreibung und Einspruchsmöglichkeiten werden in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben und seinen Durchführungserlassen bestimmt.

Art. 149 - Den Gemeinden wird untersagt, eine Steuer für denselben Gegenstand zu erheben.

Gemeindeverordnungen, die eine Steuer für denselben Gegenstand betreffen, werden aufgehoben.

Art. 150 - § 1. In Abweichung von Artikel 150 können die Gemeinden eine Zuschlagsteuer von höchstens hundert Zuschlaghunderten zur in Artikel 145 eingeführten Steuer auf die in Artikel 145 angeführten Masten, Gittermasten oder Antennen, die hauptsächlich auf ihrem Gebiet aufgestellt sind, einführen.

§ 2. Die Zuschlagsteuer darf nicht Gegenstand irgendeiner Kürzung, Befreiung und Ausnahme sein.

Art. 151 - § 1. Ein Prozent des Ertrags der Zuschlagsteuer wird als Verwaltungskosten einbehalten, bevor der Restbetrag den Gemeinden zugeteilt wird.

§ 2. Die Regierung bestimmt die besonderen Modalitäten für die Zuteilung des Ertrags der Zuschlagsteuer an die Gemeinden.

Abschnitt 7 — Bestimmungen betreffend die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände

Art. 152 - Artikel 2 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, wird wie folgt abgeändert:

1° die Zahl "5.000" wird durch die Zahl "1.000" ersetzt;

2° die Zahl "50" wird durch die Zahl "25" ersetzt.

Art. 153 - In Artikel 5 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, wird der Wortlaut "oder jedes späteren jährlichen Feststellungsprotokolls im Sinne von Artikel 7, § 3, Absatz 2" durch den Wortlaut "oder der späteren Feststellungsprotokolle im Sinne von Artikel 7, § 3, Absatz 2, oder, wenn kein Feststellungsprotokoll vorliegt, am Jahrestag der zweiten Feststellung" ersetzt.

Art. 154 - Artikel 6 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Januar 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"Der Besteuerungszeitraum ist das Jahr, im Laufe dessen ein zweites in Artikel 7, §2, Absatz 2 erwähntes Feststellungsprotokoll, durch welches das Bestehen eines stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes, das in seinem Zustand beibehalten wird, festgestellt wird, oder die späteren Jahre, während deren das Gelände in seinem Zustand im Sinne von Artikel 2 beibehalten wird.;"

2° Absatz 3 wird durch das Folgende ersetzt:

"Die Steuer kann bis zum 30. Juni des Jahres nach dem Besteuerungsjahr in die Heberolle eingetragen werden."

Art. 155 - Artikel 7 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 wird das Wort "zwölf" durch das Wort "neun" ersetzt;

2° Paragraph 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Diese zweite Feststellung wird gemäß § 1, Absatz 2 notifiziert";

3° In Paragraph 3 wird Absatz 1 durch das Folgende ersetzt:

"§ 2. Ab dem Jahrestag des zweiten Feststellungsprotokolls wird davon ausgegangen, dass das Gelände in seinem Zustand im Sinne von Artikel 2 beibehalten wird. Der Steuerpflichtige kann von den in § 1, Absatz 1 genannten Beamten jedoch die Durchführung einer Kontrolle verlangen."

Art. 156 - Artikel 9 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Januar 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° Die Paragraphen 1 und 3 werden durch das Folgende ersetzt:

"§ 1. Die Fälligkeit der Steuer sowie der Ablauf der Verjährung für die Beitreibung dieser Steuer werden für die in § 2 und § 3 genannten Gelände ausgesetzt.

§ 2. Die Gelände, die den Bestimmungen von Kapitel IV des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung unterliegen, dies solange der Inhaber der ihm in Anwendung dieses Dekrets auferlegten Verpflichtungen seinen Verpflichtungen nachkommt.

Die Aussetzung läuft ab dem Jahre, in dem diese Verpflichtungen entstehen.

Sie betrifft die Steuern betreffend die Jahre, während denen diese Verpflichtungen weiter bestehen.

Die Steuern werden erlassen, wenn die Verwaltung in Anwendung von Artikel 67 dieses Dekrets einen Bodenkontrollschein ausstellt.

§ 3. Die neu zu gestaltenden Gelände, die Gegenstand des in Artikel 169, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie genannten Erlasses sind.

Die Aussetzung läuft ab dem Jahr dieses Erlasses.

Sie betrifft die zum Zeitpunkt des in Absatz 1 genannten Erlasses geschuldeten Steuern, für die ab dem Jahr des Antrags einforderbaren Steuern.

Die Steuern werden erlassen, wenn die Neugestaltung des Geländes durch den in Artikel 169, § 7 desselben Gesetzbuches erwähnten Erlass festgestellt wird.“.

2° Der Artikel wird durch die Absätze 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 6. Die in § 2 und § 3 genannte Aussetzung bleibt erworben, auch wenn die Einhaltung der Verpflichtungen, die sich aus den zwei erwähnten Gesetzesvorschriften ergeben, nicht zur Abschaffung der Besteuerbarkeit des Geländes im Sinne vorliegenden Dekrets geführt hat.

§ 7. Die Feststellung durch den von der Regierung benannten Beamten der Nichtsteuerbarkeit eines Geländes im Sinne vorliegenden Dekrets führt zu der Befreiung der ausgesetzten Steuern.“.

Art. 157 - Ein Artikel *9bis* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Dekret eingefügt:

“Art. *9bis* - Die Gemeinden können zur regionalen Steuer Zuschlagshundertstel erheben.

Diese Zuschlagshundertstel können von den Gemeinden erhoben werden, die jährlich an der Zählung und Aktualisierung der Liste der Gelände teilnehmen, auf die vorliegende Steuer anwendbar sein könnte.“.

KAPITEL X. — Inkrafttreten

Art. 158 - Mit Ausnahme der Bestimmungen, deren Datum für das Inkrafttreten durch die Artikel 17, 100, 133, 136 und 138 festgelegt wird, tritt das vorliegende Dekret am 1. Januar 2015 in Kraft.

ANLAGE I

Anlage I zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

1	Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor		Bemerkungen
			4	5	
2	3	4	5	6	
1	- Schlachthöfe und private Schlachthäuser, mit Ausnahme der Zubereitung von Fleisch:				
	a. Schwein	1 000 kg Schlachtgewicht	0,3		
	Im Falle einer Verarbeitung von Innereien, Steigerung von		0,23		
	b. andere Tiere	1 000 kg Schlachtgewicht	0,52		
	Steigerungsfaktoren:				
	- Beseitigung des Panseninhalts		1,18		
	- Beseitigung des Schweineblutes		0,53		
	- Beseitigung des Blutes anderer Tiere		0,96		
2	- Geflügelschlachthöfe:				
	Gruppe I	1 000 kg Schlachtgewicht	0,29		1
	Gruppe II	1 000 kg Schlachtgewicht	0,58		1
	Gruppe III	1 000 kg Schlachtgewicht	1,02		1
3	- Getreidestärke- und Kartoffelstärkeunternehmen	1 000 kg Rohstoff	3		
4	- Asbest, Asbestzement, Beton, Ziege, Kalk, Zement, Töpferwaren, Glas (-fabriken)	100 Arbeitstage	0,35	0,014	
5	- Werkstätten für die Reparatur von Kraftfahrzeugen, Straßenbahnen oder Zügen, Garagen, Autowaschanlagen	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,05	0,032	
6	- Wäschereien, mit Ausnahme der Waschsaloons:				
	a. Nassreinigung	1 000 kg Weißwäsche, ausschließlich aus Krankenhäusern und Hotels: Bettwäsche und Handtücher für automatische Rollen	0,44		
		1 000 kg Weißwäsche, insofern kein anderer Faktor gilt	0,73		
		1 000 kg Buntwäsche, gestellte Arbeitskleidung, Handtücher und Küchentücher	1,02		
		1 000 kg gestärkte Wäsche	1,62		
		100 Arbeitstage	0,18		

1	Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor		Bemerkungen
	2	3	4	5	6
	b. Trockenreinigung	100 Arbeitstage	0,18		
	c. Färbung von Kleidung	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,73		
7	- Fabriken, in denen Putz- und Pflegemittel und Schmiermittel hergestellt werden	100 Arbeitstage	4,5	0,011	
8	- Beizen von Eisen: pro 1 000 kg abgeladenes zweiwertiges Eisen	100 Arbeitstage 100 Arbeitstage	0,23 3,3	0,032 0,032	
9	- Zubereitung von vorfrittierten Kartoffeln	1 000 kg Kartoffeln	0,87		
10	- Obstkonservenfabriken (Konfitürenfabriken einbegriffen)	1 000 kg Äpfel, Birnen, Erdbeeren 1 000 kg Kirschen, Johannisbeeren und andere süße Früchte	1,02 0,73		
11	- Galvanisierwerke	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,04	0,032	
12	- Gaswerke	1 000 kg Rohstoff	1,1		
13	- Druckereien und andere Druckbetriebe, die Papier und Karton gebrauchen	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,04	0,022	
14	- Laboratorien	100 Arbeitstage	1,1	0,011	
15	- Molkereien:				
	a. nicht sanierte Betriebe	1 000 kg geprüfte Milch	0,13		
		1 000 kg in einer Prüfstelle geprüfte Milch	0,06		
		1 000 kg Butter und (aus Butter gewonnenes) Butterfett	4,38		
		1 000 kg Butter (ununterbrochene Zubereitung ohne Waschen)	1,47		
		1 000 kg Käse	4,38		
		1 000 kg Flaschenprodukte	0,35		
		1 000 kg Milchpulver (Walzentrocknung)	1,78		
		1 000 kg Milchpulver (Sprühtrocknung)	1,47		
		1 000 kg Kondensmilch	0,44		
		Zubereitung von Eiscreme pro 1 000 kg Rohstoff	0,44		2
	b. sanierte Betriebe	1 000 kg geprüfte Milch	0,06		
		1 000 kg Butter	2,27		
		1 000 kg Käse	1,78		
16	- Lack- und Farbenfabriken	100 Arbeitstage	11,18	0,017	
17	- Kerzenfabriken und Wachsbleichen	100 Arbeitstage	0,65		
18	- Bäckereien und Konditoreien, Fabriken, in denen Nahrungsmittel hergestellt wird, die an keiner anderen Stelle genannt werden	100 Arbeitstage	0,45		
	- Eieraufbereitungsbetriebe	1 000 kg hergestelltes Produkt	0,5		
19	a. Brauereien	1 000 kg Bier	1,33		
	b. idem bei der Retention des Hopfens und der Treber	1 000 kg Bier	0,34		
20	- Rösten von Erdnüssen	1 000 kg Rohstoff	0,75		
21	- Kakao, Schokolade, Süßwaren und Honig (-fabriken)	1 000 kg Endprodukt	0,29		
22	- Keramikindustrie	100 Arbeitstage	0,22	0,014	
23	- Chemische Industrie				

1	Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor		Bemerkungen
	2		3	4	
	a. anorganische Chemie und Umwandlungsprozesse	100 Arbeitstage	11,8	0,019	
	b. organische Chemie	100 Arbeitstage	23,6	0,011	
24	Klebstofffabriken	1 000 kg Knochenleim	3,7		
25	- Leder und Felle, Pelze:				
	a. Chromgerbung	1 000 kg Rohstoff	6,9	0,012	
	b. Pflanzengerbung	1 000 kg Rohstoff	7	0,011	
	c. Alaungerberei	1 000 kg Rohstoff	10	0,011	
	d. Rauchwarenzurichtung	1 000 kg Rohstoff	10	0,011	
	e. Sämischgerberei	1 000 kg Rohstoff	20	0,011	
26	- Vernichtungsbetriebe	1 000 kg Bruttogewicht von zu vernichtenden Materialien	1,1	0,032	
27	- Brennereien	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,06		
28	- Emaillierwerke	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,04	0,032	
29	- Gemüsekonservenfabriken	1 000 kg geschälte Kartoffeln	1,75		
		1 000 kg blanchierte Kartoffeln	1,9		
		1 000 kg Möhren, Zwiebeln	1,3		
		1 000 kg rote Rüben	2,1		
		1 000 kg grüne Juliennesuppe	0,96		
		1 000 kg Spinat, Endivien, Kohlartern (außer der Zubereitung von Sauerkraut) und Kohlraben	0,75		
		1 000 kg Porree, grüne Bohnen, Stangenbohnen und Sellerie	0,58		
		1 000 kg Erbsen und Kichererbsen	1,02		
		1 000 kg anderes Gemüse	0,5		
30	- Waschen von Gemüse	1 000 kg Möhren	0,13		
		1 000 kg Schalotten	0,23		
31	- Hefefabriken und Spiritusbrennereien	1 000 kg Melasse	9,3		
32	- Limonadenfabriken und Wasser in Flaschen	1 000 l hergestelltes Produkt	0,12		
33	- Fabriken, in denen Margarine, Speisefett und -öl hergestellt werden, wenn das Öl ausschließlich durch Pressen der Körner gewonnen wird	1 000 kg noch nicht raffiniertes Öl oder Fett 1 000 kg hergestelltes Produkt	0,7		
34	- Mälzereien	1 000 kg Gerste	0,16		
35	- Metallverarbeitung				
	a. mechanische Arbeit	100 Arbeitstage	0,23	0,01	
	b. Verzinken, Beizen des Nichteisenmetalls	100 Arbeitstage	0,23	0,032	
36	- Metallindustrie	100 Arbeitstage	0,23	0,032	
37	- Papierindustrie	1 000 kg Holzschliff- oder Zellosepapier	1,6		
		idem Papier aus anderen Stoffen	7,8		
38	- Strohappenfabriken	1 000 kg Pappe	4,9		
39	- Parfüm- und Kosmetikfabriken	100 Arbeitstage	5,84		
40	- Fischkonservenfabriken	1 000 kg Fisch	2,43		
41	- Fischmehlfabriken	1 000 kg Fisch	3,3		
42	- Dreschen von Erbsen und Kichererbsen	1 000 kg Rohstoff	0,034		
43	- Fabriken, in denen aus Kartoffeln Stärke gewonnen wird	1 000 kg Kartoffeln	1,44		

1	Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor		Bemerkungen
			4	5	
2	3	4	5	6	
44	- Seifenfabriken	1 000 kg Seife	0,55		
	- wenn der Rückstand aus dem Aussalzen abgeleitet wird		3,1		
45	- Rübenzucker- und Rübensaftfabriken	1 000 kg Zuckerrüben	0,27		
	- wenn das Abwasser ausschließlich aus den Kondensatoren stammt	1 000 kg Zuckerrüben	0,027		
46	- Textilindustrie:				
	a. Spinnereien	100 Arbeitstage	0,18		
	b. Webereien	100 Arbeitstage	0,18		
	c. Färbereien	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,73		
	d. Bleichstätten	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,73		
	e. Wollwäschereien	1 000 kg Rohwolle	7		
47	- Waschen von Tonnen und Fässern	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,58	0,021	
48	- Vulkanisieranstalten, Fabriken, in denen Gummiwaren, Kabel und Kunstleder hergestellt werden	100 Arbeitstage	0,08	0,011	
49	- Betriebe, in denen Fleisch zubereitet wird	1 000 kg hergestelltes Produkt: Braten von Würsten, Kochen von Schinken	0,73		
		1 000 kg hergestelltes Produkt: andere Zubereitungen	0,45		
50	- Kunststoffverarbeitende Industrie	100 Arbeitstage	0,22		
51	- Kraftwerke	100 Arbeitstage	0,22	0,011	
52	- Fischzucht	1 000 kg verteiltes Futter	8	0	3
53	- Schwimmbäder	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,008	0	
54	Krankenhäuser im Sinne der Artikel 2 bis 4 des am 10. Juli 2008 koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser und andere Pflegeeinrichtungen	- Bett - Bett, wenn das Krankenhaus über eine Wäscherei verfügt, die die in der Einrichtung gebrauchte Wäsche behandelt	3 3,6	0 0	

Bemerkungen:

- Zur Gruppe I gehören Betriebe, deren Wasserverbrauch gering ist (10 m³ pro 1 000 kg Schlachtgewicht), die geeignete Vorsichtsmaßnahmen getroffen haben, um das Blut aufzufangen, und die die Federn oder Abfälle weder feucht behandeln noch transportieren.

Zur Gruppe II gehören Betriebe, die die Federn oder Abfälle nur feucht behandeln und/oder transportieren.

Zur Gruppe III gehören Betriebe, die die Federn oder Abfälle feucht transportieren, und alle Betriebe, die Hähnchen braten, sowie alle Betriebe, die nicht zu den Gruppen I oder II gehören.

- Unter "sanierter Molkerei" versteht man die Molkerei, in der geeignete Vorsichtsmaßnahmen getroffen worden sind, um den Verschmutzungsgrad zu begrenzen, wie das Auffangen der letzten Milchtropfen, das Zurückhalten des Wassers, welches zum Waschen der Butter gedient hat, das Sammeln der Pressrückstände, das Verhüten der Wasserausflüsse, usw.
- Was die Fischzuchten betrifft, wird eine prozentuale Verringerung der Belastungseinheiten angewendet, wenn eine oder mehrere der folgenden Maßnahmen durchgeführt werden:
 - Fütterung mit leicht verdaulichem Futter: 30% Verringerung;
 - Filtration über Drehfilter am Ausgang der Zuchtbecken: 75% Verringerung;
 - Absetzteich, dessen Größe der Abflussmenge angepasst ist, mit regelmäßiger Schlammrücknahme: 50% Verringerung;

Die Prozentsätze sind kumulierbar, wenn mehrere dieser Maßnahmen gleichzeitig durchgeführt werden (mit einem höchsten Verringerungssatz von 100%).

Anlage II

Anlage II zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Einheit	Mutmaßlicher Verbrauch
<u>Haushalte</u>	
— Hauptwohnnort alleinstehend	45 m ³
— Hauptwohnnort Haushalt	100 m ³
— zweiter Wohnort	25 m ³
<u>Campingplätze</u>	
— Standplatz	20 m ³
<u>Betriebe, Büros</u>	
— beschäftigte Person	9 m ³
<u>Lehranstalten</u>	
— Schüler	5 m ³
<u>Internate, Kasernen, Hotels, Altenheime, Pflegeanstalten</u>	
— Bett	45 m ³

Anlage III

Anlage III zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

A) Wert der Umweltbelastung "Viehbestand" F

	Kategorie von Tieren	Stickstoffkoeffizient
Rinder	Milchkuh	0.5538
	Mutterkuh	0.4062
	Schlachtkuh	0.4062
	sonstige Rinder, älter als 2 Jahre	0.4062
	Rind, jünger als 6 Monate	0.0615
	Färse, 6 bis 12 Monate alt	0.1723
	Färse, 1 bis 2 Jahre alt	0.2954
	Jungstier, 6 bis 12 Monate alt	0.1538
Jungstier, 1 bis 2 Jahre alt	0.2462	
Schafe und Ziegen	Schafe und Ziegen, jünger als ein Jahr	0.0203
	Schafe und Ziegen, älter als 1 Jahr	0.0406
Pferde	Pferd	0.3446
Schweine	Trächtige Sau und Sau mit Ferkeln, die jünger als 4 Wochen sind	0.0923
	Eber	0.0923
	Mastschweine und Jungsau	0.0480
	Mastschweine und Jungsau auf biokontrollierter Einstreu	0.0277
	Ferkel (4 bis 10 Wochen alt)	0.0117
Kaninchen	Mutterkaninchen	0.0222
	Mastkaninchen	0.0020
Geflügel	Fleischhähnchen (40 Tage alt)	0.0017

	Kategorie von Tieren	Stickstoffkoeffizient
	Lege- oder Zuchthennen (343 Tage alt)	0.0037
	Junghennen (127 Tage alt)	0.0017
	Zuchthähne	0.0026
	Enten (75 Tage alt)	0.0026
	Gänse (150 Tage alt)	0.0026
	Puten und Truthähne (85 Tage)	0.0050
	Perlhühner (79 Tage alt)	0.0017
	Wachteln	0.0002
	Strauße und Emus	0.0185

B) "Land"-Umweltbelastungswert

Anbauarten	Stickstoffkoeffizient	Pflanzenschutzmittel-Koeffizient	Erosion-Koeffizient
Rüben	0.188	0.095	0.173
Zichorie	0.278	0.080	0.173
Getreide mit NFZK	0.262	0.040	0
Getreide ohne NFZK	0.398	0.040	0
Mais	0.529	0.015	0.246
Kartoffeln	0.549	0.265	0.246
Raps und Rübsen	0.464	0.010	0
Gemüsekulturen, die für ihre Wurzeln geerntet werden	0.188	0.092	0.146
Andere Gemüsekulturen	0.638	0.092	0.146
Lein	0.554	0.002	0.262
Grünland	0.108	0.002	0
Sonstige Kulturen	0.188	0.002	0

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 12. Dezember 2014

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe
M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus
und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2014-2015.

Dokumente des Wallonischen Parlaments Nrn.63 (2014-2015) Nrn 1, 1bis, 2 bis 7.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 11. Dezember 2014.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2014/27266]

12 DECEMBER 2014. — **Programmadecreet houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit (1)**

De Waalse Regering,

Op de voordracht van de Minister-President, de Minister van Openbare Werken, de Minister van Huisvesting en Energie, de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Dierenwelzijn, de Minister van Begroting en de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

De Minister van Begroting moet het Waals Parlement een ontwerp van programmadecreet overleggen waarvan de inhoud de volgende is :

HOOFDSTUK I. — *Maatregelen inzake natuurrampen*

Artikel 1. Er wordt een instelling van openbaar nut ingesteld, met name het « Fonds wallon des calamités naturelles » (Waals natuurrampenfonds), dat twee afdelingen telt, met name het « Fonds wallon des calamités publiques » (Waals fonds voor openbare rampen) en het « Fonds wallon des calamités agricoles » (Waals landbouwrampenfonds).

Deze instelling wordt ingedeeld in categorie A van de instellingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 2. Het « Fonds wallon des calamités publiques » is onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut.

Art. 3. De opdracht van het « Fonds wallon des calamités naturelles » bestaat erin om via zijn twee afdelingen de financiële tegemoetkoming van het Waalse Gewest te dekken als gevolg van de door natuurrampen veroorzaakte schade, krachtens de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen.

Het « Fonds wallon des calamités publiques » dekt de uitgaven i.v.m. de financiële tegemoetkoming van het Waalse Gewest als gevolg van door openbare rampen veroorzaakte schade.

Het « Fonds wallon des calamités agricoles » dekt de uitgaven i.v.m. de financiële tegemoetkoming van het Waalse Gewest als gevolg van door landbouwrampen veroorzaakte schade.

Art. 4. Het « Fonds wallon des calamités publiques » en het « Fonds wallon des calamités agricoles » worden gespijsd met aparte dotaties die op de begroting van het Waalse Gewest worden uitgetrokken.

De Regering is bevoegd om de begroting van het « Fonds wallon des calamités naturelles » in de loop van het boekjaar aan te passen. Ze geeft het Parlement kennis daarvan.

Art. 5. Het « Fonds wallon des calamités naturelles » wordt beheerd door het personeel en binnen de diensten van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 6. In de titels I en III van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 11 juli 2013 worden de woorden « Nationale Kas voor Rampenschade », « Nationale Kas voor Rampenschade, ingesteld bij artikel 35 » en « Nationale Kas voor Rampenschade bedoeld in artikel 35 », wat betreft de financiële tegemoetkoming als gevolg van schade veroorzaakt door natuurrampen die zich na 1 juli 2014 hebben voorgedaan en die vanaf 1 januari 2015 door het Waalse Gewest gedragen wordt, met uitzondering van artikel 33, telkens vervangen door de woorden « Fonds wallon des calamités naturelles ».

Art. 7. Artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt aangevuld als volgt :

« - Fonds wallon des calamités naturelles (Waals natuurrampenfonds). »

Art. 8. Artikel 1, § 2, tweede lid, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut wordt aangevuld als volgt :

« - Het Fonds wallon des calamités naturelles (Waals natuurrampenfonds). »

HOOFDSTUK II. — *Maatregelen inzake verkeersveiligheid*

Art. 9. Er wordt een « Fonds des infractions routières régionales » ingesteld, hierna het Fonds, dat een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 4, tweede lid, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering.

Met uitzondering van ontvangsten tot een maximumbedrag van 43.950.000 euro die rechtstreeks op de Algemene begroting van het Waalse Gewest gestort worden, worden de ontvangsten boven dat bedrag die voortkomen uit de onmiddellijke inningen, de minnelijke schikkingen en de strafrechtelijke boeten die verband houden met de inbreuken op de reglementering inzake verkeersveiligheid en die overeenkomstig artikel 2bis van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten volgens de plaats van de overtreding aan de gewesten worden toegekend, voor het Fonds bestemd.

Op het krediet betreffende het Fonds bedoeld in het eerste lid worden enkel de volgende uitgaven geboekt :

- 1° de uitgaven ter financiering van de beveiliging van het gewestelijk verkeersnet via investeringen inzake civiele bouwkunde, elektromechanica, aankoop van materieel;
- 2° de uitgaven ter financiering van de bewustmakings- en voorlichtingsacties inzake de verkeersveiligheid;
- 3° de uitgaven ter financiering van de beveiliging van knelpunten op het gezamenlijke Waalse verkeersnet.

HOOFDSTUK III. — *Maatregelen inzake openbare werken*

Art. 10. De overeenkomst van 15 juli 2014 met betrekking tot de doorbetalingsverbintenis, afgesloten tussen het Waals Gewest, het Vlaams Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Single Service Provider en de financier, wordt hierbij bekrachtigd voor wat betreft het aandeel van het Waals Gewest in alle verplichtingen die ingevolge de DBFMO-overeenkomst van 25 juli 2014 door de interregionale entiteit Viapass of zijn rechtsopvolger of rechtsverkrijger aan de Single Service Provider of de financier verschuldigd zijn, voor zover deze niet vervuld kunnen worden door de interregionale entiteit Viapass of zijn rechtsopvolger of rechtsverkrijger.

HOOFDSTUK IV. — *Maatregelen inzake energie en huisvesting**Afdeling 1. — Wijzigingen in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt*

Art. 11. In artikel 51ter, § 2, eerste lid, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, wordt de zin « Het bedrag van het jaarlijks globale budget van de CWaPE bedraagt 5.600.000 euro » vervangen door de zin « Het jaarlijks globale budget van de "CwaPE" bedraagt 5.410.000 euro in 2015, 5.300.000 euro in 2016 en 5.230.000 euro vanaf 2017 ».

Afdeling 2 — Wijzigingen in de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen

Art. 12. Artikel 145/31 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006 en voor het laatst gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 145/37 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014, wordt paragraaf 3 vervangen als volgt :

« De vermindering wordt berekend :

- 1° voor de hypothecaire leningen waarvan de authentieke akte voor 1 januari 2015 wordt getekend, tegen het voor de belastingplichtige hoogste belastingtarief als vermeld in artikel 130, met een minimum van 30 percent. Ingeval de uitgaven die voor de vermindering in aanmerking komen, betrekking hebben op meer dan één belastingtarief, wordt voor elk deel van de bijdragen en betalingen het overeenstemmend tarief in aanmerking genomen;
- 2° voor de hypothecaire leningen waarvan de authentieke akte vanaf 1 januari 2015 wordt getekend of voor de overnamen van uitstaande bedragen verricht vanaf 1 januari 2015 in het kader van een opening van een voor die datum betaand krediet, tegen het belastingtarief van 40 percent. ».

Art. 14. Artikel 178/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. De belastingsverminderingen bedoeld in de artikelen 145/21, 145/25, 145/30, 145/31, 145/36 tot 145/47 die niet geheel of gedeeltelijk op de gewestelijke personenbelasting aangerekend kunnen worden, worden op de federale personenbelasting aangerekend. ».

Art. 15. Artikel 178/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. De belastingsverminderingen bedoeld in de artikelen 145/21, 145/25, 145/30, 145/31, 145/36 tot 145/47 die niet geheel of gedeeltelijk op de gewestelijke personenbelasting aangerekend kunnen worden, worden op de federale personenbelasting aangerekend. ».

Art. 16. In artikel 253 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 6 juli 1994 en gewijzigd bij het programmadecreet van 23 februari 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) onder punt 3^{obis}, eerste lid, worden de woorden « uiterlijk 31 december 2014 » ingevoegd tussen de woorden « vanaf 1 januari 2005, » en « volgens het volgende verschil »;
- b) punt 3^oter wordt aangevuld met de woorden « en uiterlijk 31 december 2014; »;
- c) er wordt een punt 3^oquater ingevoegd, luidend als volgt :
« 3^oquater. § 1. Nieuwe investeringen in materieel en gereedschap bedoeld in artikel 471, § 3, verworven of nieuw aangelegd op het grondgebied van het Waalse Gewest, vanaf 1 januari 2015.
§ 2. De vrijstelling wordt toegekend gedurende maximum negen achtereenvolgende belastbare periodes, met ingang op 1 januari van het jaar dat volgt op de verwerving of de aanleg van de investering, ten belope van 100 percent voor elk van de eerste vijf belastbare periodes en, voor elk van de vier volgende belastbare periodes, respectievelijk 80, 60, 40 en 20 percent. »;
- d) onder punt 4^o worden de woorden « en 3^oter » vervangen door de woorden « 3^oter en 3^oquater ».

Art. 17. De artikelen 12, 13 en artikel 15 zijn toepasselijk vanaf het aanslagjaar 2016.

Artikel 14 is toepasselijk vanaf het aanslagjaar 2016.

Artikel 16 ervan treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2015, uitgezonderd artikel 16, c, lid 2, waarbij een 3^oquater, § 2, ingevoegd wordt in artikel 253 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 92, waarvan de inwerkingtreding door de Regering zal worden bepaald.

HOOFDSTUK V. — *Maatregelen inzake leefmilieu**Afdeling 1. — Wijzigingen aangebracht in Boek I van het Milieuwetboek*

Art. 18. Artikel D.138, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 10 juli 2013, wordt aangevuld met volgend streepje :

« - de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren. ».

Art. 19. In artikel D.140, § 2, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden « of dierenbescherming en -welzijn » ingevoegd tussen de woorden « inzake leefmilieu » en « in het kader van haar maatschappelijk doel ».

Art. 20. In artikel D.159, § 2, van hetzelfde Boek wordt een punt 8^o ingevoegd, luidend als volgt :

« 8^o overtredingen van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren. ».

Art. 21. In artikel D.170 van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 1 worden de woorden « " dat uit twee afdelingen bestaat, met name : de afdeling " incivilités environnementales " en de afdeling " protection des eaux " bedoeld in artikel D.324 van het Waterboek. » vervangen « dat uit drie afdelingen bestaat, met name : de afdeling " incivilités environnementales ", de afdeling " protection des eaux " en de afdeling "protection des sols" »;
- 2° paragraaf 3 wordt aangevuld met volgend lid :
« Afwijkingshalve worden de administratieve boetes die opgelegd worden en de transacties die gesloten worden in geval van overtreding van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren gestort op het Begrotingsfonds van de dierenbescherming en -welzijn. »;
- 3° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :
« § 4. De ontvangsten van het « Fonds pour la Protection de l'Environnement, afdeling « Protection des sols », worden bestemd voor de financiering van de uitgaven betreffende het beleid inzake bodembescherming en-beheer. ».

Afdeling 2 — Wijzigingen aangebracht in Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterboek inhoudt

Art. 22. Deze afdeling beoogt de financiering van het waterbeleid via de optimalisering van de mechanismen tot terugwinning van de kosten van watergebruik, met inbegrip van de kosten inzake leefmilieu en waterhulpbronnen, overeenkomstig richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid.

Art. 23. In artikel D.2 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterboek inhoudt, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 13 oktober 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) er wordt een punt 16°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :
« 16°*bis* « dienstovereenkomst inzake industriële sanering » : de door de Waalse Regering goedgekeurde dienstovereenkomst waarbij de in artikel D.22 vastgelegde doelstellingen nagestreefd moeten worden en die gesloten wordt tussen een bedrijf dat industriële afvalwateren in een openbaar zuiveringsstation loost, de erkende saneringsinstelling bedoeld in de artikelen D.343 tot D.345 en de "S.P.G.E". »;
- b) er wordt een punt 20°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :
« 20°*bis* « industriële saneringskosten » : hierna « C.A.I. », de kostprijs van de dienst verleend door de « S.P.G.E. » ten gunste van het bedrijf dat industriële afvalwateren in een openbaar zuiveringsstation loost, en berekend overeenkomstig artikel D. 260, op basis van de exploitatiekosten, de investeringskosten en de beheerskosten. »;
- c) er wordt een punt 36°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :
« 36°*bis* « bemalingswater » : water afgevoerd via een geschikt technisch middel om een groeve of mijn in droge toestand te kunnen exploiteren; »;
- d) er wordt een punt 36°*ter* ingevoegd, luidend als volgt :
« 36°*ter* « geothermale wateren » : grondwateren waarvan de temperatuur 50°C overschrijdt wegens een verblijf in de diepte en die geëxploiteerd kunnen worden met het oog op de productie en de distributie van warmte of elektriciteit via een openbaar netwerk; »;
- e) er wordt een punt 36°*quater* ingevoegd, luidend als volgt :
« 36°*quater* « grijswater of gootwater » : huishoudafvalwater afkomstig van sanitaire installaties, wasmachines en keukens en waarin geen fecale materies, urine of toiletpapier voorkomen; »;
- f) er wordt een punt 36°*quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :
« 36°*quinquies* "zwartwater" : huishoudafvalwater afkomstig van wc's en waarin uitsluitend fecale materies, urine, toiletpapier of spoelwater voorkomen; »;
- g) punt 40° wordt opgeheven;
- h) onder punt 42° worden de woorden "en landbouwafvalwater" opgeheven;
- i) punt 71° wordt vervangen als volgt:
« 71° « belastingplichtige » : elke persoon, met inbegrip van de intercommunales, met uitzondering van de opdrachten i.v.m. het statuut van erkende saneringsinstelling die aan heffing of bijdrage onderworpen waterhoeveelheden opneemt, elke persoon onderworpen aan de belasting op de lozing van afvalwater alsook elke persoon onderworpen aan de belasting op de milieulasten veroorzaakt door landbouwbedrijven. ».

Art. 24. Artikel D.2*bis* van Boek II, gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2008, wordt opgeheven.

Art. 25. Artikel D.2*ter* van Boek II van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. D.2*ter*. § 1^{er}. De termijnen bedoeld in de artikelen D.252 tot D290 worden berekend overeenkomstig de artikelen 52, eerste lid, 53, 53*bis* et 54 van het Gerechtelijk wetboek.

§ 2. Als de artikelen D.252 tot D290, alsook het regelgevend gedeelte van Boek II en de desbetreffende overige uitvoeringsbesluiten, melding maken van de bevoegdheden van ambtenaren van de diensten van het Waalse Gewest en van de Waalse openbare instellingen aangewezen door de Waalse Regering om de dienst van de bij die bepalingen vastgelegde belastingen en taksen waar te nemen, kunnen die ambtenaren zowel van de statutaire personeelsleden als van het contractuele personeel van de dienst of van betrokken instelling deel uitmaken. ».

Art. 26. Artikel D.159 van Boek II van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. D.159. De milieuvergunning of de aangifte overeenkomstig de voorschriften bepaald bij het de decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning kan vereist worden voor :

- 1° elke lozing van afvalwater in gewoon oppervlaktewater, openbare rioleringen, afvalwatercollectoren of kunstmatig afvoerwateren;

- 2° elke tijdelijke of permanente storting van vervuilende stoffen op een plek waar ze door een natuurverschijnsel in oppervlaktewater of openbare rioleringen kunnen terechtkomen;
- 3° lozingen in gewoon oppervlaktewater bij het varen van boten;
- 4° de bouw van rottingsputten en gelijksoortige zuiveringssystemen;
- 5° waterwinplaatsen die niet gelegen zijn in een gebied waar water drinkbaar gemaakt kan worden. ».

Art. 27. Artikel D.177, tweede lid, van Boek II van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2007, wordt aangevuld met de volgende punten 3° en 4° :

- « 3° de laboratoria erkennen die belast worden met de grondanalyses om er de potentieel uitspoelbare stikstof, afgekort APL, te kwantificeren, of die belast worden met het uitvoeren van een stikstofprofiel van de grond;
- 4° de modaliteiten vastleggen volgens welke de landbouwer aantoont dat de infrastructuur voor de opslag van teelteffluenten in zijn landbouwbedrijf voldoet aan de voorschriften waarin de in 2° bedoelde beschermingsprogramma's voorzien, alsook de procedure en de modaliteiten tot afgifte van de conformiteitsattesten betreffende de opslag van teelteffluenten en de autoriteit die daarvoor instaat. ».

Art. 28. In deel III, Tittel I, Hoofdstuk I, wordt het opschrift van afdeling 2 van Boek II van hetzelfde Wetboek vervangen als volgt :

« Afdeling 2. — Algemene voorwaarden voor de openbare distributie van voor menselijk verbruik bestemd water ».

Art. 29. In deel III, Titel II, Hoofdstuk I, wordt het opschrift van afdeling 1 van Boek II van hetzelfde Wetboek vervangen als volgt :

« Afdeling 1. — Tarifiering en facturering van voor menselijk verbruik bestemd water ».

Art. 30. In deel III, Titel II, Hoofdstuk I, afdeling 1, van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van onderafdeling 1 vervangen als volgt :

« Onderafdeling 1. — Tarifiering van voor menselijk verbruik bestemd water ».

Art. 31. Artikel D.229 van Boek II van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. D.229. In het kader van de tarifiering bedoeld in artikel D.228 wordt de C.V.A. niet toegepast in de volgende gevallen : :

- 1° als de gebruiker in aanmerking komt voor een vrijstelling, overeenkomstig artikel D.270;
- 2° op het gedeelte van het totaal opgevangen volume dat als industrieel afvalwater wordt geloosd, als de gebruiker onderworpen is aan de belasting op het lozen van industrieel afvalwater of als hij bijdraagt in de industriële saneringskosten (CAI) waarin artikel D.260 voorziet;
- 3° op de watervolumes verbruikt door de landbouwbedrijven die onderworpen zijn aan de belasting op de milieulasten, met uitzondering van het volume dat gelijk is aan het vermoedelijke waterverbruik van het gezin, hetzij 90 m³. ».

Art. 32. In artikel D.239 van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt het getal "0,0125" vervangen door het getal "0,025".

Art. 33. In deel III, Titel II, Hoofdstuk I, worden de afdelingen 3 tot 5 van Boek II van hetzelfde Wetboek, die de artikelen D.252 tot D.317 inhouden, opgeheven.

Art. 34. In deel III, Titel II, wordt Hoofdstuk II van Boek II van hetzelfde Wetboek, dat de artikelen D.318 tot D.330 inhoudt, opgeheven.

Art. 35. In deel III, Titel II van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt volgend hoofdstuk II ingevoegd :

« Hoofdstuk II — Mechanismen tot terugwinning van andere kosten dan de tarifiering ».

Art. 36. Hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 35, wordt aangevuld met een afdeling 1, luidend als volgt :

« Afdeling 1. — Algemene bepalingen ».

Art. 37. Afdeling 1, ingevoegd bij artikel 36, wordt aangevuld met een artikel D.252, luidend als volgt :

« Art. D.252. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan administratie : de dienst(en) aangewezen door de Regering. ».

Art. 38. Hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 35, wordt aangevuld met een afdeling 2, luidend als volgt :

« Afdeling 2. — Belasting en bijdrage op de waterwinningen. ».

Art. 39. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 38, wordt aangevuld met een onderafdeling 1, luidend als volgt :

« Onderafdeling 1. — Winplaatsen voor tot drinkwater verwerkbaar water ».

Art. 40. Onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 39, wordt aangevuld met een artikel D.254, luidend als volgt :

« Art. D.254. De producenten van tot drinkwater verwerkbaar water, van wie de waterwinplaatsen in het Waalse Gewest gelegen zijn, dragen naar rato van de geproduceerde volumes van tot drinkwater verwerkbaar water bij tot de financiering van de maatregelen tot bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water.

De geproduceerde watervolumes bestemd voor distributie in het Waalse Gewest op basis waarvan de verdelers de sanering van afvalwater verhoudingsgewijs dragen, worden berekend op grond van de watervolumes die aan de verbruikers verdeeld en gefactureerd worden.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder " producenten van tot drinkwater verwerkbaar water " : De houders van winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water in het Waalse Gewest of elke andere persoon die het water, grosso modo, afkoopt van een andere waterproducent die op de verkochte volumes niet heeft bijgedragen tot de openbare sanering van de afvalwateren. ».

Art. 41. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel D.255 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D.255. § 1. De winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water zijn onderworpen :

1° enerzijds aan, hetzij :

- a) de betaling van een waterwinbelasting waarvan het bedrag is vastgelegd op 0,0756 euro per kubieke meter water geproduceerd in de loop van het winningsjaar;
- b) het sluiten van een dienstovereenkomst tot bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water met de "S.P.G.E.";

2° anderzijds aan, hetzij :

- a) het sluiten van een saneringsdienstovereenkomst met de "S.P.G.E." na afloop waarvan de waterproducent de diensten van de "S.P.G.E." huurt om, volgens een bepaalde planning, de openbare sanering te verrichten van een watervolume dat met het geproduceerde watervolume overeenstemt en dat bestemd is om via de openbare distributie te worden verdeeld in het Waalse Gewest;
- b) de uitvoering van de zuiveringsopdracht door hemzelf, naar rato van het watervolume dat hij produceert.

De verplichting van de houder van de winplaats van tot drinkwater verwerkbaar water wordt opgeheven wanneer een industriële saneringsdienstovereenkomst wordt gesloten en industriële saneringskosten aan de "S.P.G.E." worden gestort voor het gedeelte van het volume dat in de vorm van industrieel afvalwater wordt geloosd.

§ 2. De winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water worden bovendien onderworpen aan een jaarlijkse waterwinbelasting waarvan het bedrag is vastgelegd op 0,0756 euro per kubieke meter water geproduceerd in de loop van het winningsjaar.

§ 3. De winbelasting of -bijdrage bedoeld in de paragrafen 1 en 2 geldt niet voor de volgende grondwaterwinplaatsen :

- 1° het oppompen door de saneringsinstellingen in het kader van hun opdracht inzake afvoer van overstromingswater, met uitzondering van het watervolume dat ze verkopen of verdelen;
- 2° het proefoppompen tijdens een periode die niet langer dan twee maanden duurt. ».

Art. 42. Afdeling 2, ingevoegd bij artikel 38, wordt aangevuld met een onderafdeling 2, luidend als volgt :

« Onderafdeling 2. — Winplaatsen van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar is ».

Art. 43. Onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 42, wordt aangevuld met een artikel D.256, luidend als volgt :

« Art. D.256. § 1. De winplaatsen voor bemalingswater worden jaarlijks onderworpen aan een winningsbelasting van 0,0756 euro per kubieke meter bemalingswater betreffende de grondwatervolumes.

§ 2. De overige winplaatsen van niet tot drinkwater verwerkbaar water, met uitzondering van de winningen onder 3.000 kubieke meter, worden onderworpen aan een jaarlijkse winningsbelasting waarvan het bedrag vastgelegd is als volgt:

- 1° op de schijf van 0 tot 20 000 kubieke meter water : 0,03 euro per kubieke meter opgenomen water;
- 2° op de schijf van 20.001 tot 100.000 kubieke meter water : 0,06 euro per kubieke meter opgenomen water;
- 3° op de schijf boven 100.000 kubieke meter water : 0,09 euro per kubieke meter opgenomen water.

§ 3. De volgende grondwaterwinplaatsen zijn niet onderworpen aan een winningsbelasting bedoeld in paragraaf 2 :

- 1° het oppompen door de saneringsinstellingen in het kader van hun opdracht inzake afvoer van overstromingswater, met uitzondering van het watervolume dat ze verkopen of verdelen;
- 2° proefpompings tijdens een periode van hoogstens twee maanden. ».
- 3° tijdelijke oppompingen verricht ter gelegenheid van openbare of privé werken inzake civiele bouwkunde;
- 4° oppompingen ter bescherming van goederen, met uitzondering van de oppompingen verricht voor industriële of winstgevendende doeleinden;
- 5° oppompingen van geothermaal water voor de collectieve verwarming van openbare woningen of gebouwen. ».

Art. 44. Afdeling 2, ingevoegd bij artikel 38, wordt aangevuld met een onderafdeling 3, luidend als volgt :

« Onderafdeling 3. — Waterwinnings van niet tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater ».

Art. 45. Onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 44, wordt aangevuld met een artikel D.257, luidend als volgt :

« Art. D.257. § 1. De waterwinnings van niet tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater, met uitzondering van de winningen onder 10.000 kubieke meter, worden onderworpen aan een jaarlijkse winningsbelasting waarvan het bedrag vastgelegd is als volgt :

- 1° op de schijf van 0 tot 999 999 kubieke meter water : 0,063 euro per kubieke meter opgenomen water;
- 2° op de schijf van 1 000 000 tot 9 999 999 kubieke meter water : 0,037 euro per kubieke meter opgenomen water;
- 3° op de schijf van 10 000 000 tot 99 999 999 kubieke meter water : 0,020 euro per kubieke meter opgenomen water;
- 4° op de schijf boven 99 999 999 kubieke meter water : 0,004 euro per kubieke meter opgenomen water.

Er wordt een verminderingscoëfficiënt van de in het eerste lid bedoelde winningsbijdrage toegepast op de opgenomen volumes die in de oppervlaktewateren teruggelooosd worden. Die coëfficiënt is gelijk aan $[1 - ((\text{Teruggelooosd volume} / \text{opgenomen totaal volume}) / 2)]$.

§ 2. De volgende grondwaterwinplaatsen zijn niet onderworpen aan de winningsbelasting bedoeld in paragraaf 1 :

- 1° het oppompen door de saneringsinstellingen in het kader van hun opdracht inzake afvoer van overstromingswater, met uitzondering van het watervolume dat ze verkopen of verdelen;
- 2° tijdelijke oppompingen verricht ter gelegenheid van openbare of privé werken inzake civiele bouwkunde;
- 3° oppompingen ter bescherming van goederen;

- 4° oppompingen voor de collectieve verwarming van openbare woningen of gebouwen, met uitzondering van de oppompingen verricht voor industriële of winstgevende doeleinden;
- 5° de winningen die uitsluitend bestemd zijn voor de productie van groene elektriciteit in de zin van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt. ».

Art. 46. Hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 35, wordt aangevuld met een afdeling 3, luidend als volgt :

« Afdeling 3. — Belasting op de lozing van industrieel en huishoudelijk afvalwater ».

Art. 47. Afdeling 3, ingevoegd bij artikel 46, wordt aangevuld met een onderafdeling 1, luidend als volgt :

« Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen ».

Art. 48. Onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 47, wordt aangevuld met een artikel D.258, luidend als volgt :

« Art. D.258. Er wordt een jaarlijkse belasting op lozingen van afvalwater vastgelegd ».

Art. 49. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel D.259 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D.259. De belasting is van toepassing op :

- 1° elke natuurlijke of rechtspersoon, publiek- of privaatrechtelijk, inclus de intercommunales, behalve in het kader van de uitoefening van de opdrachten i.v.m. het statuut van erkende saneringsinstelling, hierna "bedrijven" genoemd, die industrieel afvalwater lozen in de openbare rioleringen, afvalwatercollectoren, zuiveringsstations van de saneringsinstellingen of in de oppervlakte- of grondwateren;
- 2° elke natuurlijke of rechtspersoon, publiek- of privaatrechtelijk, inclus de intercommunales, behalve in het kader van de uitoefening van de opdrachten i.v.m. het statuut van erkende saneringsinstelling die huishoudelijk afvalwater lozen in de collectoren bedoeld onder 1° en die wegens een niet openbare bevoorrading niet bijdraagt in de saneringskosten vervat in de reële kostprijs van het water, behalve als ze een vrijstelling genieten, overeenkomstig artikel D.270;
- 3° elke natuurlijke of rechtspersoon, publiek- of privaatrechtelijk, inclus de intercommunales, behalve in het kader van de uitoefening van de opdrachten i.v.m. het statuut van erkende saneringsinstelling die huishoudelijk afvalwater lozen in de collectoren bedoeld onder 1° en die de in artikel D.229, 2°, bedoelde vrijstelling van de C.V.A. genieten. ».

Art. 50. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 46, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Onderafdeling 2. — Bijzondere bepalingen betreffende de lozingen van industrieel afvalwater".

Art. 51. In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 50, wordt een artikel D.260 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.260. § 1. De jaarlijkse belasting op het lozen van industrieel afvalwater is evenredig met de hoeveelheid verontreinigende stoffen ervan berekend overeenkomstig de in de artikelen D.262 en D.265 bepaalde formules.

De in aanmerking te nemen hoeveelheid verontreinigende stoffen is die van het industriële afvalwater geloosd gedurende het jaar dat aan het belastingjaar voorafgaat.

§ 2. De onderneming die industrieel afvalwater in een openbaar zuiveringsstation loost, sluit een dienstencontract voor industriële sanering. Ze moet de kosten van de in dit contract bedoelde industriële sanering voor het geloosde afvalwatergedeelte betalen.

De onderneming die een dienstencontract voor industriële sanering heeft gesloten, wordt vrijgesteld van de in § 1 bedoelde jaarlijkse belasting op het lozen van industrieel afvalwater vanaf de datum van ondertekening van dit contract.

§ 3. De Regering keurt het model van het dienstencontract voor industriële sanering goed.

Het contract bevat minstens de volgende gegevens:

- 1) de bepaling van de diensten inzake de opvang en de zuivering van het industrieel water verleend door de "S.P.G.E." en de erkende zuiveringsinstellingen;
- 2) de geraamde hoeveelheid en de aard van het water geloosd door de industrie in het net of het station waarvoor een akkoord tussen partijen is gesloten;
- 3) de modaliteiten voor de berekening van de kosten van de industriële sanering bedoeld in artikel D.2, 20°bis;
- 4) de controles die de "S.P.G.E." of de erkende zuiveringsinstelling mogen verrichten om de overeenstemming van het geloosde water met de contractuele bepalingen te controleren en de modaliteiten voor de uitoefening van die controles;
- 5) de sancties voorzien indien de partijen hun verplichtingen niet naleven;
- 6) de oorzaken die een einde kunnen maken aan het contract en de gevolgen van het eventuele einde van het contract;
- 7) de uitzonderingen of eventuele afwijkingen van het principe volgens welk het contract voor een onbepaalde duur wordt gesloten.

Rekening houdende met sociale, leefmilieu- en economische impacten van de afwenteling van de kosten van de diensten, is de kostprijs van de industriële sanering gelijk aan de reële kostprijs of aan de tegenwaarde van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater indien de reële kostprijs hoger is dan die belasting.

Om het bestaan en het bedrag van het dienstencontract voor industriële sanering te bepalen, mag de "S.P.G.E." of de door de "S.P.G.E." gemachtigde erkende zuiveringsinstelling alle bewijsmiddelen aanwenden die door het gemeene recht worden toegelaten.

Wanneer de onderneming die industrieel afvalwater loost, de waarden van de in aanmerking te nemen parameters niet meedeelt aan de "S.P.G.E.", mag laatstgenoemde monsternemingen en analyses verrichten of laten verrichten om die waarden te bepalen, waarbij de daaruit voortvloeiende kosten ten laste zijn van de onderneming. Bij gebrek aan analyses wordt de last die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de reële kostprijs van de industriële sanering geraamd op basis van de beschikbare relevante inlichtingen.

De "S.P.G.E." kan op verzoek van de Waalse Regering de dienstencontracten per categorie industrieën zonder vergoeding en mits een opzegging van 12 maanden opzeggen.

§ 4. De "S.P.G.E." of de exploitant van de openbare saneringsinfrastructuur mogen de sanering onderbreken of beperken telkens als herstel-, renovatie-, wijzigings-, verplaatsings-, onderhouds- of exploitatiewerken het rechtvaardigen.

In dit geval zal de exploitant zich inspannen om het aantal onderbrekingen en de duur ervan tot een minimum te beperken. De betrokken ondernemingen die industrieel afvalwater lozen, worden uiterlijk vijf werkdagen vóór het begin van de werken op de hoogte gebracht van de werken.

In spoedgevallen of in geval van onderbrekingen van minder dan één uur, worden de betrokken ondernemingen die industrieel afvalwater lozen, op de hoogte gebracht van de werken binnen een redelijke termijn voor het begin ervan. Bewarende maatregelen of maatregelen bestemd om de schade te beperken kunnen uitgevoerd worden vóór hun kennisgeving aan de betrokken ondernemingen die industrieel afvalwater lozen.

Tijdens de onderbrekingen of de stopzettingen van de dienst wegens het algemeen belang in geval van overmacht of ingebrekestelling van de onderneming die industrieel afvalwater loost, zijn de S.P.G.E. of de exploitant niet verplicht een schadeloosstelling of een compensatie te betalen.

§ 5. Met het oog op de bevordering van het goede beheer van het industrieel afvalwater kan de Waalse Regering de overdracht aan de S.P.G.E. van een onroerend goed gelegen in een bedrijfsruimte of een deel van een dergelijk onroerend goed, in volle eigendom of in de ondergrond, toelaten na instemming van de S.P.G.E. en zonder terugbetaling van de steun of van de subsidie toegekend krachtens het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid. De saneringsinstallatie wordt door de overdrager met de normen in overeenstemming gebracht".

Art. 52. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel D.261 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.261. Het basisbedrag van de belasting per eenheid verontreinigende stoffen van het geloosde industriële afvalwater, hierna eenheidsbelasting genoemd, wordt vanaf 1 januari 2015 vastgesteld op 13 euro."

Art. 53. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel D.262 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.262. De hoeveelheid verontreinigende stoffen van het geloosde industriële afvalwater wordt berekend aan de hand van de volgende formule:

$$"N = N1 + N2 + N3 + N4 + N5"$$

Waarbij:

1° "N" = het totale aantal eenheden verontreinigende stoffen;

2° "N1" = $(Q/180) * [a + (0.35 * MS/500) + (0.45 * D.C.O./525)] * (0.4 + 0.6 d)$

Waarbij:

a) "N1" = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zwevende en oxydeerbare stoffen;

b) "Q" = het dagelijkse gemiddelde volume industrieel afvalwater, exclusief koelwater, uitgedrukt in liter, geloosd door de onderneming tijdens de drukste maand van het jaar. Het gemiddelde volume is het resultaat van de deling van het maandelijke volume door het aantal lozingsdagen tijdens de drukste maand;

c) "MS" = het gehalte aan zwevende stoffen, uitgedrukt in mg/l, van het ruwe water waarop Q betrekking heeft;

d) "COD" = het chemische zuurstofverbruik, uitgedrukt in mg/l, van het water waarop Q betrekking heeft na bezinking van twee uren;

e) "a" = een coëfficiënt met als waarde 0,2, behalve als het water rechtstreeks in het oppervlaktewater wordt geloosd; dan is de waarde gelijk aan 0;

f) "d" = de verbeterende factor resulterende uit een breuk met als noemer 225 en als teller het aantal dagen gedurende dewelke het afvalwater wordt geloosd; die factor wordt in aanmerking genomen voor de seizoensgebonden of periodieke activiteiten waarvoor kan worden bewezen dat gedurende minder dan 225 kalenderdagen per jaar afvalwater wordt geloosd; in de andere gevallen is de factor gelijk aan 1.

3° "N2" = $[Q1 (Xi + 0,2 Yi + 10 Zi)]/500$

Waarbij:

a) "N2" = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zware metalen;

b) "Q1" = het jaarlijkse volume industrieel afvalwater, exclusief koelwater, uitgedrukt in m³, dat tijdens het jaar is geloosd;

c) "Xi" = de som van de gemiddelde arsenicum-, chroom-, koper-, nikkel-, lood-, zilverconcentraties, gemeten in het water waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mg/l;

d) "Yi" = de gemiddelde zinkconcentratie, gemeten in het water waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mg/l;

e) "Zi" = de som van de gemiddelde cadmium-, kwik-, nikkel- en loodconcentraties, gemeten in het water waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mg/l;

4° "N3" = $(Q1 (N + P))/10.000$

Waarbij:

a) "N3" = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van voedingsstoffen;

b) "Q1" = het jaarlijkse volume industrieel afvalwater, exclusief koelwater, uitgedrukt in m³, dat tijdens het jaar is geloosd;

c) "N" = de gemiddelde concentratie van totale stikstof, gemeten in het afvalwater waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mgN/l;

d) "P" = de gemiddelde concentratie van totaal fosfor, gemeten in het afvalwater waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mg P/l;

5° "N4" = $0,2.Q2 dt/10.000$:

Waarbij :

- a) "N4" = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan het temperatuurverschil tussen het geloosde afvalwater en het ontvangende oppervlaktewater;
- b) "Q2" = het door het bedrijf jaarlijks geloosde volume koelwater, uitgedrukt in m³;
- c) "dt" = het gemiddelde temperatuurverschil, uitgedrukt in C°, tussen het opgevangen en het geloosde water waarop Q2 betrekking heeft;
- d) "N4" enkel in aanmerking wordt genomen indien Q2 dt of groter dan of gelijk is aan 1 000 000.
- 6° "N5 = e.(Q1.TU)/1000" :

Waarbij:

- a) "N5" = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan het toxiciteitsniveau;
- b) "e" = een verminderingcoëfficiënt dat een evolutief karakter wil geven aan de introductie van de ecotoxiciteit. Vanaf 1 januari 2015 is het coëfficiënt "e" gelijk aan 0. Vanaf 1 januari 2016 is het coëfficiënt gelijk aan 0,25. Vanaf 1 januari 2017 is het coëfficiënt gelijk aan 0,50. Vanaf 1 januari 2018 is het coëfficiënt gelijk aan 1.
- b) "Q1" = het jaarlijkse geloosde volume industrieel afvalwater, exclusief koelwater, uitgedrukt in m³;
- d) « TU » zijn de toxiciteitseenheden voor 1 kubieke meter, uitgedrukt in equitox, en zijn gelijk aan

$$\frac{100}{Ec50- 24 h'}$$

- e) EC50-24uur = de concentratie met een immobilisatie-effect op de helft van de bevolking van "daphnia magna" (microschaaldieren van zoetwater) na 24uur blootstelling aan het afvalwater, waarbij haar waarde uitgedrukt wordt in percentage afvalwater dat aan de proef wordt onderworpen.

Wanneer de EC50-24uur-waarde bedoeld in het tweede lid , 6°, e) hoger is dan 100 %, wordt het afvalwater als niet-giftig beschouwd (TU = 0).

De Regering bepaalt de activiteitssectoren onderworpen aan de toepassing van "N5", bedoeld in het tweede lid, 6°, a), naar gelang van de karakterisering van de lozingen en bepaalt er de analysemodaliteiten van."

Art. 54. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel D.263 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.263. § 1. De waarden van de in artikel D.262 bedoelde parameters zijn de in de milieuvergunning van de belastingplichtige vermelde maximale waarden, voor zover zij erin vermeld staan en de belastingplichtige de bewoordingen van de milieuvergunning of de werkelijke gemiddelde waarden in acht neemt, die op kosten van de belastingplichtige door een door de Regering erkend laboratorium bepaald zijn overeenkomstig artikel D.147, Boek I, van het Milieuwetboek, door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest volgens de voorschriften en onder het toezicht van het Bestuur.

Als de belastingplichtige de in aanmerking te nemen parameterwaarden verzuimt mede te delen aan het Bestuur, gaat bedoeld Bestuur tot monsternemingen en analyses over of laat ze daartoe overgaan om die waarden te bepalen, waarbij de daaruit voortvloeiende kosten ten laste komen van de belastingplichtige.

De Regering stelt de technische modaliteiten vast voor de bepaling van de waarden van de in artikel D.262 bedoelde parameters.

§ 2. Van de in het geloosde afvalwater gemeten waarden van de parameters MS, COD, Xi, Yi, Zi, N en P kan de belastingplichtige overeenstemmende waarden aftrekken die, overeenkomstig de hem bepaalde voorschriften en onder toezicht van het Bestuur, op zijn kosten worden gemeten door een door de Regering erkend laboratorium.

De aftrek gebeurt afzonderlijk en mag niet tot gevolg hebben dat de waarden van bepaalde parameters negatief worden."

Art. 55. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel D.264 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.264. Als het Bestuur de waarden van de parameters van de in artikel D.262 bepaalde formule niet kent en die parameters niet redelijkerwijs kan vaststellen op basis van de beoordelingselementen waarover het beschikt, of als technische of economische moeilijkheden de betrouwbare vaststelling van de reële gemiddelde waarden van die parameters in de weg staan, berekent het de hoeveelheid verontreinigende stoffen aan de hand van de in artikel D.265 bepaalde vereenvoudigde formule."

Art. 56. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel D.265 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.265. De vereenvoudigde formule van de hoeveelheid verontreinigende stoffen is de volgende :

$$"N = N1 + N2"$$

Waarbij:

- 1° "N" = het totale aantal eenheden verontreinigende stoffen;
- 2° "N1 = A C1/B":

Waarbij:

- a) "N1" = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zwevende en oxydeerbare stoffen;
- b) "A" = de jaarlijkse bedrijvigheid uitgedrukt overeenkomstig de gebruikte basis;
- c) "B" = de basis vermeld in kolom 3 van de tabel in bijlage 1;
- c) "C1" = de omzettingcoëfficiënt vermeld in kolom 4 van de tabel in bijlage I.

$$3° « N2 = (Q1. - Q2) C2 + Q2 C3 » :$$

Waarbij:

- a) "N2" = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zware metalen, voedingsstoffen en koelwater;
- b) "Q1" = het jaarlijkse volume van het geloosde industriële afvalwater, uitgedrukt in m³;
- b) "Q2" = het jaarlijkse volume van het geloosde koelwater, uitgedrukt in m³;
- d) "C2" = het 1/100ste behalve wanneer een andere omzettingcoëfficiënt wordt vermeld in kolom 5 van de tabel in bijlage 1.

e) "C3" = het 1/10 000ste;

f) Het product Q2 C3 wordt enkel in aanmerking genomen als Q2 groter dan of gelijk is aan 200 000 m³."

Art. 57. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel D.266 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.266. § 1. De jaarlijkse belasting is het product van de vermenigvuldiging van de in artikel D.261 bedoelde eenheidsbelasting met het aantal N eenheden verontreinigende stoffen bepaald in artikel D.262 of in artikel D.265.

§ 2. Als verscheidene ondernemingen hun afvalwater gezamenlijk lozen of behandelen, wordt de belasting in gelijke aandelen onder hen verdeeld.

De in het eerste lid bedoelde ondernemingen moeten de bepalingen van de artikelen D.276 tot D.280 naleven.

De ondernemingen die hun hoeveelheid verontreinigende stoffen nauwkeurig kunnen bepalen, mogen echter afzonderlijk worden belast.

Het saldo van de belasting wordt dan door het Bestuur in gelijke aandelen verdeeld onder de overblijvende ondernemingen.

Art. 58. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 46, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Onderafdeling 3 — Bijzondere bepalingen betreffende de lozingen van huishoudelijk afvalwater".

Art. 59. Onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 58, wordt aangevuld met een artikel D.267, luidend als volgt :

"Art. D.267. De jaarlijkse belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater is evenredig met het volume geloosd water, uitgedrukt in m³.

De eenheidsbelasting per kubieke meter geloosd afvalwater, bedoeld in artikel D.259, 2°, wordt vastgelegd op 1,935 euro vanaf 1 januari 2015."

Art. 60. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel D.268 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.268. § 1. Het watervolume onderworpen aan de in artikel D.267 bedoelde belasting wordt overeenkomstig de in die bepaling vermelde regels bepaald door middel van de meetinrichtingen voor het door de belastingplichtige opgevangen water, of bij gebrek eraan, op basis van zijn geraamd waterverbruik of van ieder ander bewijsstuk waarover het Bestuur beschikt om zijn waterverbruik vast te stellen.

Het geraamde waterverbruik van de belastingplichtige is gelijk aan het product van de vermenigvuldiging van het in bijlage II bedoelde aantal eenheden met het overeenstemmende geraamde waterverbruik. Het in aanmerking te nemen aantal eenheden is het maximumaantal eenheden dat in de loop van het lozingsjaar op dezelfde dag wordt geregistreerd.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt het volume voor de landbouwbedrijven forfaitair vastgesteld op 90 m³.

§ 3. Voor personen die industrieel en huishoudelijk afvalwater lozen, is de in artikel D.267 bedoelde belasting van toepassing op het gedeelte van het totaal opgevangen volume dat als huishoudelijk afvalwater wordt geloosd."

Art. 61. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel D.269 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.269. De jaarlijkse belasting is het product van de vermenigvuldiging van de in artikel D.269 bedoelde eenheidsbelasting met het in m³ uitgedrukte watervolume bepaald in artikel D.268."

Art. 62. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel D.270 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.270. De publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die huishoudelijk afvalwater dat ze voortbrengen of voor behandeling opvangen, zuiveren, genieten de vrijstelling of de terugbetaling van de belasting of de C.V.A. onder de door de Regering bepaalde voorwaarden.

De watervolumes opgevangen door de begunstigden van een vrijstelling of een terugbetaling van de belasting of de C.V.A. worden niet meegerekend in de watervolumes bedoeld in artikel D. 254, tweede lid."

Art. 63. In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 35, wordt een afdeling 4 ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling 4. — Belasting op de milieulasten veroorzaakt door de landbouwbedrijven".

Art. 64. Afdeling 4, ingevoegd bij artikel 63, wordt aangevuld met een artikel D.271, luidend als volgt :

"Art. D.271. Om de terugbetaling van de milieukosten gebonden aan de waterbron te verzekeren, wordt een jaarlijkse belasting op de milieulast veroorzaakt door de landbouwbedrijven vastgesteld."

Art. 65. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel D.272 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.272. De globale milieulast die in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van de jaarlijkse belasting is de som van de milieulast "veestapel" en de milieulast "gronden" veroorzaakt door het bedrijf tijdens het jaar vóór het belastingjaar."

Art. 66. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel D.273 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.273. § 1. Het aantal eenheden milieulast wordt aan de hand van de volgende formule berekend:

"N = N1 + N2".

Waarbij:

"N" = het totale aantal eenheden milieulast.

§ 2. N1 = de milieulast "veestapel". De last wordt bepaald door de producten voortvloeiend uit de vermenigvuldiging van het aantal dieren van elke categorie met de in tabel van bijlage III vermelde stikstofcoëfficiënt ervan op te tellen.

De stikstofcoëfficiënt is gelijk aan de waarde van de jaarlijkse productie van stikstof per soort dieren.

N1 = aantal dieren per categorie x stikstofcoëfficiënt van de overeenstemmende categorie.

§ 3. N2 = de milieulast "gronden". De last wordt bepaald door de milieulast "stikstof" (A), de milieulast "pesticiden" (B) en de milieulast "erosie" (C) op te tellen.

"N2 = A+B+C"

Waarbij:

"A" = de milieulast "stikstof" bepaald door de producten voortvloeiend uit de vermenigvuldiging van de oppervlakten van elke teeltcategorie, uitgedrukt in ha, met de in bijlage III vermelde stikstofcoëfficiënt ervan op te tellen.

De stikstofcoëfficiënt is gelijk aan het gemiddelde stikstofoverschot in de bodem per soort teelt.

$N1 = \text{oppervlakten per categorie} \times \text{stikstofcoëfficiënt van de overeenstemmende categorie.}$

"B" is de milieulast "pesticiden" bepaald door de producten voortvloeiend uit de vermenigvuldiging van de oppervlakten van elke teeltcategorie, uitgedrukt in ha, met de in bijlage III vermelde pesticidencoëfficiënt ervan op te tellen.

De coëfficiënt "pesticiden" is gelijk aan het gemiddelde gebruik pesticiden per soort teelt.

$B = \text{oppervlakten per categorie} \times \text{stikstofcoëfficiënt van de overeenstemmende categorie.}$

"C" is de milieulast "erosie" bepaald door de producten voortvloeiend uit de vermenigvuldiging van de oppervlakten van elke teeltcategorie gelegen op hellingen hoger dan 10 %, uitgedrukt in ha, met de in bijlage III vermelde gemiddelde erosiecoëfficiënt ervan op te tellen.

De erosiecoëfficiënt is gelijk aan het erosiepotentieel gebonden aan de teelt.

$C = \text{oppervlakten gelegen op hellingen hoger dan 10 \% per categorie} \times \text{erosiecoëfficiënt van de overeenstemmende categorie.}$

Art. 67. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel D.274 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.274. § 1. Het basisbedrag van de belasting per eenheid last gebonden aan het landbouwbedrijf, hierna eenheidsbelasting genoemd, wordt vanaf 1 januari 2015 vastgesteld op 10 euro.

§ 2. De in aanmerking te nemen globale milieulast wordt bepaald overeenkomstig bijlage III.

§ 3. Het voor elke categorie in aanmerking te nemen aantal dieren is het gemiddelde aantal gehouden of gefokte dieren tijdens het jaar vóór het belastingjaar.

§ 4. De gemiddelde eenheid milieulast "gronden" van een landbouwbedrijf wordt verkregen door de milieulast "gronden" (N2) te delen door de totale oppervlakte van het bedrijf, uitgedrukt in ha.

§ 5. De eerste dertig hectare van een bedrijf worden van de belasting vrijgesteld.

Die vrijstelling wordt berekend door de gemiddelde eenheid milieulast "gronden" van het bedrijf met 30 te vermenigvuldigen."

Art. 68. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel D.275 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.275. § 1. In afwijking van artikel D.273, § 2, is de milieulast "veestapel" nul wanneer de belastingplichtige over een conformiteitsattest van de infrastructuur voor de opslag van teelteffluënten beschikt, dat krachtens artikel D.177 is afgegeven, of wanneer de afgifte van dit attest behandeld wordt. Indien die behandeling bewijst dat de infrastructuur voor de opslag van de teelteffluënten niet conform zijn, rectificeert het Bestuur de berekening van de belasting binnen een termijn van vier jaar na de vaststelling ervan.

In afwijking van artikel D.273, § 2, is de milieulast "veestapel" nul wanneer het landbouwbedrijf van de belastingplichtige niet ingedeeld wordt krachtens de reglementering betreffende de milieuvergunning.

§ 2. In afwijking van artikel D.273, § 3, wordt de stikstofcoëfficiënt voor de maïsteelt met 40 % verminderd indien de belastingplichtige minstens over een advies voor bedachte bemesting beschikt gegrond op een stikstofprofiel dat door een erkend laboratorium overeenkomstig de door de Regering bepaalde regels uitgevoerd is in de lente van het jaar vóór het belastingjaar.

§ 2. In afwijking van artikel D.273, § 3, wordt de stikstofcoëfficiënt voor de aardappelteelt met 40 % verminderd indien de belastingplichtige minstens over een advies voor bedachte bemesting beschikt gegrond op een stikstofprofiel dat door een erkend laboratorium overeenkomstig de door de Regering bepaalde regels uitgevoerd is in de lente van het jaar vóór het belastingjaar.

In afwijking van artikel D.273, §3, is de milieulast "pesticiden":

1° nul wanneer de belastingplichtige de biologische landbouw uitoefent overeenkomstig de bepalingen beslist door de Waalse Regering krachtens het Waalse landbouwwetboek;

2° met 50 % verminderd wanneer de belastingplichtige zich in het proces van de geïntegreerde bestrijding of Integrated Pest Management, afgekort "IPM" verbonden heeft.

In afwijking van artikel D.273, § 3, is de milieulast "erosie" nul wanneer het landbouwbedrijf van de belastingplichtige de bepalingen betreffende de met gras bezaaide stroken beslist door de Waalse Regering krachtens het Waalse Landbouwwetboek naleeft.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende de verminderingen van belastingen en de bemonstering voor bodem in de lente met het oog op het stikstofprofiel."

Art. 69. In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 35, wordt een afdeling 5 ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling 5 — Aangifte, betaling en invordering van de belastingen en taksen".

Art. 70. Afdeling 5, ingevoegd bij artikel 69, wordt aangevuld met een artikel D.276, luidend als volgt :

"Art. D.276. Het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen is van toepassing op de belastingen en taksen bedoeld in dit hoofdstuk. De specifieke bepalingen bedoeld in deze afdeling zijn ook van toepassing."

Art. 71. In dezelfde afdeling 5 wordt een artikel D.277 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.277. Elke belastingplichtige moet het Bestuur jaarlijks alle gegevens verstrekken die nodig zijn voor de bepaling van de tijdens het jaar tevoren geproduceerde of uitgedrupte hoeveelheid water of van de tijdens het vorige jaar veroorzaakte last."

Art. 72. In dezelfde afdeling 5 wordt een artikel D.278 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.278. § 1. De aangifte wordt opgemaakt d.m.v. het formulier vastgelegd door de Regering. De aangifte wordt rechtstreeks aan de belastingplichtigen door het Bestuur afgegeven en gezonden vóór 31 januari van het belastingjaar.

De belastingplichtigen die het formulier niet ontvangen hebben, moeten er één bij het Bestuur aanvragen.

Bij stopzetting van de activiteiten moet de belastingplichtige een aangifteformulier bij het Bestuur aanvragen en het er binnen twee maanden na de stopzetting terug naartoe zenden.

§ 2. Indien het Bestuur toegang heeft tot de gegevens geïntegreerd in het GBCS in het kader van het Waalse Landbouwwetboek, gelden die gegevens als aangifte voor de bepaling van de belasting op de milieulasten.

§ 3. De Regering bepaalt de voorwaarden waarin de belastingplichtige zijn aangifte per e-mail kan indienen.

De Regering kan de voorwaarden waarin die procedure verplicht is, bepalen.

§ 4. De gepaste gegevens ingewonnen door het Bestuur of de S.P.G.E. die bijdragen tot de maatregelen voor de invordering van de kosten, worden tussen beide eenheden uitgewisseld.

De volgende gegevens worden door het Bestuur aan de S.P.G.E. meegedeeld zodat ze de inning en de betaling van de reële saneringsprijs of van de industriële saneringsprijs kan verrichten overeenkomstig de artikelen D.228, D.229 en D.260:

- 1° de naam van de belastingplichtige en zijn bankgegevens;
- 2° het adres van de belastingplichtige, zijn bedrijfszetel, zijn btw-nummer en zijn bedrijfsnummer;
- 3° de door de belastingplichtige uitgedrukte hoeveelheid, waarbij de hoeveelheden afkomstig en niet-afkomstig van de openbare distributie worden onderscheiden;
- 4° het bedrag van de reële saneringsprijs vermeld op de waterfacturen die de belastingplichtige in het kader van zijn aangifte aan het Bestuur meedeelt;
- 5° het bedrag van de belastingen op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater;
- 6° de resultaten van de autocontrole van de ondernemingen aangesloten op een openbaar zuiveringsstation;
- 7° de vergunning m.b.t. het lozen van industrieel afvalwater die in de milieuvergunning bedoeld is.

§ 5. De gegevens ingewonnen door het Bestuur in het kader van de bepaling van de belasting op het lozen van afvalwater of van de voorheffingsbelastingen kunnen megedeeld worden aan andere diensten van de Waalse Overheidsdienst zodat ze hun opdrachten inzake de invordering, het toezicht en het beheer van waterlichamen kunnen uitvoeren.

§ 6. De Regering kan de uitwisseling van gegevens tussen de diensten vermeld in de artikelen D.278, § 4 en D.278, § 5 toelaten. De Regering bepaalt er de modaliteiten van.”.

Art. 73. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel D.279, luidend als volgt :

“Art. D.279. De aangifte wordt jaarlijks vóór 31 maart aan de zetel van de Administratie gericht of overgemaakt. Jaarlijks vóór 31 maart richt de “S.P.G.E.” aan de Administratie de gegevens van de lijsten die betrekking hebben op de lozingen van industrieel afvalwater.”.

Art. 74. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel D.280, luidend als volgt :

“Art. D.280. De aangifte wordt onderzocht en het bedrag van de belastingen of heffingen wordt door de Administratie opgesteld.”.

Art. 75. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel D.281, luidend als volgt :

“Art. D.281. De winningsheffing en de belasting worden d.m.v. driemaandelijke voorschotten geïnd.

Elke voorschot is gelijk aan 20 % van het bedrag van de laatste winningsheffing of belasting die door de Administratie is vastgesteld.

Als er nog geen winningsheffing of belasting is vastgesteld, is elk voorschot m.b.t. het eerste jaar gelijk aan 20 % van het bedrag dat overeenstemt met de door de belastingplichtige in zijn vergunningaanvraag aangegeven winningen.

De winning heeft het debiteren van de voorschotten tot gevolg.

De voorschotten zijn betaalbaar uiterlijk de twintigste van de maand na elk kwartaal van het winningsjaar.”.

Art. 76. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel D.282, luidend als volgt :

“Art. D.282. De kohieren worden vastgesteld door de inspecteur-generaal van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van het Departement van de Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent of door de door hem afgevaardigde ambtenaar.

De Waalse Regering kan het eerste lid wijzigen in geval van wijziging van de structuur van de Waalse Overheidsdienst om de in het eerste lid bedoelde bevoegde ambtenaar aan te passen aan de nieuwe structuur.”.

Art. 77. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel D.283, luidend als volgt :

“Art. D.283. De Regering bepaalt :

- 1° de uitvoeringsmodaliteiten voor artikel D.281;
- 2° de administratieve kosten, ten laste van de belastingplichtige, en overeenstemmend met de handelingen die het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst werkelijk heeft verricht i.v.m. de inning van de belastingen en de heffingen.”.

Art. 78. Hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 35, wordt aangevuld met een afdeling 6, luidend als volgt :

“Afdeling 6. — Subsidies”.

Art. 79. Afdeling 6, ingevoegd bij artikel 78, wordt aangevuld met een artikel D.284, luidend als volgt :

“Art. D.284. De Regering kan de installatie van erkende zuiveringssystemen subsidiëren.

De Regering kan de gemeente of de erkende saneringsinstelling betrekken bij de procedure van aanvraag en uitbetaling van de subsidie of bij het toezicht op de installatie van het erkende zuiveringssysteem. Ze bepaalt de vergoeding voor de door de gemeente of de erkende saneringsinstelling bewezen dienst. Ze stelt de modaliteiten voor de toekenning van de subsidies vast in het kader van het in artikel D.218 bedoelde algemene reglement.

Art. 80. Dezelfde afdeling 6 wordt aangevuld met een artikel D.285, luidend als volgt :

"Art. D.285. De Regering kan de installatie en de werking subsidiëren van controle en autocontrolesystemen die betrekking hebben op de lozingen van industrieel afvalwater en die voor de optimalisering van de wateropnemingen van de bedrijven moeten zorgen. Ze stelt de modaliteiten voor de toekenning van de subsidies vast."

Art. 81. In deel III, Titel II van boek II van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk III ingevoegd, met als opschrift:

"HOOFDSTUK III. — Budgettaire bepalingen".

Art. 82. Hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 0, wordt aangevuld met een artikel D.286, luidend als volgt :

"Art. D.286. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder "Fonds", het "Fonds pour la protection de l'Environnement" (Fonds voor de bescherming van het leefmilieu), afdeling "protection des eaux" (bescherming van de wateren) bedoeld in artikel D.170 van Boek I van het Milieuwetboek.

De ontvangsten geïnd overeenkomstig de mechanismen tot terugwinning van de kosten veroorzaakt door de waterwinningen, door de lozingen van industrieel en huishoudelijk afvalwater en door landbouwactiviteiten alsook de verwijlinteressen verschuldigd door de belastingplichtigen bij gebrek aan betaling binnen de voorgeschreven termijnen, worden uitsluitend voor het "Fonds" bestemd.

§ 2. Het Fonds wordt bestemd voor de financiering van de opdrachten omschreven in de artikelen D.288, D.289 en D.291."

Art. 83. Hetzelfde Hoofdstuk III wordt aangevuld met een artikel 287, luidend als volgt :

"Art. D.287. Het Fonds wordt gefinancierd door:

- 1° de opbrengst van de winningsheffing bedoeld in artikel D.255, § 1;
- 2° de opbrengst van de bijdrage voor de winning van tot drinkwater verwerkbaar water bedoeld in artikel D.255, § 2;
- 3° de opbrengst van de bijdrage voor de winning van niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater bedoeld in artikel D.256;
- 4° de opbrengst van de bijdrage voor de winning van niet tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater bedoeld in artikel D.257;
- 5° de opbrengst van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater bedoeld in artikel D.260;
- 6° de opbrengst van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater bedoeld in artikel 267;
- 7° de opbrengst van de belasting op de milieubelasting veroorzaakt door de landbouwbedrijven bedoeld in artikel D.272;
- 8° de boetes en verwijlinteressen m.b.t. de procedures bedoeld in afdeling 5 van hoofdstuk II van deze titel;
- 9° de verloning van de kapitaalbrengen van het Waalse Gewest aan de "S.W.D.E." en aan de "S.P.G.E.";
- 10° de giften en alle andere toevallige ontvangsten die in verband staan met de uitoefening van de bevoegdheden van het Gewest op het gebied van de zuivering van het oppervlaktewater;
- 11° de bijdragen van Belgische, buitenlandse of internationale instellingen aan uitgaven op het gebied van de bescherming van de watervoorraad;
- 12° de terugbetaling van de terugvorderbare voorschotten die in toepassing van artikel D.21 werden toegekend;
- 13° de bedragen geïnd krachtens de indeplaatsstelling bedoeld in artikel D.290 § 2;
- 14° de krachtens artikel D. 290, § 3 terugbetaalde bedragen;
- 15° de vrijwillige stortingen van de personen die niet onderworpen zijn aan de winningsheffing bedoeld in artikel D.255, § 1, 1° die zich onvoorwaardelijk richten naar de verplichtingen ontstaan uit de toepassing van de artikelen D.167, D.167bis, D.171, D.172 en D.175;
- 16° de bijdragen van de natuurlijke of rechtspersonen van privaot of publiek recht waarvan de activiteiten de aard hebben om de schade bedoeld door dit hoofdstuk te veroorzaken of te verzwaren.

Wat punt 16° betreft, bepaalt de Regering het deel van iedere categorie van inkomsten en de onderwerpingscriteria, de modaliteiten van bijdrage van de ondernemingen ten gunste van het Fonds en de modaliteiten van invordering van de bijdragen."

Art. 84. Hetzelfde Hoofdstuk III wordt aangevuld met een artikel 287, luidend als volgt :

"Art. D.288. § 1. De opbrengst van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater bedoeld in artikel D.260 en de opbrengst van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater bedoeld in artikel D.267, zijn voor 95 percent voor de "S.P.G.E." bestemd.

§ 2. De ontvangsten van het Fonds worden aangewend in het kader van opdrachten betreffende de bescherming van het grondwater, namelijk:

- 1° de door de milieuvergunninghouders binnen de preventiezone getroffen maatregelen zoals :
 - a) studies;
 - b) de nodige werken voor de bescherming van de zone;
 - c) de in artikel D.174 bedoelde vergoedingen;
 - d) de werken voor de bestrijding van toevallige vervuilingen binnen de preventiezone;
- 2° de nodige studies voor het afbakenen van toezichtszones;
- 3° de vergoedingen voor werken die particulieren uitvoeren om watervervuiling te voorkomen;
- 4° de werken voor de bestrijding van toevallige vervuilingen in de toezichtszones;
- 5° de maatregelen inzake toezicht en controle op het voor menselijke consumptie bestemde water;
- 6° de systemen voor het toezicht en de controle op de grondwatervoorraden;
- 7° het beheer en de verbetering van de kwaliteit en de kwantiteit van het tot drinkwater verwerkbaar water dat beschikbaar is;

- 8° het beheer en een rationeler gebruik van het grondwater;
- 9° de studies en de uitvoering van werken die een einde moeten maken aan de overexploitatie van bepaalde waterlagen;
- 10° de inventarisatie van de grondwatervoorraden van het Gewest en een lijst van de bestaande waterwinningen;
- 11° de aankoop van onroerende goederen binnen de preventiezones;
- 12° de getroffen maatregelen voor de terugwinning van het uitgedompte water;
- 13° de werken voor de bescherming van het grondwater;

Wat de toepassing van de artikelen D.167, D.169, D.171 tot D.176, D. 255, betreft, verleent het Fonds zijn tegemoetkoming:

- 1° op basis van programma's voorgelegd door producenten van tot drinkwater verwerkbaar water en goedgekeurd door de Regering;
- 2° op basis van het door de Regering vastgestelde programma.

§ 3. De ontvangsten van het Fonds worden ook aangewend voor de uitgaven i.v.m. de uitvoering van de volgende opdrachten:

- 1° de beschermingsmaatregelen waarbij wordt voldaan aan de algemene immissienormen in de zones van tot drinkwater verwerkbaar water;
- 2° het uitwerken en het uitvoeren van actieprogramma's voor kwetsbare zones;
- 3° de inning en de invordering van de belastingen en heffingen;
- 4° de administratieve behandeling van de door het Gewest overeenkomstig de artikelen D.3, D.13, D.167, D.169, D.171 tot D.176, D.252, D.254 tot D.283 ingediende dossiers;
- 5° de maatregelen inzake toezicht en de dringende maatregelen bedoeld in artikel D.19;
- 6° de maatregelen die nodig zijn om de doelstellingen bedoeld in artikel D.22 te bereiken en die o.a. betrekking hebben op de huishoudens, bedrijven en landbouw;
- 7° het opmaken van het bewakingsprogramma, het maatregelenprogramma en het beheersplan voor de stroomgebieden, zoals bedoeld in de artikelen D.19, D.23 en D.24;
- 8° de maatregelen ter bestrijding van de overstromingen;
- 9° de financiering van de participaties ten gunste van het Waalse Gewest in het kapitaal van de "S.W.D.E." en in het kapitaal van de "S.P.G.E.", waarop ingetekend is door het Waalse Gewest;
- 10° het opstellen van statistieken waartoe krachtens artikel D.165 werd besloten;
- 11° het toezicht op de staat van het oppervlaktewater waarin voorzien is bij artikel D.20;
- 12° het opsporen, het vaststellen en het vervolgen van de overtredingen, krachtens de artikelen D.392 tot D.406;
- 13° de installatie van erkende zuiveringssystemen en de uitgaven om de controle ervan uit te voeren krachtens artikel D.284;
- 14° de subsidies bedoeld in artikel D.178;
- 15° de betaling als tegenprestatie voor de opdrachten en verbintenissen die de "S.P.G.E." en de "S.W.D.E." krachtens het beheerscontract hebben overgenomen;
- 16° de kosten voor de werking van de wetenschappelijke en technische Waterdienst bedoeld in artikel D.179;
- 17° de in artikel D.21 bedoelde terugvorderbare voorschotten;
- 18° de bezoldiging van de door de Regering aangewezen deskundigen om haar bij te staan in de functies die zij moet vervullen krachtens het Waterwetboek en krachtens artikel 81 van de speciale wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen indien het gaat om de onderhandeling over internationale akkoorden betreffende één van de doelstellingen van dit hoofdstuk;
- 19° de bijdrage tot het "Fonds de solidarité internationale pour l'eau" (Internationaal solidariteitsfonds voor water);
- 20° de "infrasts" bedoeld in artikel D.285.;
- 21° de betaling als tegenprestatie voor de opdrachten toevertrouwd aan de operatoren van de watersector.
- 22° de subsidies aan de "S.W.D.E." om haar openbare opdrachten te vervullen.

Art. 85. Hetzelfde Hoofdstuk III wordt aangevuld met een artikel 289, luidend als volgt :

"Art. D.289. § 1. Het Fonds heeft onder meer als opdracht het herstel van schade veroorzaakt door grondwaterwinningen en oppompingen.

§ 2. De Waalse Regering kan, ten laste van het Fonds, binnen de voorwaarden en de perken van de artikelen D.210 tot D.215 en D.289 tot D.291, voorschotten toekennen in de gevallen van schade bedoeld in artikel D.210, alsook voorschotten voor de financiering van de studies en expertises nodig voor de vaststelling en de evaluatie van de schade.

§ 3. De uitgaven verbonden aan de uitvoering van de maatregelen en de algemene studies met het oog op het voorkomen en het beperken van de schade bedoeld in artikel D.210, kunnen bovendien aangerekend worden op het Fonds.

Deze studies die, onder andere, betrekking hebben op belangrijke toekomstige en bestaande grondwaterwinningen, dienen als basis voor elke expertise die opgesteld wordt in geval van een verzoek tot vergoeding.

§ 4. De Regering mag de grenzen, de modaliteiten en de voorwaarden voor de uitoefening van de in de paragrafen 1 tot 3 bedoelde opdrachten nader bepalen.

§ 5. Het "Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine" (Waals fonds van voorschotten voor het herstel van schade veroorzaakt door grondwaterwinning en -oppomping), bedoeld in artikel D.325 van het Waterwetboek gecoördineerd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, vervalt.

§ 6. Het Gewest verzekert de verplichtingen van het Nationaal Fonds voor voorschotten opgericht bij artikel 7 van de wet van 10 januari 1977 houdende regeling van de schadeloosstelling voor schade veroorzaakt door het winnen en het pompen van grondwater.

§ 7. De ten voordele van het Waals Fonds voor voorschotten toegekende wettelijke hypotheeken worden van rechtswege overgedragen naar het Waalse Gewest.

§ 8. De Regering kan de krachtens dit artikel genomen hypotheeken opheffen voor zover een gelijkwaardige zekerheid ten gunste van het Waalse Gewest wordt gesteld.

§ 9. De ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst die eerder aangewezen werden om de werking van het Waals fonds van voorschotten te verzekeren, zijn belast met de uitbetaling van dit Fonds.

§ 10. De tegoeden van het Waals Fonds van voorschotten voor het herstel van schade veroorzaakt door grondwaterwinningen en pompings worden overgedragen aan het Gewest en aangewend in het Fonds voor Milieubescherming, afdeling "waterbescherming", bedoeld in artikel 170 van Boek I van het Milieuwetboek."

Art. 86. Hetzelfde Hoofdstuk III wordt aangevuld met een artikel 290, luidend als volgt :

"Art. D.290. § 1. In het geval dat een dagvaarding in rechte ingeleid wordt overeenkomstig artikel D.212, kan een voorschot worden toegekend naar billijkheid indien een beknopt onderzoek het bestaan van een relatie tussen de schade, de daling van de grondwaterlaag en de waterwinning of pomping heeft aangetoond.

§ 2. Het Waalse Gewest wordt in de rechten en rechtsvorderingen van de benadeelde persoon gesubrogeerd ten belope van het volledige voorschot en gaat over, ten laste van het Fonds, tot invordering van haar voorschotten.

§ 3. De begunstigde van het voorschot wiens rechtsvordering bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing verworpen werd, moet het voorschot terugbetalen."

Art. 87. Hetzelfde Hoofdstuk III wordt aangevuld met een artikel D.330-1, luidend als volgt :

"Art. D.330-1. Het bedrag van de belastingen, retributies en bijdragen bedoeld in dit Wetboek wordt jaarlijks op 1 januari automatisch en van rechtswege geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen dat zes weken vóór de datum van de indexering van kracht is."

Art. 88. Artikel D.332 van Boek II van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 2 wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

"7° alle verrichtingen die betrekking hebben op het beheer van industrieel afvalwater uitvoeren of laten uitvoeren."

2° punt 7° wordt aangevuld met de volgende paragrafen 3 en 4:

"§ 3. De Regering kan de "S.P.G.E." ermee belasten werken uit te voeren voor de bescherming van bepaalde winningen wanneer deze nodig blijken te zijn en voor zover ze in de in § 2 bedoelde programma's niet worden vermeld en voorgesteld door de producenten.

§ 4. De Regering kan de "S.P.G.E." ook ermee belasten elk onderzoek uit te voeren met het oog op :

- 1° het opmaken van een model van dagboek voor de uitbating van de waterproductie, dat de belastingplichtigen moeten bijhouden;
- 2° het opmaken van een model van een jaarlijks technisch verslag, dat de belastingplichtigen binnen een bepaalde termijn aan de Administratie en aan de "S.P.G.E." moeten overmaken;
- 3° het bepalen van de regels voor het voeren van een gepaste boekhouding;
- 4° het bepalen van de regels en criteria waardoor de productiekosten kunnen worden beperkt;
- 5° het bepalen van de regels voor een grotere doorzichtigheid van de kosten die voortvloeien uit de kostprijs van het geproduceerde water."

Art. 89. In deel III, Titel III, hoofdstuk I van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt wordt een artikel D.342bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.342bis. Indien de houders van waterwinningsvergunningen in het Waalse Gewest de verplichtingen vermeld in artikel D.255, § 1, niet vervullen, worden deze vervuld door de bevoegde overheden om hun opdrachten van openbare dienst voort te zetten en om zich te houden aan de verplichtingen vermeld in artikel D.255, § 1.

Als de bevoegde overheden de verplichtingen niet vervullen, worden ze dan tot dezelfde doeleinden door de bevoegde overheden of het Waalse Gewest vervuld. De bedragen ten laste van wanbetalende houders van waterwinningen worden door het Waalse Gewest teruggevorderd."

Art. 90. In artikel D.406 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 27 oktober 2011, worden de woorden "D.275 tot D.313 en D.318" vervangen door de woorden "D.252 tot D.283".

Art. 91. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel D.406-1, luidend als volgt :

"Art. D.406-1. De Regering kan de personeelsleden van de "Société publique de gestion de l'eau" (S.P.G.E.) en van de erkende saneringsinstellingen aanwijzen die belast zijn met de controle op de naleving van de bepalingen inzake sanering bepaald bij dit Wetboek."

Art. 92. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel D.406-2, luidend als volgt :

“Art. D.406-2. Er wordt tussen de Administratie en de “Société publique de gestion de l’eau” (S.P.G.E.) een inspectie- en controleprotocol voor het lozen van industrieel afvalwater opgesteld. ».

Art. 93. In artikel D.407, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 5 juni 2008, wordt het getal “0,0250” vervangen door het getal “0,050”.

Art. 94. De bijlagen I tot III bij hetzelfde Wetboek worden vervangen door de bij dit decreet gevoegde bijlagen I tot III.

Art. 95. Artikel 17bis, § 2, tweede lid, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, wordt aangevuld als volgt :

“- de belastingen en bijdragen bedoeld in artikel D. 278, § 1 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, als gevolg van een stopzetting van de activiteiten;

- de driemaandelijksse voorschotten betreffende de winningsheffingen en de belastingen op de waterwinningen bij niet-betaling binnen de termijn bepaald in artikel D.281 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.”.

Art. 96. In artikel 23, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “alsook de belastingen en voorschotten bedoeld in artikel 17bis, § 2, tweede lid, zevende en achtste streepje” worden ingevoegd tussen de woorden “en de Waalse belasting op het achterlaten van afval bedoeld in artikel 17bis, § 2, tweede lid, vierde streepje” en de woorden “zijn opeisbaar op de datum waarop het kohier uitvoerbaar is verklaard”;

2° de woorden “in artikel 17bis, § 2, tweede lid, eerste en tweede streepje” worden vervangen door de woorden “in artikel 17bis, § 2, tweede lid, eerste, tweede, zevende en achtste streepje”.

Art. 97. In artikel 63, § 2, 1°, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de woorden “en voor de belastingen en winningsbijdragen bedoeld in hoofdstuk II van titel II van deel III van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt” ingevoegd tussen de woorden “voor de belastingen op afval” en “krijgt de belastingplichtige”.

Art. 98. In artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden de woorden “Waals Fonds voor voorschotten voor de schadeloosstelling voor schade veroorzaakt door het winnen en het pompen van grondwater” opgeheven.

Art. 99. Artikel 47 van de hypotheekwet van 16 december 1851 wordt aangevuld met het volgende lid :

“Ten voordele doch op kosten van het Waalse Gewest wordt een wettelijke hypotheek op de zakelijke rechten toegekend aan de eigenaars aan wie het Waalse Gewest voorschotten voor die rechten heeft gestort overeenkomstig artikel D.289 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.”.

Art. 100. Deze afdeling treedt in werking op 1 januari 2015. Ze is van toepassing op basis van de winningen en lozingen uitgevoerd in 2014.

In afwijking van het eerste lid, treedt artikel D.260, § 2 en § 3, van Boek II van het Milieuwetboek, ingevoegd bij artikel 51, in werking op een door de Waalse Regering bepaalde datum.

De onderneming die industrieel afvalwater loost en die een dienstencontract afgesloten heeft met een openbare saneringsinfrastructuur of de “S.P.G.E.”, beschikt vanaf zijn inwerkingtreding over zes maanden om het dienstencontract aangenomen door de Waalse Regering bedoeld in artikel D. 260, § 2, te sluiten.

Afdeling 3. — Wijzigingen in het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer

Art. 101. Het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 april 2014, wordt aangevuld met een artikel 17bis, luidend als volgt :

“Art. 17bis. § 1. De Administratie verstrekt bij aangetekend schrijven of per email een eensluidend verklaard uittreksel van de databank betreffende de toestand van de bodems aan elke persoon die erom verzoekt.

Het eensluidend verklaard uittreksel wordt bij aangetekend schrijven of per email verstrekt mits betaling van een dossiersrecht gestort aan het “Fonds pour la protection de l’Environnement” (Fonds voor de bescherming van het leefmilieu), “section Protection des sols” (afdeling Bodembescherming), bedoeld in artikel D.170, §1, van Boek I van het Milieuwetboek.

De regering bepaalt de geldigheidsduur, de modaliteiten voor de aanvraag en de afgifte van het eensluidend verklaard uittreksel van de databank betreffende de toestand van de bodems alsook de modaliteiten voor de inning van de dossiersrechten.

De eensluidend verklaarde uittreksels worden individueel verstrekt per al dan niet gekadastraerd perceel.

In het geval dat de databank betreffende de toestand van de bodems geen enkel gegeven bevat voor het betrokken perceel, wordt dit uitdrukkelijk vermeld in het eensluidend verklaard uittreksel van de databank.

§ 2. Het bedrag van het dossiersrecht voor de afgifte van het eensluidend verklaard uittreksel bedraagt vijftig euro indien het elektronisch wordt afgegeven en zestig euro indien het bij aangetekend schrijven wordt afgegeven.

Voor de terreinen zonder kadastragegevens is het bedrag van het dossiersrecht vastgelegd op tweehonderd euro per kadastrale sectie of, bij gebrek, per kadastrale afdeling, per eensluidend verklaard uittreksel van de databank betreffende de toestand van de bodems via de elektronische weg. Indien het eensluidend verklaard uittreksel per aangetekend schrijven wordt afgegeven, bedraagt de vergoeding tweehonderd vijftig euro.

In afwijking van het eerste lid, wanneer de aanvraag betrekking heeft op meer dan vijftig gemene percelen, al dan niet gekadastraerd, wordt het bedrag van het dossiersrecht forfaitair vastgelegd op tweehonderd vijftig euro.

§ 3. Vanaf 1 januari 2017 wordt het bedrag van het dossiersrecht zoals bedoeld in paragraaf 1, om de twee jaar automatisch en van rechtswege geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijs dat zes weken vóór de datum van de indexering van kracht is. Het geïndexeerd bedrag wordt afgerond naar de hogere eenheid en wordt meegedeeld op de Internetsite “Portail environnement de Wallonie.”.

Art. 102. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *69bis*, luidend als volgt :

“Art. *69bis*. § 1. Een dossiersrecht, waarvan de opbrengst integraal aan het “Fonds pour la protection de l’environnement, section Protection des sols” gestort wordt en dat de administratieve kosten dekt, wordt ten laste van elke natuurlijke of rechtspersoon geheven wegens de indiening van een studie, project of beroep.

Het dossierrecht wordt vastgesteld als volgt.

- 1° 500 euro voor een saneringsproject;
- 2° 250 euro voor een karakteriseringsonderzoek of een studie waarbij een oriëntatieonderzoek met een karakteriseringsonderzoek gecombineerd wordt;
- 3° 150 euro voor een oriëntatieonderzoek of een eindevaluatie;
- 4° 50 euro voor een beroep.

Het dossiersrecht is verschuldigd op de datum waarop de aanvraag of het beroep ingediend wordt.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de inning van de dossiersrechten.

§ 2. Vanaf 1 januari 2017 wordt het bedrag van het dossiersrecht zoals bedoeld in paragraaf 1, om de twee jaar automatisch en van rechtswege geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijs dat zes weken vóór de datum van de indexering van kracht is. Het geïndexeerd bedrag wordt afgerond naar de hogere eenheid en wordt meegedeeld op de website “Portail environnement de Wallonie”.

Afdeling 4. — Wijzigingen in het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en het geschil inzake rechtstreekse gewestelijke belastingen

Art. 103. Artikel 5 van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt vervangen door volgend lid :

“Art. 5. § 1. Het bedrag van de belasting op het storten van huisafval in een technisch ingravingscentrum wordt vastgelegd op 68,82 euro/ton voor ongevaarlijke afval en op 74,37 euro/ton voor gevaarlijke afval.

§ 2. Als afvalstorting in een technisch ingravingscentrum niet toegelaten wordt door de regelgeving of door een administratieve machtiging, wordt het bedrag van de belasting vastgelegd op 166,50 euro/ton, met een minimum van 166,50 euro voor ongevaarlijke afval en op 666 euro/ton, met een minimum van 666 euro voor gevaarlijke afval.”.

Art. 104. Artikel 6, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het bedrag van de belasting wordt verminderd als volgt :

- 1° 25 euro/ton als het gaat om resten van behandeling door verbranding, om vliegias uit thermische centrales, niet inert gietzand en resten van de behandeling van afval uit de productie of de vervaardiging van gietijzer en staal;
- 2° 18 euro/ton voor resten van processen door inertage of stabilisering;
- 3° 16 euro/ton als het gaat om niet-inerte resten van glasrecyclingseenheden die gebruik maken van selectief ingezameld glas voor de productie van nieuw glas;
- 4° 15 euro/ton als het gaat om afval uit de afbraak van autowrakken en schroot;
- 5° 3 euro/ton als het gaat om andere afval dan die bedoeld in 10°, voortgebracht door grondsaneringsverrichtingen goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf wanneer andere beheersprocessen dan uitgraving en storting in centra voor technische ingraving volgens de Dienst enorme uitgaven zouden teweegbrengen of niet toegepast zouden kunnen worden;
- 6° 3 euro/ton als het gaat om resten en andere verontreinigde gronden uit vergunde grondsaneringscentra dan die bedoeld in 10°;
- 7° 3 euro/ton als het gaat om afval uit de vervaardiging van glasvezels, stoffen uit de bedding, oevers en bijhorigheden van waterlopen en -vlakken, afval uit de behandeling van water om het drinkbaar te maken, afval van ijzeroxide uit de zinkproductie, gekend onder de naam jarosiet en goethiet, en ganggesteente van mangaanerts uit de productie van mangaanzouten en -oxiden;
- 8° 3 euro/ton als het gaat om afval die fosfogips, slib van sodafabrieken, slib van de zuivering van zoutoplossingen van minerale stoffen en mijnafval bevat;
- 9° 3 euro/ton als het gaat om slib of vaste resten van de vervaardiging van gerecycleerde papierbrij uit bedrijven die papier- en kartonafval gedeeltelijk of geheel als grondstof gebruiken voor de productie van nieuw papier en karton;
- 10° 0,25 euro/ton voor :
 - gronden die in een technisch ingravingscentrum gestort kunnen worden, van klasse 3 of 5.3;
 - inerte afvalstoffen uit recyclagecentra, met inbegrip van fijn zeefzand dat in een technisch ingravingscentrum van klasse 3 gestort kan worden met een maximumgranulometrie van 40 millimeter voor zover ze minder bevatten dan :
 - a) 1 % niet-steenachtige materialen zoals plaaster, rubber, isolatiematerialen, dakbedekkingsmaterialen;
 - b) 5 % organieke stoffen zoals hout of plantenresten;
 - c) 15 % niet-natuurlijke steenelementen met afmetingen tussen 2 en 40 millimeter;

11° 0 euro/ton voor :

- asbesthoudende afvalstoffen;
- gronden die in een technisch ingravingscentrum gestort kunnen worden van klasse 3 of klasse 5.3, gebruikt als eindafdekking en voor het herstel van de centra voor technische ingraving;
- afvalstoffen die in een technisch ingravingscentrum benut kunnen worden als vervanging van producten of uitrustingen voor de uitbating en de sanering van het technisch ingravingscentrum, in overeenstemming met de bedrijfsvergunning of de milieuvergunning.”.

Art. 105. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 10. § 1. Het bedrag van de belasting op de verbranding van ongevaarlijke afvalstoffen met warmteterugwinning wordt vastgesteld op 8,99 euro/ton.

Bij verbranding zonder warmteterugwinning wordt het bedrag bedoeld in het vorige lid op 55,50 euro/ton vastgelegd.

§ 2. Als de afvalverbranding niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 166,50 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 166,50 euro.”.

Art. 106. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 11. § 1. Het bedrag van de belasting op de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen met warmteterugwinning wordt vastgesteld op 26,64 euro/ton.

Bij verbranding zonder warmteterugwinning wordt het bedrag bedoeld in het vorige lid op 66,60 euro/ton vastgelegd.

§ 2. Als de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 666 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 666 euro.”.

Art. 107. Artikel 12, lid 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“In afwijking van de artikelen 10, § 1, en 11, § 1, wordt het bedrag van de belasting op verbranding van afval uit grondsaneringshandelingen die zijn goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf op 2 euro/ton vastgelegd in geval van warmteterugwinning en op 3 euro/ton zonder warmteterugwinning.”.

Art. 108. Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 16. § 1. Het bedrag van de belasting op coverbranding van gevaarlijke afvalstoffen wordt vastgelegd op 7,49 euro/ton.

In afwijking van het vorige lid wordt het bedrag van de belasting op coverbranding van gevaarlijke afval uit grondsaneringshandelingen die zijn goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf op 0,50 euro/ton vastgelegd.

Het bedrag van de belasting verschuldigd overeenkomstig het eerste lid wordt met 30 % verminderd voor afvalstoffen die medeverbrand worden op de plaats waar ze geproduceerd worden als de volgende voorwaarden tegelijk vervuld worden :

- 1° de afvalstoffen worden door hun producent medeverbrand in een installatie die voldoet aan de geldende milieuvorschriften betreffende coverbranding van afval;
- 2° de coverbrandingsinstallatie is hoofdzakelijk bestemd voor het beheer van die afvalstoffen.

§ 2. Als de coverbranding van gevaarlijke afval niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 666 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 666 euro.”.

Art. 109. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 25. Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 166,50 euro/ton afval.”.

Art. 110. Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 30. Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 38,85 euro/ton.”.

Art. 111. Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 38. Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op 55,50 euro/m³ voor ongevaarlijke afvalstoffen, op 222 euro/m³ voor gevaarlijke afvalstoffen en op 222 euro/m³ op mengsels van gevaarlijke en ongevaarlijke afvalstoffen. Het bedrag van de belasting is nooit hoger dan 500.000 euro.”.

Art. 112. Artikel 40 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 40. Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 166,50 euro/m³ achtergelaten afval, met een minimum van 166,50 euro.

Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 666 euro/m³ gevaarlijke afvalstoffen, met een minimum van 666 euro.”.

Art. 113. In artikel 45, lid 2, van hetzelfde decreet worden de woorden “van de twaalf maanden voorafgaand aan de maand december” ingevoegd tussen de woorden “prijnsindexen” en de woorden “van het jaar voorafgaand aan”.

Art. 114. Artikel 49 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2007, wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in paragraaf 1, lid 1, wordt het Romeins cijfer “V” ingevoegd tussen de woorden “hoofstukken” en “VI”;
- 2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 3. Wat betreft de belasting verschuldigd overeenkomstig hoofdstuk V, moet elke belastingplichtige een aangifte bij de Dienst indienen met het bedrag van de belastingen verschuldigd in de loop van een kalenderhalfjaar.

Deze aangifte bevat alle gegevens die nodig zijn voor de controle op de inning van elke belasting die hij verschuldigd is in de loop van bedoelde periode.

De aangifte wordt uiterlijk de twintigste van de maand na het kalenderhalfjaar waarop ze slaat naar de zetel van de Dienst gezonden of daar afgegeven.”.

Art. 115. Artikel 50 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2007, wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in paragraaf 2, wordt het Romeins cijfer “V” ingevoegd tussen de woorden “hoofstukken” en “VI”;
- 2° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 3. Voor wat betreft de belasting verschuldigd overeenkomstig hoofdstuk V is de belasting in verband met een aangifte op initiatief van de belastingplichtige uiterlijk te betalen de twintigste van de maand volgend op de halfjaarlijkse vervalddag.”.

Art. 116. In artikel 70 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° lid 1 wordt vervangen als volgt :

“Voor de belastingplichtigen onderworpen aan de vennootschapsbelasting worden de belastingen bedoeld in de hoofdstukken III tot V voorzien van een coëfficiënt 0.7”;

- 2° in lid 2 worden de woorden “op de bedragen van de belasting op het storten in “C.E.T.” van de afval bedoeld in de artikelen 5 en 6, § 1,” opgeheven;
- 3° artikel 3 wordt aangevuld met een lid 3, luidend als volgt :
“In afwijking van lid 1 is de coëfficiënt niet van toepassing op de berekening van het bijkomend belastingbedrag voor het deel van de afvalstoffen die in een technisch ingravingscentrum buiten het grondgebied van het Waalse Gewest gestort worden.”.

HOOFDSTUK VI. — *Maatregelen ingevoerd inzake ruimtelijke ordening*

Art. 117. In artikel 183*bis* van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005 en gewijzigd bij het decreet van 23 februari 2006 worden volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 1, lid 2, 2°, worden de woorden “van sites bestemd voor herontwikkeling wat betreft de landschappen en het leefmilieu” ingevoegd tussen de woorden “herin te richten sites” en de woorden “die aan het Waalse Gewest toebehoren”;
- 2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een nummer 5° luidend als volgt :

“5° de uitgaven in verband met handelingen en werken van bouw, heropbouw, renovatie, sanering van gebouwen, aanleg van infrastructures en van uitrustingen met het oog op de uitvoering van het programma van te herontwikkelen sites en sites die op vlak van landschappen en leefmilieu hersteld moeten worden, met inbegrip van de desbetreffende onderzoeken.”.

Art. 117/1. Artikel 68 van de slotbepalingen van het decreet van 24 april 2014 tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129*quater* tot 184 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie en tot vorming van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 68. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2015. ».

HOOFDSTUK VII. — *Maatregelen inzake dierenwelzijn*

Art. 118. Artikel 34 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1995, bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001, bij de programmawet van 22 december 2003, bij de wet van 6 mei 2009 en bij de programmawet van 27 december 2012, wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in paragraaf 1, lid 1, wordt het tweede streepje opgeheven;
- 2° in paragraaf 1, lid 1, derde streepje, worden de woorden “andere door de minister bevoegd voor dierenwelzijn aangewezen personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu” vervangen door de woorden “de personeelsleden bedoeld in de paragrafen 1, 2 en 3 van artikel D.140 van Boek I van het Milieuwetboek ”;
- 3° in paragraaf 1, lid 1, wordt het vierde streepje opgeheven;
- 4° in paragraaf 1 worden het tweede en het derde lid opgeheven;
- 5° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :
“In afwijking van artikel D.139 van Boek I van het Milieuwetboek wordt voor de toepassing van deel VIII van hetzelfde Boek op de inbreuken op de wet onder “personeelslid” het statutaire of het contractuele personeelslid bedoeld in § 1 verstaan;
- 6° de paragrafen 3 en 4 worden opgeheven.

Art. 119. In artikel 35 van dezelfde wet, voor het laatst gewijzigd bij de programmawet van 27 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - a) de woorden “Onverminderd de toepassing, in voorkomend geval, van strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek, wordt gestraft met gevangenisstraf van één maand tot drie maanden en met een geldboete van 52 euro tot 2.000 euro of met een van die straffen alleen” worden vervangen door de woorden “Een inbreuk van de tweede categorie in de zin van artikel D.151 van Boek I van het Milieuwetboek begaat”;
 - b) er wordt een 10° en een 11° ingevoegd, luidend als volgt :
“10° de bepalingen overtreedt van Verordening (EG) nr. 1/2005 van de Raad van 22 december 2004 inzake de bescherming van dieren tijdens het vervoer en daarmee samenhangende activiteiten en tot wijziging van de Richtlijnen 64/432/EEG en 93/119/EG en van Verordening (EG) nr. 1255/97;
11° de bepalingen overtreedt van Verordening (EG) nr. 1099/2009 van de Raad van 24 september 2009 inzake de bescherming van dieren bij het doden.”;
- 2° in lid 2 worden de woorden “Onverminderd de toepassing, in voorkomend geval, van strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek, wordt gestraft met gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en met

geldboete [1 van 52 euro tot 2.000 euro]1 of met een van die straffen alleen” worden vervangen door de woorden “Een inbreuk van de tweede categorie in de zin van artikel D.151 van Boek I van het Milieuwetboek begaat”.

Art. 120. In artikel 36, lid 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1995, bij de programmawet van 22 december 2003 en bij de programmawet van 27 december 2012 worden volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden “Onverminderd de toepassing, in voorkomend geval, van strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek, wordt gestraft met een boete van 52 euro tot 2.000 euro” worden vervangen door de woorden “Een inbreuk van de tweede categorie in de zin van artikel D.151 van Boek I van het Milieuwetboek begaat”;
- 2° de nummers 17° en 18° worden opgeheven.

Art. 121. In artikel 36bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 4 mei 1995 en gewijzigd bij de programmawet van 27 december 2012 worden de woorden “Onverminderd de toepassing van strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek, wordt gestraft met een boete van 52 euro tot 2.000 euro” vervangen door de woorden “Een inbreuk van de derde categorie in de zin van artikel D.151 van Boek I van het Milieuwetboek begaat”.

Art. 122. Artikel 39 van dezelfde wet, gewijzigd bij de programmawet van 27 december 2012, wordt opgeheven.

Art. 123. In artikel 41 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 2009 en bij de programmawet van 27 december 2012 worden de woorden “worden gestraft met een geldboete van 52 euro tot 500 euro” vervangen door de woorden “vormen een inbreuk van de derde categorie in de zin van artikel D.151 van Boek I van het Milieuwetboek”.

Art. 124. In artikel 42 van dezelfde wet, voor het laatst gewijzigd bij de programmawet van 7 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in artikel 1, lid 2 worden de woorden “van artikel 40” vervangen door de woorden “in artikel D.157, § 2, 6°, en D.163, § 6, lid 2, 5°, van Boek I van het Milieuwetboek”;
- 2° in paragraaf 1 wordt lid 3 vervangen als volgt : “In de gevallen bedoeld in leden 1 en 2 wordt een kopie van het proces-verbaal bedoeld in artikel D.141 van Boek I van het Milieuwetboek bezorgd aan de Waalse overheidsdienst bevoegd voor dierenwelzijn.”.

Art. 125. In de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, laatst gewijzigd bij de wet van 7 februari 2014, wordt een hoofdstuk XI/1 ingevoegd met als opschrift : “Begrotingsfonds voor dierenbescherming en dierenwelzijn”.

Art. 126. In hoofdstuk XI/1, ingevoegd bij artikel 125, wordt een artikel 43-1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 43-1. Overeenkomstig artikel 4, lid 2, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, wordt binnen de algemene uitgaven- en ontvangstenbegroting van het Gewest een begrotingsfonds voor de dierenbescherming en voor het dierenwelzijn ingesteld , in dit hoofdstuk “het fonds” genoemd.”.

Art. 127. In hetzelfde hoofdstuk XI/1 wordt een artikel 43-2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 43-2. § 1. Aan het Fonds worden toegewezen :

- 1° de sommen die verschuldigd zijn krachtens de belastingen, bijdragen en retributies bepaald bij of krachtens deze wet;
- 2° in afwijking van artikel D.170 van Boek I van het Milieuwetboek, de geldsommen bedoeld in artikel D.159 van Boek I van het Milieuwetboek, wanneer zij wetsovertredingen betreffen;
- 3° in afwijking van artikel D.170 van Boek I van het Milieuwetboek, de opbrengst van de geldboetes opgelegd door de gewestelijke sanctieambtenaren en geïnd krachtens artikel D.165, lid 3, van Boek I van het Milieuwetboek wanneer zij wetsovertredingen betreffen;
- 4° de opbrengst van de verbeurdverklaringen bevolen door de sanctieambtenaar ten gevolge van een wetsovertreding;
- 5° de giften en legaten gedaan te voordele van het Waalse Gewest voor de ondersteuning van de dierenbescherming en het dierenwelzijn;
- 6° de sommen ingevorderd door de bevoegde overheid ter uitvoering van artikel 41bis en artikel 42;
- 7° de inkomsten uit de bijdrage van de Europese unie tot de uitgaven verricht door het fonds.

§ 2. De middelen uit het fonds worden ingezet voor de financiering van de uitgaven voor het beleid inzake dierenbescherming en dierenwelzijn bepaald bij de wet.”.

Art. 128. In hetzelfde hoofdstuk XI/1 wordt een artikel 43-3 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 43-3. De uitgaven van het fonds kunnen verband houden met vergoedingen, toelagen of prestaties, meer bepaald de personeels-, werkings-, investerings-, vaststellings-, betugelings-, beslagname- of andere kosten verbonden met acties of opdrachten waartoe besloten is in het kader van het Fonds en die door derden zijn doorgevoerd.”.

HOOFDSTUK VIII. — *Maatregelen inzake landbouw*

Art. 129. Artikel D.229, § 1, van het decreet van 27 maart 2014 betreffende het Waalse Landbouwwetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“De Regering kan in nadere regels voorzien voor de aanpassing van het operationeel plan.”.

Art. 130. Artikel D.234 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden “per landbouwproduct of per assortiment landbouwproducten” opgeheven en de woorden “de bevordering” vervangen door de woorden “de bevordering van landbouwproducten en verwerkte landbouwproducten”;

2° in paragraaf 1, lid 3, worden de woorden “, de herzieningsmodaliteiten” ingevoegd tussen de woorden “de grondslag” en “, het percentage”;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Het Agentschap kan de vrijwillige bijdragen innen ten laste van de personen die wensen de diensten van het Agentschap te genieten, volgens de door de Regering bepaalde nadere regels en procedures.”.

Art. 131. In artikel D.418, 8°, van hetzelfde decreet worden de woorden “31 december 2014” vervangen door de woorden “31 december 2015”.

HOOFDSTUK IX. — *Maatregelen inzake fiscaliteit**Afdeling 1. — Invoering van een gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting*

Art. 132. Voor de toepassing van Titel III/1 van de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en onverminderd de toepassing van artikel 54 van dezelfde wet worden de gewestelijke opcentiemen vastgesteld op 35,117% van de verminderde Belasting Staat.

De termen “verminderde belasting Staat” en “gewestelijke opcentiemen” hebben voor de toepassing van die bepaling de betekenis die hun wordt gegeven in titel III/1 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 133. Die afdeling is vanaf het aanslagjaar 2015 van toepassing.

Afdeling 2. — Wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wat betreft de aanslagtermijn en eisbaarheid van de belastingen

Art. 134. In artikel 17bis van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007 en gewijzigd bij de decreten van 17 januari 2008, 10 december 2009 en 28 november 2013 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2/3 wordt opgeheven.

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

“§ 3. Een belastingbedrag kan slechts het voorwerp uitmaken van maatregelen tot gedwongen uitvoering door de ontvanger als deze maatregelen worden voorafgegaan door een opneming in een uitvoerbaar verklaard kohier, document dat de uitvoerbare titel van de invordering vormt.”.

Art. 135. Artikel 18 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 28 november 2013 wordt aangevuld als volgt :

“op de tijdstippen die door dezelfde ambtenaar worden bepaald.”.

Art. 136. Deze afdeling treedt in werking de tiende dag na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 3. — Opheffing van het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO2-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen

Art. 137. Het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO2-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen wordt opgeheven.

Het blijft evenwel van toepassing op de dossiers die in behandeling zijn bij de inwerkingtreding van dit artikel tot de afsluiting ervan.

Art. 138. Deze afdeling treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Afdeling 4. — Wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Art. 139. Artikel 97, tweede lid, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 en gewijzigd bij de decreten van 19 december 2012 en 19 september 2013, wordt vervangen als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, wordt de belasting verschuldigd voor de personenauto's en de auto's voor dubbel gebruik die in het Waalse Gewest in gebruik worden genomen, met uitzondering van degenen die in hetzelfde Gewest in gebruik worden genomen door maatschappijen, autonome overheidsbedrijven en verenigingen zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten, bedoeld bij artikel 94, 1° wegens twee bestanddelen :

- de eerste op grond van het vermogen van de motor uitgedrukt, hetzij in fiscale paardenkracht, hetzij in kilowatt;
- de tweede, “ecomalus” genoemd, naar gelang van de categorie CO2-emissies van het autovoertuig dat in gebruik wordt genomen.”.

Art. 140. In Titel V, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van afdeling 1, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008, vervangen door wat volgt :

"Afdeling 1. — Bedrag van de belasting voor de personenauto's en de auto's die in het Waalse Gewest in gebruik worden genomen, met uitzondering van die welke in hetzelfde Gewest in gebruik worden genomen door maatschappijen, autonome overheidsbedrijven en verenigingen zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten, bedoeld bij artikel 94, 1^o."

Art. 141. Artikel 97bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 en gewijzigd bij de decreten van 19 december 2012 en 19 september 2013, wordt vervangen als volgt :

"Art. 97bis. § 1. Voor de personenauto's en de auto's die in het Waalse Gewest in gebruik worden genomen, met uitzondering van degenen die in hetzelfde Gewest in gebruik worden genomen door maatschappijen, autonome overheidsbedrijven en verenigingen zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten, bedoeld bij artikel 94, 1^o, in deze afdeling "autovoertuigen" genoemd, bestaat het bedrag van de belasting uit het totaalbedrag van de twee bestanddelen genoemd in artikel 97, tweede lid.

§ 2. Het eerste bestanddeel van de belasting verschuldigd voor de autovoertuigen wordt berekend overeenkomstig artikel 98.

§ 3. Het tweede bestanddeel van de belasting verschuldigd voor de autovoertuigen, "ecomalus" genoemd, wordt berekend overeenkomstig de artikelen 97quater en 97quinquies".

Art. 142. In artikel 97ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 1 juli 2010 en bevestigd bij decreet van 10 november 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in 1^o, derde lid, eerste streepje, wordt het getal "195" vervangen door het getal "205";
- a) in 1^o, derde lid, tweede streepje, wordt het getal "186" vervangen door het getal "196";
- a) in 2^o, eerste lid, wordt het getal "150" vervangen door het getal "140".

Afdeling 5. — Wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten

Art. 143. In artikel 53ter, § 1, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij de decreten van 10 december 2009, 10 mei 2012 en 19 september 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in het eerste lid, worden de bedragen "200.000 EUR" en "191.000 EUR" respectievelijk vervangen door de bedragen "160.000 EUR" en "150.000 EUR";
- b) in het tweede lid, wordt het jaar "2011" vervangen door het jaar "2015";
- 3^o in het derde lid, wordt het jaar "2010" vervangen door het jaar "2014".

Afdeling 6. — Bepalingen betreffende de belastingen op masten, pylonen en antennen

Art. 144. Er wordt in het Waalse Gewest een jaarlijkse belasting gevestigd op masten, pylonen of antennen bestemd voor de uitvoering, rechtstreeks met het publiek, van een mobiele telecommunicatieverrichting door de operator van een openbaar telecommunicatienet.

Art. 145. De belasting is verschuldigd door de operator van de mast, de pyloon of de antenne op 1 januari van het aanslagjaar.

Als de operator niet eigenaar is van de mast, de pyloon of de antenne, wordt hij hoofdelijk gehouden tot de betaling van de belasting.

Art. 146. Het jaarlijks basisbedrag van de belasting wordt vastgesteld op 8.000 euro per site. Dit bedrag wordt, vanaf het aanslagjaar 2015, geïndexeerd volgens de volgende formule :

Geïndexeerd bedrag = Basisbedrag * (indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het aanslagjaar / indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van 2014).

Onder site wordt verstaan het geheel, onlosmakelijk verbonden zonder substantiële werkzaamheden, gevormd door de mast, de pyloon of de antenne(n) en bijbehorende uitrustingen, die door één of verschillende operatoren zijn geïnstalleerd.

De operatoren die een site bedoeld bij deze belasting gezamenlijk gebruiken, worden hoofdelijk gehouden tot de betaling van de belasting.

Het bedrag van de belasting wordt geannuleerd in geval van een ingerichte site die effectief niet wordt gebruikt.

Art. 147. Elke belastingplichtige moet jaarlijks aangifte doen bij het belastingsorgaan opgericht door de Waalse Regering, van het aantal sites die per gemeente alleen of gezamenlijk worden ingericht of gebruikt.

Art. 148. De aangifte, de procedure tot aanslag, de aanslag- en opeisbaarheidstermijnen, de vordering en de beroepsmiddelen worden opgesteld overeenkomstig het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 149. De gemeenten mogen geen belasting heffen met eenzelfde voorwerp.

De gemeentelijke reglementen met betrekking tot een belasting met hetzelfde voorwerp worden opgeheven.

Art. 150. § 1. In afwijking van artikel 150 kunnen de gemeenten een aanvullende belasting vestigen van hoogstens honderd opcentiemen op de belasting gevestigd in artikel 0 op de masten, pylonen of antennen bedoeld in artikel 0 die voornamelijk op hun grondgebied worden opgesteld.

§ 2. De aanvullende belasting kan niet het voorwerp uitmaken van een vermindering, vrijstelling of uitzondering.

Art. 151. § 1. Een procent van de opbrengst van de aanvullende belasting wordt afgehouden voor administratieve kosten vóór de toewijzing van het saldo aan de gemeenten.

§ 2. De Regering bepaalt de bijzondere modaliteiten voor de toewijzing van de opbrengst van de aanvullende belasting aan de gemeenten.

Afeling 7. — Bepalingen betreffende afgedankte bedrijfsruimten

Art. 152. In artikel 2 van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, zoals gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het getal "5.000" wordt vervangen door het getal "1.000";

2° het getal "50" wordt vervangen door het getal "25".

Art. 153. In artikel 5 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden "of van elke zoals in artikel 7, § 3, tweede lid, bedoelde jaarlijkse vaststelling die later dan eerstgenoemde vaststelling plaatsvindt" vervangen door de woorden "of van de latere vaststellingen bedoeld in artikel 3, § 2, tweede lid, of, bij gebrek aan vaststelling, op de verjaardagdatum van de tweede vaststelling".

Art. 154. Artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2008, wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Het belastbare tijdperk is het jaar waarin een tweede vaststelling bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, wordt opgemaakt, waarbij het bestaan van een in stand gehouden afgedankte bedrijfsruimte wordt vastgesteld, of de latere jaren waarin de ruimte in stand wordt gehouden, in de zin van artikel 2.";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"De belasting kan ingekohierd worden tot op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar.".

Art. 155. Artikel 7 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 2 wordt het woord "twaalf" vervangen door het woord "negen";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : "Deze tweede vaststelling wordt bekendgemaakt overeenkomstig § 1, tweede lid";

3° in § 3 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Vanaf de verjaardagdatum van de tweede vaststelling, wordt de ruimte geacht in stand gehouden te zijn in de zin van artikel 2. De verschuldigde kan de ambtenaren bedoeld in § 1, eerste lid, echter verzoeken een controle uit te voeren.".

Art. 156. Artikel 9 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2008, wordt gewijzigd als volgt :

1° de §§ 1 tot 3 worden vervangen als volgt :

"§ 1. De opeisbaarheid van de belasting alsmede de looptijd van de verjaring van de invordering ervan worden opgeschort voor de gebieden bedoeld in § 2 en § 3.

§ 2. De gebieden onderworpen aan de bepalingen van hoofdstuk IV van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer, zolang de houder van de verplichtingen, die hem overeenkomstig dit decreet zijn opgelegd, zijn verplichtingen nakomt.

De opschorting begint te lopen vanaf het jaar waarin deze verplichtingen ontstaan.

Ze heeft betrekking op de belastingen betreffende de jaren waarin deze verplichtingen lopen.

De belastingen worden ontheven wanneer het bestuur een bodemcontrolecertificaat afgeeft overeenkomstig artikel 67 van dit decreet.

§ 3. De gebieden waarvoor een heraanleg nodig is, die het voorwerp uitmaken van het besluit bedoeld in artikel 169, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie.

De opschorting begint te lopen vanaf het jaar van dit besluit.

Ze heeft betrekking op de belastingen die verschuldigd zijn op het moment van het besluit bedoeld in het eerste lid, voor de vanaf het jaar van de aanvraag invorderbare belastingen.

De belastingen worden ontheven wanneer de herinrichting van de locatie bij het besluit bedoeld in artikel 169, § 7, van hetzelfde Wetboek wordt vastgesteld.";

2° het artikel wordt aangevuld met de §§ 6 en 7, luidend als volgt :

"§ 6. De opschorting bedoeld in § 2 en § 3 is vaststaand, zelfs als de naleving van de verplichtingen die uit de twee bedoelde wetgevingen voortvloeien, de afschaffing van de belastbare aard van het gebied in de zin van dit decreet niet tot gevolg heeft gehad.

§ 7. De vaststelling, door de ambtenaar aangewezen door de Regering, van de niet-belastbare aard van een gebied in de zin van dit decreet, heeft tot gevolg de ontheffing van de opgeschorte belastingen.".

Art. 157. In hetzelfde decreet wordt een artikel *9bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *9bis*. De gemeenten kunnen opcentiemen heffen op de gewestelijke belasting.

Enkel de gemeenten die jaarlijks aan de telling deelnemen alsook aan de bijwerking van de lijst van de ruimten die kunnen betrokken zijn bij deze belasting, kunnen opcentiemen heffen."

HOOFDSTUK X — *Inwerkingtreding*

Art. 158. Behalve wat betreft de bepalingen waarvan de datum bij de artikelen 17, 100, 133, 136 et 138 wordt vastgesteld, treedt dit decreet in werking op 1 januari 2015.

BIJLAGE I

Bijlage I bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

1	Categorie bedrijven	Grondslag waarop de omzettingcoëfficiënt betrekking heeft	Omzettingcoëfficiënt		Opmerkingen
			4	5	
2	3	4	5	6	
1	- Slachthuizen en slachterijen (excl. vleeswarenverwerking)				
	a. varkens	1.000 kg geslacht gewicht	0,3		
	indien tevens darmslijmerij aanwezig, verhoogd met		0,23		
	b. andere dieren	1.000 kg geslacht gewicht	0,52		
	Verhoging factoren :				
	- bij lozing pensenmest		1,18		
	- bij lozing bloed van varkens		0,53		
	- bij lozing bloed van andere dieren		0,96		
2	- Pluimveeslachterijen :				
	groep I	1.000 kg geslacht gewicht	0,29		1
	groep II	1.000 kg geslacht gewicht	0,58		1
	groep III	1.000 kg geslacht gewicht	1,02		1
3	- Poets- en smeermiddelenfabriek	1.000 kg grondstof	3		
4	Aardewerk-, asbestcement-, beton-, steen-, kalk-, cement-, baksteenfabriek	100 arbeidsdagen	0,35	0,014	
5	Autorevisiewerkplaatsen, werkplaatsen voor tram en spoor, garages, carwashinstallaties	1 m ³ gebruikt water	0,05	0,032	
6	- Wasserijen, met uitzondering van wassalons:				
	a. natwasserij	1.000 kg witgoed, uitsluitend van ziekenhuizen en hotels: lakenpakketten en oprolhanddoeken	0,44		
		1.000 kg witgoed, voor zover niet vallend onder een andere coëfficiënt	0,73		
		1.000 bontgoed, bedrijfskleding en hand- en keukendoeken uit verhuur	1,02		
		1.000 kg stijfselgoed	1,62		
		100 arbeidsdagen	0,18		
	b. chemisch reinigen	100 arbeidsdagen	0,18		
	c. kledingververijen	1 m ³ gebruikt water	0,73		
7	- Poets- en smeermiddelen fabrieken	100 arbeidsdagen	4,5	0,011	
8	- Ijzerbeitserij Extra per 1.000 kg geloosd Fe++	100 arbeidsdagen100 arbeidsdagen	0,23 3,3	0,032 0,032	
9	- Aardappelverwerking tot voorgebakken frieten	1.000 kg aardappelen	0,87		
10	- Fruitconservenfabrieken (incl. jamfabrieken)	1.000 kg appels, peren, aardbeien 1 000 kg kersen, bessen en overige zachte vruchten	1, 02 0,73		

1	Categorie bedrijven	Grondslag waarop de omzettingcoëfficiënt betrekking heeft	Omzettingcoëfficiënt		Opmerkingen
			4	5	
2	3	4	5	6	
11	- Galvaniseerfabrieken	1 m ³ gebruikt water	0,04	0,032	
12	- Gasfabrieken	1.000 kg grondstof	1,1		
13	- Grafische en andere papierverwerkende en kartonverwerkende bedrijven	1 m ³ gebruikt water	0,04	0,022	
14	- laboratoria	100 arbeidsdagen	1,1	0,011	
15	- Zuivelindustrie:				
	a. niet gesaneerde bedrijven	1.000 kg ontvangen melk	0,13		
		1.000 kg ontvangen melk in een ontvangstation	0,06		
		1.000 kg boter en boterconcentraat (uit boter)	4,38		
		1.000 kg boter (continu boterbereiding zonder wassen)	1,47		
		1.000 kg kaas	4,38		
		1.000 kg prod. in fles	0,35		
		1.000 kg melkpoeder (walsenpoeder)	1,78		
		1.000 kg melkpoeder (verstuivingsstoren)	1,47		
		1.000 kg gecondenseerde melk	0,44		
		ijsbereiding per 1.000 kg grondstof	0,44		2
	b. gesaneerde bedrijven	1.000 kg ontvangen melk	0,06		
		1.000 kg boter	2,27		
		1.000 kg kaas	1,78		
16	- Plastiekverwerkende nijverheid	100 arbeidsdagen	11,18	0,017	
17	- Kaarsfabrieken en wasbeklerijen	100 arbeidsdagen	0,65		
18	- Rood- en koekfabrieken en niet elders genoemde voedingsmiddelen	100 arbeidsdagen	0,45		
	- Eierverwerkingsbedrijven	1.000 kg geproduceerd product	0,5		
19	a. Bierbrouwerijen	1.000 kg bier	1,33		
	b. Idem bij terughouden van hop en bostel	1.000 kg bier	0,34		
20	- Pindabrandrijen	1.000 kg grondstof	0,75		
21	- Cacao-, chocolade-, suikerwerk- en honingfabrieken	1.000 kg eindproduct	0,29		
22	- keramische industrie	100 arbeidsdagen	0,22	0,014	
23	- chemische industrieën :				
	a. minerale scheikunde en transformatie activiteiten	100 arbeidsdagen	11,8	0,019	
	b. organische scheikunde	100 arbeidsdagen	23,6	0,011	
24	Lijmfabriek	1.000 kg beenderlijm	3,7		
25	- Huiden en vellen, bont:				
	a. chroomleerloerijen	1.000 kg grondstof	6,9	0,012	
	b. plantaardige leerloerijen	1.000 kg grondstof	7	0,011	
	c) witleerloerijen	1.000 kg grondstof	10	0,011	
	d. pelsbereiding bedrijven	1.000 kg grondstof	10	0,011	
	e. zeemleerloerijen	1.000 kg grondstof	20	0,011	
26	- Destructiebedrijven	1.000 kg bruto gewicht te destructuren materiaal	1,1	0,032	
27	- Distilleerderijen	1 m ³ gebruikt water	0,06		

1	Categorie bedrijven	Grondslag waarop de omzettingcoëfficiënt betrekking heeft	Omzettingcoëfficiënt		Opmerkingen
			4	5	
2	3	4	5	6	
28	- Emailleerderijen	1 m ³ gebruikt water	0,04	0,032	
29	- Groenteconservenbedrijven :	1.000 kg aardappelen schrappen	1,75		
		1.000 kg aardappelen	1,9		
		1.000 kg wortelen, ajuinen	1,3		
		1.000 kg rode bieten	2,1		
		1.000 kg soepgroenten	0,96		
		1.000 kg koolsoorten (uitgezonderd de bereiding tot zuurkool) en koolraap	0,75		
		1.000 kg prei, sperzie-, snijbonen en selderij	0,58		
		1.000 kg doperwten en capucijners	1,02		
		1.000 kg andere groenten	0,5		
30	- Groentewasserijen	1.000 kg wortelen	0,13		
		1.000 kg zilveruien	0,23		
31	- Gist- en spiritusfabrieken	1.000 kg melasse	9,3		
32	- Limonadefabrieken en bottelarijen	1.000 l geproduceerd product	0,12		
33	- Margarine vet- en spijsoliefabrieken indien uitsluitend olie wordt gewonnen door het persen van zaden	1.000 kg ruwe oliën en vetten 1 000 kg gefabriceerd product	0,7		
34	- Mouterijen	1.000 kg gerst	0,16		
35	- Metaalindustrie :				
	a. mechanisch bewerken, koudverwerking	100 arbeidsdagen	0,23	0,01	
	b. verzinken en non-ferro beitsen	100 arbeidsdagen	0,23	0,032	
36	- Metallurgische industrie	100 arbeidsdagen	0,23	0,032	
37	- Papierindustrie	1.000 kg papier uit houtslipsel of celstof	1,6		
		idem - uit ander materiaal	7,8		
38	- Strokartonfabrieken	1.000 kg karton	4,9		
39	- Parfum- en cosmeticafabrieken	100 arbeidsdagen	5,84		
40	- Visconservenfabrieken	1.000 kg vis	2,43		
41	- Vismeelfabrieken	1.000 kg vis	3,3		
42	- Dorserijen van erwten en capucijners	1.000 kg grondstof	0,034		
43	- Aardappelmeelfabrieken	1.000 kg aardappelen	1,44		
44	- Zeepfabrieken	1.000 kg zeep	0,55		
	- Indien onderloog wordt geloosd		3,1		
45	- Suikerfabrieken en suikerbietenrasperijen	1.000 kg suikerbieten	0,27		
	- Indien uitsluitend afvalwater van de condensoren wordt geloosd	1.000 kg suikerbieten	0,027		
46	- Textielabrieken:				
	a. spinnerij	100 arbeidsdagen	0,18		
	b. weverij	100 arbeidsdagen	0,18		
	c. ververij	1 m ³ gebruikt water	0,73		
	d. blekerij	1 m ³ gebruikt water	0,73		
	e. wolwasserij	1.000 kg ruwe wol	7		
47	- Vatenwasserijen	1 m ³ gebruikt water	0,58	0,021	

1	Categorie bedrijven	Grondslag waarop de omzettingcoëfficiënt betrekking heeft	Omzettingcoëfficiënt		Opmerkingen
			4	5	
48	- Vulcaniseerinstallatie, gummiwaren, kabel- en kunstleerfabrieken	100 arbeidsdagen	0,08	0,011	
49	- Vleeswarenbedrijven	1.000 kg geproduceerd product : worst-, hamkokerijen	0,73		
		1.000 kg geproduceerd product : andere	0,45		
50	- Plasticsverwerkende nijverheid	100 arbeidsdagen	0,22		
51	- Elektriciteitscentrales	100 arbeidsdagen	0,22	0,011	
52	- Visteelt	1.000 kg geloosde voedingsmiddelen	8	0	3
53	- Zwembaden	1 m ³ gebruikt water	0,008	0	
54	Ziekenhuizen in de zin van de artikelen 2 tot 4 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen	- bed - bed indien aanwezigheid van een wasserij in het ziekenhuis om er het wasgoed dat ter plaats wordt gebruikt te wassen	3 3,6	0 0	

Opmerkingen:

- Tot groep I behoren de bedrijven met een laag waterverbruik (10 m³ per 1000 kg geslacht gewicht) met goede voorzieningen voor het opvangen van bloed en zonder natte bewerking of nat transport van veren of slachtafval.

Tot groep II behoren de bedrijven met uitsluitend natte verwerking en/of transport van veren of slachtafval.

Tot groep III behoren de bedrijven met nat transport van veren of slachtafval, bovendien alle bedrijven met kipkokerij en alle overige bedrijven die niet tot groep I en II behoren.

- Onder gesaneerde zuivelfabriek wordt verstaan een zuivelfabriek waarin goede voorzieningen ter beperking van de vervuilingsgraad zijn getroffen, als het opvangen van drupmelk, het terughouden van het bezinksel uit boterwaswater, het opvangen van perswei, het voorkomen van lekverliezen e.d.
- Wat visteelt betreft, wordt een verminderingpercentages van het aantal vuilvrachteenheden toegepast wanneer een of meer van de volgende maatregelen worden uitgevoerd:
 - verbruik van hoog verteerbare voedingsmiddelen: 30 % vermindering;
 - filtering op draaifilter aan de uitgang van de teeltbassins: 75 % vermindering;
 - bezinkbassins met aan het debiet aangepaste afmetingen met periodieke slibterugwinning: 50 % vermindering.

De verminderingpercentages zijn cumuleerbaar indien verschillende van deze maatregelen tegelijkertijd worden uitgevoerd (met een verminderingpercentages van hoogstens 100 %).

Bijlage II

Bijlage II bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Eenheid	Vermoedelijk verbruik
<u>Gezinnen</u>	
— Hoofdverblijfplaats : alleenstaand	45 m ³
— Hoofdverblijfplaats : gezin	100 m ³
— Bijkomende verblijfplaats	25 m ³
<u>Kampeerterrinen</u>	
— Kampeerplaats	20 m ³
<u>Bedrijven, kantoren</u>	
— Tewerkgestelde persoon	9 m ³
<u>Onderwijsinrichtingen</u>	
— Leerling	5 m ³
<u>Internaten, kazernes, hotels, rusthuizen, verzorgingscentra</u>	
— Bed	45 m ³

Bijlage III

Bijlage III bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

A) "Milieubelasting veestapel"

	Categorie dieren	Coëfficiënt stikstof
Runderen	Melkkoe	0.5538
	Zoogkoe	0.4062
	Reformkoe	0.4062
	Andere runderen van meer dan 2 jaar	0.4062
	Runderen jonger dan 6 maanden	0.0615
	Vaars van 6 tot 12 maanden	0.1723
	Vaars van 1 tot 2 jaar	0.2954
	Stierkalf van 6 tot 12 maanden	0.1538
	Stierkalf van 1 tot 2 jaar	0.2462
Schapen en geiten	Schaap- en geitachtigen van minder dan 1 jaar	0.0203
	Schaap- en geitachtigen van meer dan 1 jaar	0.0406
Paarden	Paardachtigen	0.3446
Varkensachtigen	Drachtige zeug met biggetjes jonger dan 4 weken	0.0923
	Beer	0.0923
	Mestvarken en gelt	0.0480
	Mestvarken en gelt op biobeheerst strobed	0.0277
	Biggetjes (4 tot 10 weken)	0.0117
Konijnen	Moederkonijnen	0.0222
	Mestkonijnen	0.0020
Pluimvee	Vleeskippen (40 dagen)	0.0017
	Leg- of kweekkippen (343 dagen)	0.0037
	Kippetjes (127 dagen)	0.0017
	Kweekhanen	0.0026
	Eenden (75 dagen)	0.0026
	Ganzen (150 dagen)	0.0026
	Kalkoenen en kalkoehanen (85 dagen)	0.0050
	Parelhoenders (79 dagen)	0.0017
	Kwartels	0.0002
	Struisvogels en emoës	0.0185

B) Milieubelasting “grond”

Teelt	Coëfficiënt stikstof	Coëfficiënt fytosanitaire producten	Coëfficiënt erosie
Bieten	0.188	0.095	0.173
Cichorei	0.278	0.080	0.173
Graangewassen gevolgd door een herfstteelt	0.262	0.040	0
Graangewassen niet gevolgd door een herfstteelt	0.398	0.040	0
Maïs	0.529	0.015	0.246
Aardappelen	0.549	0.265	0.246
Koolzaad en raapzaad	0.464	0.010	0
Groenteteelten die voor hun wortelen worden geoogst	0.188	0.092	0.146
Andere groenteteelten	0.638	0.092	0.146
Lijn	0.554	0.002	0.262
Weien	0.108	0.002	0
Andere teelten	0.188	0.002	0

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 12 december 2014.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme
en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

—
Nota

(1) Zitting 2014-2015.

Stukken van het Waals Parlement, (2014-2015) Nrs. 1, 1bis, 2 t.e.m. 7.

Volledig verslag, plenaire zitting van 11 december 2014.

Bespreking.

Stemming.